Robert Fossaert
(avril 2004)

Un sous-ensemble du système mondial

Le Proche et Moyen-Orient

Un document produit en version numérique par Robert Fossaert,
Économiste marxiste
Courriel: robert.fossaert@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi.
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par M. Robert Fossaert, économiste marxiste, à partir de:

Robert Fossaert (2004)

Un sous-ensemble du système mondial.
Le Proche et Moyen-Orient

Une édition électronique réalisée à partir de l'essai de M. Robert Fossaert (2004), Un sous-ensemble du système mondial. **Le Proche et Moyen-Orient**. Paris: Analyse rédigée en 2004 et rendue disponible le 11 avril 2004.

Texte disponible sur le site web de M. Fossaert:

<http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/index.htm>

Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 9 avril 2004, de diffuser cette œuvre, sur le site web des Classiques des sciences sociales. Un immense merci pour cet essai fondamental qui vise à nous permettre de comprendre le système mondial à l'heure actuel, et plus spécifiquement le Proche et le Moyen-Orient.

robert.fossaert@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisée:

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations: Times 10 points.

Pour les notes de bas de page: Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 avril 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Un sous-ensemble du système mondial.

Le Proche et Moyen-Orient

Introduction: un ensemble flou

§ 1 - Une région en creux

- 1 - Une longue trajectoire, un héritage fragmentaire ?
- 2 - Une démographie riveraine
- 3 - Tel paraît être le PMO

§ 2 - Les forces d'inertie

- 1 - De la famille à la tribu
- 2 - Des religions
- 3 - De la propriété foncière
- 4 - Du capital marchand

§ 3 - Des États souvent très jeunes

- 1- Trois générations d'États
- 2- Des types d'État archaïques plus que modernes
- 3- Des appareils d'État et des sociétés civiles souvent contournés

§ 4 - Des guerres inabouties

- 1 - Dans et au sujet de l'ex-Palestine mandataire
- 2 - Les guerres nationalitaires ou nationales
- 3 - Les guerres du pétrole
- 4 - Des guerres inabouties: en quoi ? et pourquoi ?

§ 5 - La misère pétrolière

- 1 - L'espace du pétrole, échafaudage du PMO
- 2 - Richesses et ravages
- 3 - Vers un après-pétrole dramatique ?

§ 6 - La dynamique du surplace

- 1 - Une quasi stagnation économique
- 2 - De puissants blocages idéologiques
- 3 - Dynamique et surplace

§ 7 - [Deux avènements imaginaires](#)

- 1 - [Le rêve américain](#)
- 2 - [Le rêve israélien](#)
- 3 - [Point d'orgue](#)
- 4 - [Encore les rêves américain et israélien](#)

§ 8 - [Un avenir conditionnel](#)

- 1 - [La cible pétrolière](#)
- 2 - [Les cibles étatiques](#)
- 3 - [Les compagnies pétrolières comme cibles](#)
- 4 - [Des sociétés civiles en mutation](#)

Annexe: [À propos des émirats du Golfe](#)

[Conclusion](#): un ensemble floué ?

Robert Fossaert (2004)

Un sous-ensemble du système mondial.

Le Proche et Moyen-Orient

Paris: 11 avril 2004, 83 pages.

Texte disponible sur le site web de M. Fossaert:

Macrosociologie:

<http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/index.htm>

[Retour à la table des matières](#)

Le Proche et Moyen-Orient (2004)

Introduction

Un ensemble flou

[Retour à la table des matières](#)

Pour qui vient d'étudier [le monde sinisé](#), puis [les Indes](#), le Proche et Moyen-Orient (PMO) semble étrange, tant il diffère de ces zones qu'il égala longtemps par son peuplement comme par sa profusion d'empires et son foisonnement de religions. La divergence, déjà sensible au 17^e siècle, a pris ensuite des proportions vertigineuses: ces deux régions sont devenues plus que milliardaires en hommes, au regard d'un PMO dont la population a stagné autour de 30 millions tout au long du 19^e siècle, pour prendre ensuite un élan presque égal à celui de l'Afrique subsaharienne. Cette croissance tardive est d'autant plus intempestive qu'elle s'est déployée au moment où la Chine et même l'Inde, désormais orientées vers une stabilisation démographique, se développent de façon accélérée, tandis que le PMO ne réussit pas à s'arracher à son surplace économique. Pourtant les trois régions participent du même système mondial, elles sont également soumises à sa machinerie particulière ¹, c'est-à-dire à la suprématie et à l'omniprésence militaires des États-Unis, à leur supériorité économique manifeste et à leur forte influence. Pour qui vient d'étudier *le monde sinisé*, puis *les Indes*, le Proche et Moyen-Orient (PMO) culturelle.

Quand Maurice Lombard étudia *L'Islam dans sa première grandeur – VIII^e-XI^e siècle* ², en soulignant fortement son contraste avec l'Europe, alors enténébrée, il partit évidemment de la région des isthmes occupée par l'Arabie et ses premières conquêtes (Égypte, Syrie et Mésopotamie) avant d'aborder le monde iranien et le Maghreb (Espagne comprise). Le sous-système mondial que constitue aujourd'hui le Proche et Moyen-Orient (PMO) a le même point de départ, mais non la même extension. À l'ouest, l'Europe englobe désormais l'Espagne ainsi que Malte et Chypre, longtemps

¹ Éditions Flammarion, Paris, 1971

² *Hérodote*, n° 108, 1^{er} trim 2003, *Le système mondial vu des débuts du 21^e siècle* par Robert Fossaert

disputées avec les puissances musulmanes, et par surcroît, elle exerce une forte attraction sur le groupe maghrébin, si bien que, de ce côté, le PMO n'inclut que la Libye. À l'est, l'Afghanistan et même le Pakistan qui ne font certes pas partie du même sous-ensemble mondial y sont cependant reliés depuis les années 1980 par les contrecoups des offensives russe, puis américaine, en Afghanistan. Au sud, les deux rivages de la Mer Rouge ne sont pas également concernés: du côté asiatique, la péninsule arabique est tout entière mêlée aux interactions du PMO, tandis que du côté africain, le Soudan et les États de la Corne de l'Afrique – ou ce qu'il en reste – sont nettement moins impliqués que l'Égypte. Finalement, c'est au nord que les limites du PMO sont restées les plus stables depuis de longues années, malgré l'émancipation des républiques - naguère soviétiques - du Caucase ou de l'Asie centrale. Toutefois la pérennité de celles-ci dépendra de l'évolution ultérieure de l'ex-URSS.

Toutefois, en termes géographiques et macrosociologiques, le Proche et Moyen-Orient constitue bien un sous-ensemble nettement particularisé, si on lui applique les critères distinctifs que l'étude du système mondial a mis en lumière, à savoir:

- un climat démographique spécifique, celui d'une région où le taux de croissance n'est surclassé que par l'Afrique subsaharienne;

- un climat économique où la rente pétrolière badigeonne d'une richesse précaire une région qui stagne ou s'enfonce dans la misère;

- un climat politique partout tendu où des États, aussi musclés soient-ils, maintiennent difficilement un ordre public sans cesse menacé par des guerres et des crises ou des révoltes plus sourdes;
- un climat culturel où la dominante arabo-musulmane est cerclée par des éléments massifs comme les peuples turc, iranien ou kurde et incrustée de multiples composantes hétérogènes, le tout baignant dans un ensemble de religions dont les différenciations ne recoupent pas celles des ethnies ou des nationalités;
- si bien que, seul, le critère de séparation physique d'avec les régions voisines fait plus ou moins défaut comme on vient de le noter. Mais il est suppléé par des frontières politiques, militaires et policières qui inhibent le plus souvent l'interaction des peuples, sinon les ruses des fraudeurs et des terroristes.

La notion d'ensemble flou, produite par les mathématiciens convient assez bien à cette région. Elle recouvre, ici, un sous-ensemble du monde actuel où sont assemblés des États qui, malgré leur diversité, sont liés par des liens d'appartenance - imposés par le système mondial environnant, plus que par les interactions régionales - liens nettement plus marqués que ne le sont leurs ressemblances partielles et variées avec certains des États limitrophes. Pour concrétiser cette réflexion par trop générale, on examinera successivement:

- §1- [Une région en creux](#)
- §2- [Les forces d'inertie](#)
- §3- [Des États souvent très jeunes](#)
- §4- [Des guerres inabouties](#)
- §5- [La misère pétrolière](#)
- §6- [La dynamique du surplace](#)
- §7- [Deux avenir imaginaires](#)
- §8- [Un avenir conditionnel](#)
- [Conclusion](#): un ensemble floué ?

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

§ 1.

Une région en creux

[Retour à la table des matières](#)

Voici donc un quartier du monde actuel, de très riche antiquité, qui n'a pas réussi à prendre dans ce monde un élan comparable à celui des régions indienne ou chinoise, d'ancienneté égale à la sienne. Rien ne permet, certes, d'escompter que le présent système mondial soit, plus que ses prédécesseurs, en mesure de transformer d'un même pas toutes ses parties, d'autant que la maturation du capitalisme évolutif qui le différencie de plus en plus des systèmes mondiaux d'avant la révolution industrielle capitaliste tend, bien au contraire, à accentuer l'inégal développement des sociétés qui le composent. Mais le Proche et Moyen-Orient est si riche d'hommes, de ressources naturelles et d'héritages culturels qu'on s'attendrait à le trouver assez proche du peloton de tête, alors que sa quasi stagnation le range, entre l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine parmi les zones attardées ou rétrogradées du monde actuel. La structure du système mondial lui est aujourd'hui défavorable: mais exactement en quoi et pourquoi ? Les linéaments propres de cette région concourent sans doute à sa vulnérabilité et à l'échec des tentatives visant à réduire celle-ci: mais qu'en est-il au juste ? Toutes questions qu'il faut aborder, sans oublier le poids présent de l'histoire ancienne ou récente, la portée actuelle des sédiments culturels qu'elle a déposés et des contraintes toujours vives qu'elle a forgées, si bien qu'un bref examen de ce proche ou lointain héritage doit précéder l'exploration méthodique des structures aujourd'hui prégnantes.

(1) - Une longue trajectoire, un héritage fragmentaire?

[Retour à la table des matières](#)

De nombreux empires se sont succédé ici depuis trois millénaires au moins, mais tous ont été détruits par l'effet d'invasions, d'épidémies ou d'autres catastrophes naturelles et surtout par suite de guerres multiples. Ici ou là, on trouve assez souvent d'évidentes récupérations au bénéfice du ou des conquérants, du genre de celles qui permirent à la coalition tribale, propagatrice du premier islam, d'hériter en Mésopotamie et surtout en Perse de savoir faire étatiques et culturels qui contribuèrent puissamment aux succès initiaux du Califat. Mais nulle part, il ne s'établit une continuité culturelle de très longue durée, aux effets comparables à ceux de la lignée Grèce-Rome-Occident pour l'Europe, même si les lignées partielles et locales qui eurent pour origine la Mésopotamie, l'Égypte, l'Iran, la Grèce, Byzance ou la Turquie ottomane ont été nombreuses et ont eu quelques siècles d'efficacité avant que leurs oueds se vident dans la nappe phréatique d'où le PMO actuel tire sa commune civilisation.

La principale discontinuité a été celle des institutions politiques. Ici, aucun modèle impérial n'a pu se prolonger à la chinoise pendant des millénaires, par delà les fractures et les regroupements qui ont scandé son histoire, tout en étendant son emprise du fait de multiples conquêtes et en enrichissant son expérience par capitalisation des savoirs administratifs, militaires, diplomatiques et autres inventés ou récupérés chemin faisant. Faute d'une telle continuité, l'héritage culturel - qui gagne toujours à être adossé à un État durable - s'est plusieurs fois ensablé avant de ressurgir déformé par des novations idéologiques - religieuses notamment - et marié à de nouveaux États.

Cette discontinuité politique et culturelle, aux formes et aux effets très divers d'un siècle à l'autre, mais aussi d'une zone à l'autre au sein du PMO, ne peut être rapportée à une cause unique, d'autant que les empires étendus par empilement, pulvérisés par révoltes ou partagés par conquêtes se sont appliqués à des aires souvent changées. Le PMO actuel n'a été regroupé sous une domination unique qu'en de rares siècles, tels ceux de l'expansion ottomane ou de la première grandeur de l'Islam. A l'inverse, bon nombre de conquérants, fussent-ils aussi célèbres qu'Alexandre le Macédonien, n'ont donné naissance qu'à une rénovation de principautés ou de royaumes préexistants, si ce n'est à un féroce découpage de provinces ou d'apanages diversement taillés.

Dans une région riche de déserts et de fleuves, ces secousses maintes fois répétées ont finalement mis à mal un mode de production qui avait donné naissance aux Elam

et autres Eden paradisiaques. En effet, l'organisation tribulaire qui a pu produire et gérer les irrigations capables de faire fleurir le désert et les drainages aptes à féconder les deltas marécageux requiert un effort méthodique et continu dont les deux ressorts sont, d'une part, une productivité énormément accrue qui encourage la population et soutient sa croissance et, d'autre part, un État enrichi, à ses fins propres, d'hommes et d'autres ressources, mais qui sait veiller à la pérennité de l'irrigation ou du drainage. Or les tumultes politiques répétés pendant des siècles ont parfois distrait les États - impériaux ou minuscules - de ces tâches dont la réhabilitation n'a pas toujours réussi. Ainsi ont disparu les civilisations illustres de Mésopotamie dont les archéologues ont retrouvé les Sumer et les Babylone sous des siècles d'ensablement. Bien d'autres causes ont évidemment concouru à ce lent désastre, parmi lesquelles on peut citer le long assoupissement ottoman qui avait eu bien des précédents dans la région, mais qui est intervenu à l'époque où les révolutions culturelle, industrielle et politique de l'Europe amorçaient de profondes transformations de tout le système mondial; sans oublier le colonialisme de style occidental qui s'est appesanti sur le PMO durant le 20^e siècle.

Au début de ce siècle, la recherche d'une politique modernisatrice travaillait l'empire ottoman, mais les intérêts des Jeunes Turcs ne débordaient guère vers le PMO où des voies nouvelles étaient explorées - de façon encore archaïque - par des Libanais maronites ou sunnites "protégés" par la France et - de façon plus significative - par les Égyptiens qui, de l'incursion napoléonienne de 1798 à la mise en service du Canal de Suez (1889), s'étaient émancipés de la tutelle turque et qui supportaient de plus en plus mal le protectorat britannique. La guerre européenne de 1914-18 qui se prolongea, en Turquie, jusque 1923, généralisa cette turbulence, de la Palestine à la Syrie et aux provinces de Mésopotamie et d'Arabie.

Toutefois l'entre-deux-guerres fut décevante. Les tentatives dynastiques des Hachémites ne réussirent pas à lier La Mecque et Jérusalem en un même État, tandis que celles des Séoudiens ne gagnèrent du terrain que dans la péninsule arabique. En fait les colonisations françaises et anglaises habillées en "mandats" de la Société des Nations et les immixtions américaines à base de compagnies pétrolières emportèrent la décision: tout le PMO fut inscrit dans les zones d'influence que ces trois puissances se disputèrent. Le véritable éveil, préfiguré par les conflits autour de la Syrie et du Liban comme au sein de l'Égypte, s'opéra après la guerre mondiale de 1939-45 qui secoua une bonne partie de cette région.

Pour l'essentiel, les péripéties s'ordonnèrent depuis lors selon deux axes principaux - si l'on veut bien omettre provisoirement le jeu mondial des pétroliers qui acquit bientôt une influence prépondérante. Le premier axe est celui du "nationalisme arabe" que diverses idéologies et plusieurs États ont tenté de promouvoir, à l'instar de l'Égypte. Débarrassé de sa monarchie en 1952, ce pays livra en 1956 une guerre complexe (cf § 4) qui le débarrassa finalement de l'armée anglaise et qui lui assura, à terme, l'entier contrôle du Canal. Son élan se prolongea, en 1958, par la création d'une République Arabe Unie (RAU) où la Syrie figura peu de temps et qui guerroya dans un Yémen scindé par sa propre révolution. Après quoi le "nationalisme arabe" eut pour porte-drapeaux les deux partis Baas rivaux de Syrie et d'Irak et quelques autres courants politiques libanais ou palestiniens. Mais au total, la fabrication d'États

nouveaux qui tendaient à convertir leurs populations respectives en nations bien distinctes l'emporta sur toutes les variantes du panarabisme: aucune Prusse ne réussit à fédérer le PMO.

Toutefois de nouvelles poussées se firent sentir selon un second axe, celui de "l'arabo-islamisme" qui tente, aujourd'hui encore, d'unir les divers États (naissants ou renaissants) sous la houlette d'un Islam que des clergés, des milices et des associations traditionalistes entendent doter d'une commune *charia*, supérieure à toutes les constitutions étatiques (ou substituable à celles-ci). A la croisée des deux axes - le nationalitaire panarabe et le musulman fondamentaliste, Israël offre une cible des plus opportunes. Elle devint ainsi le pôle négatif de presque tous les courants visant à rénover le PMO, cependant que divers prétendants au rôle de pôle positif tentaient leur chance, après que le nationalisme nassérien ait dû carguer ses voiles. La coloration "socialiste" ou "républicaine" dont la Syrie ou l'Irak teintent leur discours nuit à leur crédibilité "islamique", mais le mariage du wahhabisme et de la rente pétrolière - génératrice d'aumônes à tout faire - donne à l'Arabie séoudite une influence manifeste autant que sournoise. C'est pourtant dans la partie non-arabe du PMO que le fondamentalisme islamiste a jusqu'ici triomphé par la "révolution khomeinyste" de 1977, encore que le surgeon du wahhabisme qu'est le système Al Quaïda d'Ousama Ben Laden se révèle éventuellement porteur d'un "internationalisme islamiste" qui pourrait prendre racine au PMO, notamment après l'éventuel triomphe d'une seconde république chiite, en Irak cette fois (cf § 7). Un tout autre pronostic a été avancé en 2003 par Mahathir, éminent chef d'État d'une Malaisie dont il a été le Cavour plutôt que le Bismarck. Selon lui, le monde musulman est désespérément faible, parce qu'il ignore ou dédaigne la révolution industrielle et parce que la connaissance n'y est valorisée que si elle se tourne vers le passé. Ce monde n'a d'unité que dans sa défaite vexée, son humiliation répétée tout au long du 20^e siècle. Il ne s'y est élaboré aucune stratégie qui laverait l'humiliation et produirait une nouvelle dignité, une nouvelle grandeur. Les propos de Mahathir ainsi résumés visent l'ensemble du monde musulman, du Maroc à l'Indonésie - monde dans lequel la Malaisie est l'une des rares exceptions, ce qui n'est assurément pas le cas du PMO.

(2) - Une démographie riveraine

[Retour à la table des matières](#)

Aussi paradoxal que puisse paraître ce rapprochement, la discontinuité qui caractérise l'histoire politique et culturelle du PMO, caractérise tout autant son peuplement, c'est-à-dire la répartition spatiale de ses populations.

Pays du PMO	Données démographiques c.2001	Données démographiques c.2001	Données démographiques c.2001
	Population (en millions)	Croît annuel en %	Espérance de vie
Égypte	70,5	1,8	66,3
Turquie	66,3	1,16	71,8
Iran	66,2	1,1	69,4
Irak	24,2	2,7	58,7
Arabie séoudite	21,9	3,5	70,9
Yemen	20	4,2	59,4
Syrie	17	2,6	70,5
Israël	6	1,4	79
Qatar	6	2	68,9
Libye	5,5	2,1	70
Jordanie	5,2	2,9	69,7
Liban	3,6	2	72,6
Palestine	3,5	3,8	71,4
Emirats Arabes Unis	2,7	2	74,6
Oman	2,7	3,3	70,5
Koweït	2	2,5	75,9
Bahreïn	0,66	2,2	72,9
total PMO	323,96		

Le climat aride qui règne dans une très grande partie du PMO explique évidemment cette répartition lacunaire. Les déserts libyen, égyptien et arabe sont presque vides d'habitants et l'on se gardera d'oublier que la Jordanie, la Syrie et l'Irak sont, eux aussi, en grande partie désertiques et que la Turquie et l'Iran, plus riches de montagnes que d'étendues rocailleuses ou sablonneuses participent d'autre façon au commun resserrement du peuplement dense dans une minorité de zones très peuplées: des vallées fluviales, des chapelets d'oasis ou de petites plaines côtières et, plus rarement, des zones irriguées. Le célèbre Croissant Fertile est un long chapelet de cette sorte qui longe la Méditerranée, s'infléchit vers l'est aux abords de la Turquie et rejoint finalement les moyennes vallées du Tigre et de l'Euphrate, bien avant leur delta commun.

Dans cette région quasiment vide, on peut tracer trois cercles à peu près concentriques. Le premier contient toute la périphérie du PMO, si l'on en excepte la Libye. 64 % de sa population y sont rassemblés en trois pays qui sont de grandes puissances

régionales. En tête vient l'Égypte, avec ses 70,5 millions d'habitants dont 99 % occupent à peine 4 % du territoire, la densité principale s'observant dans le delta du Nil et dans la mégalopole cairote. En effet, Le Caire absorbe 15 % de la population et grandit plus vite que celle-ci dans un entassement que l'urbanisme ne maîtrise pas, d'autant que la création de nouvelles zones irriguées - qui élargit un effort plus que centenaire - capte mal un croît démographique insuffisamment ralenti et une masse de sans-emploi qui survit mieux en ville qu'en zones rurales. Un peu moins peuplée, la Turquie partage ses 66,3 millions d'habitants entre de multiples vallées montagneuses et deux agglomérations immenses. La première, Istanbul, est l'un des rares hauts lieux de continuité historique dans une région qui en est pauvre, encore que le relais de Constantinople par Byzance, puis par Istanbul n'ait jamais été une transition douce et que d'autres sièges et razzias aient émaillé une longue histoire de pillage et de massacre depuis la 4^e Croisade des Chrétiens d'Occident (1111). Toujours est-il qu'Istanbul qui a satellisé presque toute la Turquie d'Europe déborde désormais sur la rive asiatique du Bosphore, pour loger ses 9,1 millions d'habitants, soit près de trois fois plus que les 3,5 millions rassemblés à Ankara, la capitale anatolienne promue par Atatürk. Les proportions de ces villes préfigurent peut-être l'avenir d'une Turquie désormais tournée vers l'Union Européenne, même si le PMO la retient encore. Les 66,2 millions d'Iraniens rejoignent presque la population turque, mais leur mégalopole pèse un peu moins lourd que les précédentes, puisque Téhéran ne contient que 10 % environ des Persans d'aujourd'hui. Au reste, les deux grands pays non arabophones rassemblent 42 % de la population régionale et, si on leur adjoint les minorités non arabes des autres pays, on observe que le PMO "arabe" est à demi non-arabe d'expression, surtout si l'on fait abstraction de la langue liturgique des clercs. À l'inverse, on doit également noter qu'en Égypte une croissance démographique mal ralentie (1,8 % l'an) excède de beaucoup celle des deux autres grands régionaux (1,16 et 1,10 %) si bien qu'il est possible de considérer que le PMO s'arabise de plus en plus, ce qu'un entier basculement de la Turquie vers l'Europe renforcerait évidemment.

Entouré par les grands États régionaux, un deuxième cercle contient près du quart de la population régionale. Il part de la Méditerranée, c'est-à-dire des deux États qui se disputent la Palestine mandataire et du Liban qui la prolonge, ainsi que de leurs voisins jordanien et syrien, puis inclut l'Irak et s'achève au sud de la péninsule arabique par un État étranger aux confédérations tribales arabes (réalisées ou tentées) et d'une population presque égale à celle de l'Irak ou de l'Arabie séoudite et supérieure à celle de la Syrie, à savoir, le Yémen avec ses 20 millions d'habitants. Les États de ce deuxième cercle sont beaucoup plus jeunes que ceux du premier, leur émancipation remontant tout au plus aux années 1940.

Enfin, au cœur du PMO, l'immense désert arabique et sa bordure d'émirats côtiers composent un troisième cercle où l'exubérance démographique est loin d'être calmée (taux annuels de 2,5 à plus de 3 %) - d'autant qu'un fort courant migratoire la conforte - mais où la population totale, d'ailleurs mal évaluable, avoisine les 30 à 35 millions, soit un gros 10 % du PMO. Encore faut-il souligner que la majeure partie de ce maigre peuplement est absorbée par les émirats du Golfe Persique et par deux courtes zones de l'Arabie séoudite: le Hedjaz des marchands et du pèlerinage et la région de Ryad, ville capitale aux riches banlieues.

(3) - Tel paraît être le PMO

[Retour à la table des matières](#)

Un immense désert central entouré par deux couronnes de plus en plus peuplées, mais néanmoins semi-désertiques: tel est le peuplement du PMO, dès qu'on s'éloigne de Bagdad ou des mégaloïles déjà notées. Vue d'Afrique, cette région contient quelques grandes puissances, comme l'Égypte qui perdure depuis des siècles ou l'Arabie qui sème des mosquées, mais vue de Bangalore ou de Shanghai, ce ne serait qu'une banlieue pauvre du monde actuel, n'était le pétrole qu'il faut y quérir. Vue d'Europe ou des États-Unis, c'est moins encore, malgré ce pétrole temporairement indispensable. Bref, le PMO est une région subalterne du système mondial actuel, une région dont les tumultes sont irritants, certes, mais où il n'existe aucun État, ni aucune "multinationale" d'importance mondiale. C'est une région parfois dérangeante, une sorte de pôle négatif du monde actuel, mais non l'un de ses foyers créateurs, l'un de ses ressorts.

Qui plus est, ce pôle négatif ne semble pas être de fabrication locale, ce n'est pas comme l'Europe du 20^e siècle qui fut la matrice de deux guerres mondiales, c'est une région en creux dont le rôle semble être, pour l'essentiel, déterminé de l'extérieur, par les besoins et les précautions que les puissances mondiales de premier plan projettent sur et dans le PMO. De ce point de vue, le cas d'Israël semble exemplaire, car cette greffe imposée par l'Europe, les États-Unis et même l'URSS à un PMO qui n'en pouvait mais, semble être une occasion majeure des tumultes dont cette région déborde.

Telle est, de prime abord, l'image que le PMO donne de lui-même, celle dont il faut partir pour en déceler les causes, en apprécier la plausibilité et sous laquelle il faut déceler les ressorts cachés d'une région peut être plus riche de possibilités qu'il n'y paraît.

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

§2.

Les forces d'inertie

En Occident, le "fatalisme musulman" est souvent invoqué comme caractéristique des peuples islamisés, spécialement de ceux du Proche et Moyen-Orient (PMO). La macrosociologie historique n'a que faire de telles conceptions où des mentalités mal définies se marieraient avec des agencements sociaux non ou mal repérés, pour enfermer des populations tout entières dans une soumission aveugle aux volontés divines révélées par des clercs et révérees par tout un chacun. Certes, le PMO souffre depuis deux siècles au moins d'une stagnation que la comparaison avec les autres régions du monde rend manifeste, mais il suffit d'observer certains des agencements communément répandus dans les sociétés de la région pour comprendre que l'inertie est, ici, entretenue par de puissantes forces sociales exactement repérables. D'une société à l'autre, le dosage de ces forces d'inertie peut varier, certaines d'entre elles peuvent aussi travailler d'autres régions, mais c'est seulement au sein du PMO que leur conjonction, presque partout complète, produit ses effets les plus puissants.

(1) – De la famille à la tribu

[Retour à la table des matières](#)

La plupart des pays du PMO ne disposent pas d'un droit de la famille applicable à toute leur population. De ce fait, le mariage, le divorce – ou la "répudiation" – l'autorité parentale, le statut des enfants et leur garde, la propriété des biens familiaux, les normes successorales, etc. varient d'un groupe à l'autre, que ce groupe soit tribal,

religieux ou d'autre nature. Presque partout, les multiples "communautés" non-musulmanes ont gardé en ces matières – et parfois en d'autres domaines qui touchent, par exemple, à l'exploitation des sols ou à la gestion des commerces – des prérogatives que l'on dirait législatives ou judiciaires, n'était leur caractère coutumier. Souvent d'ailleurs, elles sont institutionnalisées, notamment quand un clergé local en détient le contrôle, au milieu de cultes rivaux dotés d'attributions analogues; Comme l'islam majoritaire est lui-même divisé en branches, sectes et confréries souvent rivales et presque toujours dotées d'une organisation décentralisée, il contribue, pour sa part, à cette pulvérisation du droit familial *lato sensu*, en normes non validées par un État, lequel laisse aux autorités religieuses le soin d'explicitier ce droit musulman. Toutefois quelques tentatives d'adaptation se sont manifestées ici ou là. Ainsi, la République Arabe Unie a établi en 1958 un projet de droit de la famille inspiré du Code Suisse, projet tué par la rapide débandade de cette Union. A partir de 1985, un deuxième essai a été tenté par le Conseil des Ministres Arabes de la Justice dont la concertation a débouché, sept ans plus tard, sur un "Document de Koweït portant code arabe unifié du statut personnel", mais ce modèle de loi n'a été ratifié par aucun pays. En outre, le projet était muet pour ce qui est des non-musulmans. De rares essais de réforme législative sont néanmoins intervenus, notamment en Égypte. Le principal est celui de l'Irak qui a mis en vigueur, dès 1959, un code de la famille d'assez bonne qualité. Mais un demi-siècle d'application, cahotée par maintes péripéties politiques n'a pas suffi pour que les mœurs en soient transformées. Le Conseil de Gouvernement mis en place par l'occupant américain a pris, en janvier 2004, une "décision 137" qui visait à l'abolition de ce code, c'est-à-dire à la restauration du "droit" traditionnel. Il semble que l'autorité américaine, assaillie de reproches locaux et internationaux, en a suspendu l'application. La suite permettra d'apprécier la force d'inertie d'une tradition érodée depuis quelques décennies à peine.

La dépendance des femmes consacrée par la plupart des statuts que leur offre le PMO a des conséquences multiples, quant à leur emploi hors la famille, l'éducation des filles, la persistance de la polygamie "coranique", le freinage de la contraception, etc. Au vrai, les diverses coutumes régissant les liens familiaux débordent de ce cadre pour envahir une vie sociale dont la famille n'est pas la cellule élémentaire. On pourrait dire que cette cellule est d'échelle "tribale" si les imprécisions théoriques de l'ethnographie étaient réduites et si les excroissances "modernes" du groupement ici visé étaient clairement articulées sur les formes tribales dont elles dérivent. En attendant que les sciences sociales aient effectué ce travail, force est d'avancer pragmatiquement.

Il existe encore, au PMO, des groupements semi-servagistes rattachés à de grands domaines où le propriétaire foncier a autorité sur les pères de famille. D'autres groupes sont les tribus qui nomadisent dans les vastes parties désertiques des différents pays, sans d'ailleurs être toujours contenues par leurs frontières. Sédentarisées, de telles tribus sont souvent juxtaposées ou mêlées à d'autres groupements, sans qu'une intégration en résulte toujours. La longue pérennité des tribus kurdes et de leurs confédérations illustre ce point, tant il est vrai que, malgré les décompositions et les regroupements dont l'univers tribal est familier, divers clans dominants survivent à ces tumultes et assurent, en diverses zones réparties sur cinq pays, la persistance de dialectes et d'usages différenciés, parfois "modernisés" en affiliations politiques

contraires – dont des États achètent volontiers l'allégeance quand ils en ont besoin. En Arabie, Jordanie, Syrie, Yémen, etc., la structure "tribale" affleure partout visiblement, sous la texture d'États héritiers des confédérations tribales fédérées par une dynastie hachémite, séoudite ou autre, ou même sous le vernis "républicain" d'une Syrie "progressiste" ou d'un Irak "dictatorial". La spécialisation de "clans" politiques dérivés de telles tribus est évidente dans le cas des Alaouites en Syrie ou des Tigris en Irak, même si de tels "clans" enrichissent leurs souches tribales de connotations religieuses ou de clientélisme politique.

À tous ces titres, le Liban devrait être traité comme un véritable laboratoire, tant les clivages enrichis par l'afflux des réfugiés palestiniens et aiguisés par la guerre civile de 1975-90 marbrent cette ex-"Suisse du Proche-Orient" qui ignorait jadis ses va-nu-pieds chiites et croyait à l'unité de ses maronites et de leurs alliés sunnites. Sans en avoir l'exclusivité, ce pays a en effet développé deux prolongements modernes du "tribalisme": l'un est le clientélisme inscrit dans le sillage du capital marchand (cf. n° 4 *infra*), l'autre le clientélisme politique qui greffe des cohortes de dépendants ou de quémandeurs sur des tribus ethniques, des domaines fonciers ou des mandats politiques. En outre, le Liban, ouvert de longue date au pluralisme religieux et longtemps apte à garantir la coexistence pacifique des communautés religieuses rivales, entretenues sur son territoire, a subi plus que les autres pays du PMO, la quasi tribalisation des communautés de même culte, dans une région où l'appartenance groupale (de nature tribale ou en dérivant) tend à prévaloir sur toutes les autres appartenances, qu'elles soient religieuses, politiques, nationales ou internationalistes. Ce que Ibn Khaldoun appelait *asabiyya* – sorte de patriotisme, voire de chauvinisme, à l'échelle de la tribu – semble s'être étendu au bénéfice de ses avatars "modernisés".

Autrement dit l'observateur du PMO qui centre ses analyses sur l'Égypte, la Turquie ou même l'Iran et l'Irak, tous pays d'apparence plus moderne que la majeure partie de la région risque de ne pas voir l'extrême "tribalisme" du PMO central et, donc, d'ignorer ce que ces pays "modernes" ont d'encore-tribal: d'où la pertinence du laboratoire libanais où l'affleurement du toujours-tribal ouvre des pistes pour l'analyse des réalités encore peu transformées qu'un décor modernisé peut dissimuler. Bref, au PMO, la patrie, ce n'est pas l'État-nation: pas l'État, souvent jeune et friable (cf. § 3) et surtout pas la nation, ensemble intégré dont il n'est pas encore de véritable exemple dans la région

(2) – Des religions

[Retour à la table des matières](#)

Certes, les religions ne sont pas toujours des forces d'inertie, on ne peut en douter à propos d'une région d'où partit le djihad qui allait conquérir un empire, mais aussi d'une région où les sédiments religieux déposés durant des millénaires par de multiples conquérants survivent aujourd'hui encore, grâce notamment au conservatoire de

mille ³ que fut l'empire ottoman³. En fait, les vertus conquérantes ou pacifiantes dont les religions font preuve sont versatiles: elles ne peuvent être appréciées que dans le complexe social où elles s'inscrivent, à une époque donnée et dans un système mondial (ou dans un sous-ensemble nettement défini de ce système). Ainsi, dans le cas en cours d'examen, il n'est pas douteux que toutes les religions du PMO actuel sont effectivement des forces d'inertie, même quand elles poussent à la révolte ou quand elles participent aux entechocs régionaux, car la résultante de leurs actions et interactions est d'entretenir le surplace régional.

La région est émaillée de "villes saintes" dont la plus complexe est Jérusalem revendiquée par trois religions ou, plutôt, par trois faisceaux de religions, car il suffit de déplacer le regard vers Bethléem et sa Basilique de la Nativité pour constater que divers rameaux de la Chrétienté y défendent, becs et ongles, leurs attributs hérités d'époques diverses, "territorialisés" en diverses zones de cette bâtisse ou concrétisés par divers droits et devoirs liturgiques. Et ainsi de suite: une carte détaillant les emprises territoriales des diverses branches vives du PMO religieux serait d'une étonnante complexité.

En Irak, par exemple, dix-sept groupes religieux sont officiellement reconnus, aux côtés des musulmans (dont on schématise la réalité en les déclarant sunnites ou chiites) ⁴. On pourrait détailler tout autant la situation libanaise où, pour l'essentiel, les villes sunnites ont à coexister avec des Druzes, des Maronites, des Chiites, etc. La Syrie voisine ajoute au cocktail régional des Nestoriens. Les Coptes d'Égypte, les Baha'is d'Iran, d'autres encore surchargent ce vaste panorama auquel Israël n'échappe pas, car il entremêle ashkenazes et sépharades avec des Yéménites et des Abyssins (Falachas), sans compter des Russes déjudaisés.

Presque partout, les institutions religieuses propres à ces communautés disposent des capacités juridico-judiciaires déjà évoquées à propos du statut familial. Il en va souvent de même pour les musulmans, où les capacités distinctes des autorités sunnites et chiites, voire d'autres sous-groupes, sont officiellement consacrées ou, du moins, tolérées. D'autre façon, la situation est semblable en Israël, tant le rabbinat répugne à s'unifier dans une institution hiérarchisée, alors que la pulvérulence politique entretenue par un scrutin proportionnel sans aucun seuil offre l'occasion d'habiller des "communautés" en partis politiques auxquels le jeu parlementaire offre bien des moyens de pression.

Les principaux exemples *a contrario* sont fournis par la Turquie et l'Égypte. Dans le premier de ces pays, les réformes de l'ère Atatürk n'ont pas été toutes rabotées, malgré la montée de partis islamistes, car ceux-ci sont modérés par leurs aspirations pro-européennes. Il en va autrement en Égypte où une loi de 1955 a certes supprimé toutes les juridictions des communautés religieuses, mais où plusieurs systèmes

³ Chaque *millet* est une enclave religieuse protégée par l'État.

⁴ Il s'agit des communautés suivantes: Chaldéens, Assyriens, Anciens Assyriens, Syriaques Orthodoxes, Syriaques Catholiques, Arméniens Orthodoxes, Arméniens Catholiques, Grecs Orthodoxes, Grecs Catholiques, Latins, Évangélistes, Protestants Assyriens, Adventistes, Coptes Orthodoxes, Yazidites, Sabéens et Juifs (ces derniers fort rares, mais arabophones comme tous les Juifs de tradition babylonienne (Official Gazette, n°38, vol 25, 1982, p7).

chrétiens (et, un temps, juifs) ont perduré, cependant que, pour les musulmans, aucun Code de la Famille dûment détaillé n'a été substitué à de rares lois fragmentaires, si bien que l'opinion coranique dominante – celle de l'école hanafite adossée à la mosquée Al Azhar – demeure, de fait, la source principale du droit familial.

Rares sont les États où, comme en Arabie séoudite, les traditions wahhabites les plus étroites sont sanctionnées *manu militari* par une sorte de police des rues et des mœurs aux pouvoirs officiellement consacrés. Mais, sans surévaluer ce triste cas particulier, on est en droit de soutenir que, dans tout le PMO, une mosaïque de quelques centaines (ou milliers ?) de "communautés" religieuses enserré la vie quotidienne des populations dans un réseau plus fin et plus exigeant que celui des États, même si, parfois, des réseaux étatiques suffisamment ramifiés doublent ou remplacent ce maillage traditionnel, ce qui est le cas de l'Iran (où le clergé chiite forme un véritable appareil d'État) et, d'autre manière, le cas de la Syrie et surtout de l'Irak où les partis baasistes tiennent ou ont tenu ce rôle. Dans tout le PMO, les tribus et les communautés religieuses constituent le cadre social premier, souvent plus influent que les États. Les plus réformateurs de ceux-ci n'ont pu briser ces cadres, même en Turquie.

(3) De la propriété foncière.

[Retour à la table des matières](#)

Dans un PMO où les déserts abondent, la propriété foncière n'a d'intérêt que si elle s'applique à des terres suffisamment arrosées ou irriguées, si bien que le partage des eaux naturelles et l'extension des zones qu'elles desservent sont, ici, des problèmes politiques majeurs. Les travaux entrepris par l'Égypte dès le 19^e siècle pour élargir le territoire fécondé par le Nil et leur extension après la mise en service du barrage d'Assouan attestent de ce besoin. Ils n'ont pas pu suivre la croissance démographique mais ils ont néanmoins allégé la faim de terres dont ce pays souffre. La Libye s'est, pour sa part, fabriqué un fleuve souterrain, par pompage au voisinage des puits de pétrole, vers 450 mètres de profondeur, d'eaux fossiles conduites par aqueducs jusqu'à leurs sites d'utilisation. Deux autres grands fleuves régionaux ont provoqué des conflits récurrents. En effet, les barrages de retenue construits par la Turquie pour ses besoins propres ont inquiété ou gêné les riverains du Tigre et de l'Euphrate, situés en aval. L'Irak qui reçoit directement le Tigre a dû s'inquiéter, en outre, des prélèvements croissants de la Syrie où l'Euphrate transite longuement. Vers 1974, les efforts – bien distincts – de l'URSS et de l'Arabie ont permis d'utiles transactions entre les trois pays concernés, mais le conflit a rebondi en 1988, si bien que de nouvelles négociations ont été nécessaires. Leurs résultats, menacés par les grandes sécheresses, comme celle de 1993, ne peuvent être tenus pour définitifs.

Les difficultés sont plus graves encore pour les riverains du Jourdain, nonobstant le traité signé dès 1975 entre la Jordanie et Israël pour régler leurs droits respectifs sur ce fleuve. En effet, la Palestine, absente de ce traité, a des revendications à faire valoir vis-à-vis d'Israël qui pompe méthodiquement les nappes phréatiques de l'ex-Palestine mandataire et contrôle toute la rive occidentale du fleuve depuis ses sources du Golan, plateau enlevé à la Syrie en 1973. La solution ne sera sans doute trouvée, au jour hypothétique de la paix, qu'au prix d'un approvisionnement additionnel par désalement de l'eau de mer, selon une technique onéreuse dont l'Arabie et le Qatar font déjà grand usage. Bref, le PMO a de fortes chances d'être l'une des terres d'élection de l'industrie productrice d'eau potable laquelle est promise à un grand développement mondial au cours du 21^e siècle.

S'agissant de la propriété des sols eux-mêmes, les lois turques servent de toile de fond à une évolution qui a été nettement insuffisante. Le Code foncier de 1858 distinguait trois types d'appropriation: par des propriétaires privés, par des fondations religieuses et par la puissance publique (y compris les collectivités locales). En 1929, la République turque a importé le Code suisse, ce qui a précisé la nature domaniale des terres publiques, mais il a fallu attendre 1950 pour que le cadastre soit, en principe, généralisé. De 1947 à 1952, une réforme agraire réalisée sans expropriations a redistribué 7,5 % de la superficie agricole. Ensuite, après une loi de 1975 restée sans effet, les distributions ont repris en 1984, mais uniquement pour le partage des terres rendues cultivables par de nouvelles irrigations.

En Égypte où les deux tiers des terres fertiles étaient possédées par 6 % des propriétaires, la révolution de 1952 a fait voter, dès septembre de cette année-là, la réquisition et la redistribution des domaines de plus de 200 feddans ⁵ – seuil abaissé à 50 feddans en 1969. Les lots ont été de 2 à 5 feddans par famille, selon la fertilité des sols. Parmi les expulsés figuraient notamment la famille royale, les biens de mainmorte – c'est-à-dire les domaines religieux – et les propriétés des étrangers. Ensuite, les 18.000 ha de terres conquises sur le désert ont été distribuées de même, hormis les 1.300 ha consacrés à l'urbanisation. Ainsi, l'Égypte a été une pyramide de propriétaires fonciers dont elle a élargi la base. En Syrie, une réforme entreprise dès 1958 et consolidée, en 1963, malgré la dissolution de la République Arabe Unie a éliminé l'aristocratie dite des "trente familles" et exproprié d'autres propriétaires en imposant aux domaines des limites variables selon les régions. Sur 8 millions d'hectares cultivables, 1,5 millions ont été redistribués, dont 5 % à des coopératives. En Irak, une réforme assez semblable à celle de la Syrie a été effectuée, mais là s'arrête la liste des transformations majeures de la propriété foncière au PMO. Le seul cas qui reste à souligner est celui de l'Iran où une "révolution blanche" déclenchée par le Shah - après que la CIA eût chassé Mossadegh (1953) - comportait une réforme agraire qui menaçait les biens du clergé chiite, lequel ne contribua pas peu à la révolution khomeinyste de 1977.

Depuis 1983, un Centre régional de réforme agraire est censé assister les administrations nationales, mais il n'a guère eu d'effets pratiques. En fait, la propriété foncière n'a pas été radicalement modifiée depuis les indépendances, dans l'ensemble du PMO.

⁵ Un feddan vaut 0,4 ha.

Même en Égypte où la propriété latifundiaire s'est reconstituée sur les meilleures terres, les paysans sans terre restent majoritaires, renforcés, il est vrai, par un surcroît démographique que l'exode rural ne purge pas complètement. Les campagnes demeurent ainsi l'assise d'un mode de production paysan aux effectifs nombreux, mais qui est surclassé (en production et en productivité) par un mode latifundiaire où les travailleurs sont des métayers plus que des fermiers et où les statuts semi-serviles abondent encore. Parmi les propriétaires, les mosquées, églises, confréries et autres institutions cléricales occupent une place souvent importante, l'exception la plus notoire étant celle du rabbinat israélien, dont les revenus dérivent plutôt du budget étatique et de la diaspora.

Les campagnes ne suffisent pas pour nourrir des pays souvent contraints à l'importation de produits alimentaires. Leur main-d'œuvre inemployée afflue vers les bidonvilles urbains et contribue aux grands courants d'émigration qui entraînent Turcs et Kurdes vers l'Allemagne, tandis qu'Égyptiens, Yéménites, Palestiniens, Jordaniens et Syriens affluent vers toutes les Arabies. À elles seules, la Turquie et l'Égypte approvisionnent un stock permanent d'émigrés qui est, pour chacun de ces deux pays, de l'ordre de 2,5 à 3 millions d'hommes, beaucoup plus que de femmes. Dotées ou non d'époux exilés, ces dernières ne jouissent pas des minces degrés de liberté que procure la vie urbaine. Le village, en effet, redouble les vigilances traditionnelles du groupe familial et de la "communauté" religieuse par ses propres liens, même quand les clans familiaux s'y dressent les uns contre les autres. Peu ou mal réformées, les campagnes du PMO, leurs villages et les domaines qu'elles contiennent encore participent, assurément, au faisceau des forces d'inertie qui engluent cette région.

(4) – Du capital marchand

[Retour à la table des matières](#)

Plus encore que celui des religions, le classement du capital marchand parmi les forces d'inertie du PMO peut surprendre. Quoi ? ce mode de production propagé par tous les hardis navigateurs-conquérants-pirates qui posèrent les fondations de maints empires de par le monde; qui, d'Alexandrie aux "échelles du Levant", tinrent tête aux marchands génois, vénitiens et autres, tout en étant leurs partenaires commerciaux de longue date; et qui, à l'instar des Omanais parsemèrent les rivages de l'Océan Indien d'émirats aux traces encore vives aujourd'hui; ce mode, donc, serait non point une source d'énergie mais une force d'inertie ? Pour en juger clairement, trois précautions sont requises. La première est d'oublier les durables scories aventureuses, voire belliqueuses du capital marchand et de faire masse de toutes ses capacités économiques et financières, qu'il fonctionne comme mode de production (commerce, banque, navigation, services, etc.) ou comme articulation économique satellisant d'autres activités (artisanale, paysanne, etc.). La deuxième est de ne jamais le confondre avec le capital industriel qui lui fait parfois suite à partir du 18^e siècle anglais et qui

s'empare tardivement d'une grande partie du commerce et de la finance. La troisième – qui est ici décisive – est de ne pas projeter sur le capital marchand qui fonctionne dans une région et à une époque donnée des traits particuliers qui sont ou furent les siens en d'autres régions ou à d'autres époques. Ici, il ne faut avoir en vue que le capital marchand tel qu'il fonctionne dans le PMO d'aujourd'hui, au sein du système mondial capitaliste de forme nouvelle qui prend vigueur depuis les années 1990, c'est-à-dire depuis l'implosion de l'URSS.

Dans cette région, on constate la persistance d'un commerce archaïque parsemé de quelques immenses *emporia* comme ceux de Dubai ou d'Abou Dhabi. Le premier mêle les produits des campagnes à ceux d'un artisanat local souvent subordonné et à un vaste flux d'importations venues, pour l'essentiel, des industries occidentales et japonaises. Le second, celui des paradis marchands, est nourri des produits industriels les plus raffinés, mais tous importés. D'allure traditionnelle dans ses souks ou d'apparence modernisé dans ses emporia, le Bazar prévaut dans le commerce régional.

Ce capital marchand d'ancien style est habile dans l'art de se subordonner l'artisanat, mais il ne se risque guère dans l'investissement industriel. Il a du goût pour les placements immobiliers et pour l'éventuelle exploitation de "concessions", c'est-à-dire d'agences locales d'industries automobiles ou autres, mais il leur préfère la "sponsorisation" de firmes étrangères qu'il accrédite auprès des autorités locales. À plus modeste échelle, le pullulement des *sponsors* s'accroît, qu'il s'agisse d'"accueillir" les pèlerins à la Mecque, de gérer la main-d'œuvre importée ou de piloter des touristes ignorants des langues et coutumes locales. En matière de banque et de crédit, les succursales des grands établissements internationaux, accourus en masse après les hausses pétrolières de 1973, ne convertissent qu'une faible partie de leurs collectes locales en crédits régionaux, mais accompagnent volontiers leur clientèle vers les placements immobiliers ou boursiers qui sécurisent ses épargnes en Europe ou en Amérique. Par contre, une armée de changeurs, d'usuriers et banques traditionnelles est à la disposition du tout venant des habitants (dotés de revenus monétaires, s'entend) pour satisfaire leurs besoins d'épargne, de change et de crédit, par des moyens qui relèvent du capital marchand d'avant l'expansion capitaliste industrielle, quel que soit le modernisme occasionnel de leurs façades. Les banques centrales de tous les pays du PMO (quand il en existe, ce qui n'est pas le cas partout) ne peuvent avoir une vue très claire de ce que font les banques commerciales de leur ressort, ni les influencer grandement. Aucune n'est "déclarante" à la Banque des Règlements Internationaux qui travaille, depuis Bâle, à la coordination et à la cohérence des systèmes bancaires du monde entier. L'âge bancaire du PMO est encore celui du capital marchand, celui qui régnait partout au début du 19^e siècle.

Dernier aspect du capital marchand à souligner: à la différence de l'investissement industriel et des autres formes avancées du capitalisme qui requièrent toutes de lourdes immobilisations en capital fixe, en stocks de matières et de produits, en locaux dûment agencés et en fonds de roulement, les professions intellectuelles s'exercent avec des moyens beaucoup plus légers. De ce fait, le PMO où l'enseignement supérieur, conforté par de fréquentes études à l'étranger pour les exilés ou les étudiants fortunés, offre aux spécialistes de la santé, du droit, de l'architecture et de quelques autres disciplines, des occasions d'exercice libéral qui donnent aux villes

concernées une tournure aussi moderne que les éventuelles somptuosités immobilières nées de la rente pétrolière. Mais ces professionnels trouvent rarement, ici, l'occasion de se constituer en sociétés de services de classe internationale ou d'être embauchés par des "multinationales", si bien qu'ils participent, comme bon nombre de leurs collègues occidentaux, d'une catégorie de "marchands de services" où les "professions libérales" peuvent être rejointes par d'autres prestataires de services (artistiques, pédagogiques et autres), laquelle catégorie relève tout bonnement du capital marchand. Qui en douterait réfléchira aux convenances coutumières du *conubium*, c'est-à-dire des alliances matrimoniales entre familles (dans les limites imposées, ici, par les solidarités de la tribu ou de la communauté).

Un tableau tout-à-fait complet du capital marchand dans le PMO actuel devrait encore faire place à ses formes les plus archaïques, qui survivent, ici comme en d'autres régions, telle l'Asie du sud-est: piraterie, pillage, enlèvements contre rançon, etc., même si ces formes se laissent surtout apercevoir dans les États évanescents comme le Yémen ou temporairement démolis comme l'Irak. Mais point n'est besoin d'insister pour faire reconnaître la force d'inertie du capital marchand: son effet le plus évident est la dramatique sous-industrialisation d'une région où la force de travail potentielle est énorme et où la production de capital investissable est abondante, sans que la région en tire grand bénéfice, hormis quelques splendeurs urbanistiques superfétatoires.

Chacun le sait, l'inertie n'est pas l'immobilité, c'est le mouvement qui se poursuit indéfiniment sur sa lancée. Tel est l'effet du droit traditionnel qui enferme les familles dans un fin réseau de contraintes tribales ou communautaires; l'effet de religions souvent rivales, mais toujours très prégnantes qui sanctifient d'autant plus ce droit qu'elles en sont les sources et les exécutants; l'effet de religions qui, par surcroît, prennent souvent rang parmi les propriétaires majeurs d'un sol traditionnellement riche en paysans sans terre; l'effet, enfin, d'un capital marchand suranné, mais omniprésent et hyperactif, qui répand sur beaucoup de classes et dans tous les États, les bienfaits (en produits et en services importés) d'une économie dont il inhibe la modernisation dans presque toute la région. Ces forces qui sont, ailleurs, nettement plus distinctes et souvent combattues ou cantonnées, s'entrecroisent ici et se soutiennent mutuellement, même si c'est à l'insu de leurs acteurs respectifs. Leur système complet ne condamne pas le PMO à une quasi-stagnation indéfiniment renouvelée, car quelques autres forces – de progrès cette fois – peuvent atténuer ou bousculer l'inertie. Mais il y a plus dangereux: c'est que le pilier stabilisateur de tout ce système régional s'effondrera inéluctablement d'ici une ou deux générations, trois au plus, si bien que l'inertie ne sera plus possible. Voilà ce dont il faut maintenant juger.

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

§3.

Des États souvent très jeunes

La plupart des États actuels du PMO ont pris tournure après la douce torpeur du déclin ottoman ou dans les spasmes de la décolonisation. Ils datent du 20^e siècle, mais beaucoup croient descendre d'empires ou de royaumes plus anciens, transformant ainsi divers éléments de leur héritage culturel en preuves d'une continuité administrative et militaire des plus imaginaires. C'est oublier les longs et multiples "moyen-âges" ou "siècles obscurs" qui ont scandé la succession d'empires aux territoires fort élastiques, les déferlements d'envahisseurs venus des steppes orientales comme des mers occidentales et les exodes et exils qui ont multiplié les diasporas moins persévérantes que la juive

(1) - Trois générations d'États

[Retour à la table des matières](#)

La première génération naît en Turquie, à mesure que les novations incitées par les Jeunes Turcs dès 1905 et la décadence parachevée par la première guerre mondiale conjuguent leurs effets jusqu'à susciter - des massacres arméniens de 1917 au traité de Sèvres en 1923 - la brutale construction d'une Turquie nouvelle dans les débris anatoliens et stambouliotes de l'empire ottoman. Sur son flanc sud-est, on peut considérer que la Perse, elle aussi décadente, amorce sa modeste modernisation, par

le coup d'État militaire qui porte au pouvoir, en 1925, le général Pahlavy, fondateur d'une dynastie que l'ayatollah Khomeiny enterrera cinquante-quatre ans plus tard, mais l'occupation anglo-russe de 1941-46 oblige à reporter sa naissance effective à la brève époque de Mossadegh interrompue en 1953, au bénéfice du Shah Reza Pahlavy et de sa "révolution blanche". De son côté, l'Égypte qui avait commencé à cheminer vers l'indépendance sous le règne de Mehmet Ali (décédé en 1849) et vers la modernisation, au bénéfice du Canal de Suez (inauguré en 1869), et qui était devenue, ensuite, un protectorat britannique mitigé par une forte influence française, n'accède à une indépendance, toute formelle, qu'en 1922 et ne se libère de ses tuteurs coloniaux que par le coup d'État militaire de 1952 que la nationalisation du Canal amplifiera, quatre ans plus tard.

La situation est tout aussi évolutive entre les deux guerres mondiales où se profile une deuxième génération d'États. Une partie d'entre eux a été esquissée par les accords Sykes-Picot, où ces deux diplomates dessinèrent une carte du Moyen-Orient post-ottoman, pour le compte de la France et de la Grande Bretagne qui préparaient les traités à venir. Ce schéma qui fut mis en oeuvre au prix de quelques ruses et rectifications prévoyait une Palestine anglaise, un Liban français et une Syrie de même. Dès sa naissance, la Société des Nations consacra ces promesses par des "mandats" explicites, mais temporaires. En fait, l'indépendance de ces pays sous mandat se concrétisera en 1943-45 pour le Liban et la Syrie, tandis que le cas palestinien, compliqué par la reconnaissance onusienne de l'État d'Israël, en 1948, s'envenimera, de guerre en *intifada* jusqu'à ce jour

Par ailleurs, la Grande-Bretagne et la France avaient également prévu la découpe d'un Irak (déjà pétrolier) qui inclurait la province turque de Mossoul, un temps promise à la Syrie ⁶; ledit Irak recevra, en 1932, une indépendance "à l'égyptienne", c'est-à-dire sous tutelle britannique. Une révolution militaire et populaire parachèvera cette indépendance en 1958. Quant aux promesses faites aux tribus arabes pour les révolter contre l'Ottoman, elles se résoudront au prix d'une guerre à rebondissements multiples par la naissance d'une Transjordanie sous direction hachémite et d'une Arabie que la confédération tribale formée par les séoudites assemblera en adjoignant les "lieux saints" du Hedjaz au désert pétrolier oriental et à quelques autres zones, mais sans l'étendre au Yemen ni aux émirats côtiers du Golfe Persique.

La troisième génération se déploie après 1945, tandis que l'accouchement des États de deuxième génération s'achève comme noté ci-avant. Elle est formée par de petits émirats, sous protectorat britannique, dont l'indépendance est acquise sans tensions, au plus fort de la décolonisation mondiale, quand l'Angleterre replie les troupes qu'elle entretenait "à l'est de Suez". Sont concernés le Koweït dès 1961 et, dix ans plus tard, Bahrein, le Qatar et les Émirats Arabes Unis (EAU), ces derniers étant les anciens *Trucial States* ⁷. Mal intégré dans l'empire ottoman ou même dans le protectorat britannique, le sultanat d'Oman, voisin des EAU, était l'ultime séquelle

⁶ La France recevra toutefois, comme lot de consolation, une participation dans l'*Irak Petroleum Company*, ultérieurement nationalisé.

⁷ *Trucial States* est une appellation forgée par le *Colonial Office* pour désigner la demi-douzaine d'émirats entremêlés et belliqueux auxquels le protecteur britannique a imposé sa paix, sous forme de trêve (*truce*).

d'un empire océanique; État moribond il a été réveillé par une révolution de palais (1970) suivie par une découverte pétrolière. Enfin, à l'autre pointe sud de la péninsule arabique, les deux Yemen disjoints par une révolution "nassérienne" de 1962, puis réunifiés en 1990, ont commencé à se réorganiser, grâce au pétrole mis en exploitation sur leur territoire, mais Sanaa, leur capitale, peine à contrôler ce pays.

(2) -Des types d'État archaïques plus que modernes

[Retour à la table des matières](#)

On ne comprendrait rien aux réalités politiques du PMO si l'on se contentait d'en juger comme d'un moteur à deux temps (démocratie ou dictature ?) ou de lui appliquer des comparaisons simplistes avec l'Europe actuelle. Une grille de lecture plus pertinente me paraît être donnée par les concepts plus subtils que j'ai détaillés dans *La Société*⁸, sauf à les illustrer par des comparaisons désynchronisées avec les États européens des 12^e-19^e siècle de même structure profonde, nonobstant les apparences hautement modernisées que le PMO affiche parfois.

Cette dernière peine à s'organiser pour durer. Née comme une confédération tribale, grossie en vingt ans par l'adjonction de tribus nouvelles, elle a duré en achetant la fidélité de ses affidés, pendant que la "famille royale" s'étoffait de rameaux

Les émirats du Golfe Persique ressemblent fortement aux Cités-États* que furent les villes aristocratiques-marchandes* d'Italie, des Pays-Bas ou d'Allemagne (hanséatique, puis rhénane) avant qu'elles grossissent en principautés d'un autre type ou qu'elles soient absorbées par l'une de ces dernières. Ici, des seigneurs tribaux ou cléricaux, des marchands devenus patriciens et, parfois, des représentants de classes inférieures (clercs, artisans, ruraux éminents, etc.) participent à un pouvoir dont l'autocratie familiale s'entoure de conseils privés ou semi-représentatifs, voire électifs, mais selon des modalités fortement censitaires. Avec leurs variantes propres, Koweït, Bahreïn et le Qatar relèvent de ce modèle, cependant qu'aux EAU, la pérennité des seigneuries assemblées est bordée par une assemblée confédérale qui n'est pas sans ressembler aux formes primitives de la province de Hollande ou de la République de Venise. Mais, le conseil des sept émirats a beau disposer d'un droit de veto sur les décisions locales, il n'en est pas moins subverti par un énorme essor marchand qui a déjà conduit deux des émirats - dont Dubaï - à fondre leurs institutions propres dans celles de la fédération. Ici, une puissante compagnie aérienne à grand rayon d'action et de vastes *emporia*, ailleurs - comme à Bahreïn - la multipli-

⁸ Les concepts étudiés dans [La Société](#) seront signalés, au texte, par un astérisque (*) apposé à la suite de leur nom. [Voir Les Classiques des sciences sociales]

cation des chaînes d'émission télévisuelle par satellite, ailleurs encore, à Koweït, des essais de semi-démocratisation électorale - qui font penser à la Florence d'avant les Médicis - montrent que les riches émirats sont des sociétés en mouvement où l'aristocratie (tribale et marchand) doit composer avec d'autres classes qui le subvertiront un jour. Vu d'Abou-Dhabi, chef-lieu des EAU, le sultanat voisin semble être un futur *contado**, un Frioul que Venise annexera, un peu à la façon dont cette autre union d'émirats qu'est la Malaisie contemporaine se hisse à l'échelle d'un État unifié. Par contre, le Yémen ne semble pas promis à un même avenir, même quand il sera effectivement soumis à une administration unifiée, car cet État assez vaste et densément peuplé ne pourra pas rester une confédération tribale adornée d'une ville marchande endormie et d'une capitale somptueuse mais courte. Ici, l'avenir se jouera dans un rapport de forces avec l'Arabie séoudite.

Cette dernière peine à s'organiser pour durer. Née comme confédération tribale, grossie par l'adjonction de tribus nouvelles, elle a duré en achetant la fidélité de ses affidés, cependant que la "famille royale" s'étoffait de rameaux nouveaux, notamment du fait des multiples mariages d'Ibn Seoud et de sa progéniture, encouragés par la "polygamie coranique" traditionnelle. A mesure que l'arbre généalogique de cette "famille" prenait la forme d'un banyan enracinant ses branches de plus en plus loin, le risque d'une rupture - qui est le lot de toutes les confédérations tribales incapables de tirer de leur sol une sève suffisante pour les nourrir - a été surmonté grâce à un abondant arrosage de rente pétrolière. L'arbre tient et les générosités rentières ont pu éclabousser quelque peu une grande partie de la population qu'il surplombe, d'autant que les activités marchandes traditionnelles ont pu se développer autour d'un pèlerinage enflé par l'avion et d'une industrie du bâtiment, autonome ou sous-traitante de groupes américains et autres. Mais, déjà, cet État aristocratique* faiblit, car la rente ne s'accroît pas au rythme de la population et des aspirations saprophytes de la famille ou des fournisseurs à privilégier - tels les avionneurs et marchands d'armes américains. Faute d'ancienneté, de traditions propres et de ressources aptes à suppléer le futur tarissement de la rente, il sera nécessairement exposé à des risques mortels, d'autant qu'il n'a pas su intégrer sa population en une nation arabe (*stricto sensu*) qui la souderait à "son" État. La "grande réforme" promise depuis 1999 ne prend pas tournure, parce que la suppression de la milice wahhabite, la mise au pas des imams, l'assouplissement des normes familiales "coraniques", et le minimum de liberté d'expression et de représentation électorale qui seraient requis pour que l'Arabie commence à se transformer excèdent les capacités de sa classe dirigeante.

En revanche, la Jordanie qui est l'autre État aristocratique* du PMO a subi victorieusement assez de chocs pour avoir commencé de mûrir en État aristocratique-bourgeois*. Au prix d'une dure bataille en septembre 1970, elle a su encadrer les réfugiés palestiniens, puis les assimiler partiellement et ajuster peu à peu sa domination en faisant fonctionner un régime semi-représentatif qui soumet les députés élus à un Sénat nommé et à un gouvernement princier. Comme sa classe marchande a pu s'épanouir dans ce contexte, elle a trouvé sa place dans les institutions du pouvoir, si bien que la Jordanie s'approche ainsi d'un modèle qui fut celui de l'Angleterre à la fin du 17^e siècle. Mais elle n'en est qu'au tout début d'un processus délicat et souvent lent, alors que son environnement immédiat ne lui est guère favorable, qu'il s'agisse des contrecoups du conflit israélo-palestinien ou des chances

de pérennité des subsides américains qui ont dragéifié le traité jordano-israélien de 1994.

Moins vulnérable que la Jordanie et dépourvue du corps massif de réfugiés que celle-ci peine à assimiler⁹, l'Égypte qui avait hérité d'une aristocratie terrienne et d'une classe marchande plus puissantes que celles de Jordanie aurait pu faire mûrir l'État aristocratique-bourgeois* qui s'était esquissé sous le protectorat britannique, mais sa révolution nassérienne l'a orientée autrement. Une classe d'officiers débordant vers les entreprises publiques a pris une place prépondérante aux côtés des classes marchandes et foncières, et a recueilli un appui assez large dans la classe paysanne, bénéficiaire de la réforme agraire et, de façon moins continue, chez les intellectuels et les fonctionnaires. De ce fait, l'Égypte a bâti l'un des prototypes de l'État militaire-nationalitaire* où le pouvoir conforté par son appareil militaire (et policier) s'appuie sur une population qu'il essaie de convertir en une nation bien intégrée, nonobstant les résistances traditionnelles et les révoltes spasmodiques entretenues par de puissantes institutions religieuses. Avec d'autres particularités, le même type d'État s'est établi en Irak et en Syrie comme en Libye et en Iran¹⁰. La principale de ces particularités s'est manifestée non point dans l'Irak de Saddam Hussein, complaisamment dénoncé comme dictature policière par un gouvernement américain qui s'apprêtait à l'attaquer en 2003, mais bien dans l'Iran d'après 1977. En effet, la révolution khomeyniste de cette année-là a placé le clergé chiite en position d'appareil d'État prépondérant, au service d'une dictature religieuse adossée à l'armée et à des milices nourries par la rente pétrolière. La Constitution dont cet État s'est doté a placé un Parlement électif sous la tutelle d'un gouvernement lui-même chapeauté par un Conseil des Gardiens de la Révolution, tout dévoué à l'ayatollah élu par ses pairs comme Guide suprême du pays. Cette construction d'allure baroque a réussi à canaliser les tentatives visant à la réformer, quelles que soient la majorité parlementaire et la tendance du gouvernement, car le Guide a gardé le contrôle de l'armée, de la police et de la justice - outre son influence sur le clergé - cependant que le Conseil des Gardiens a fonctionné, avec son appui, comme juge ultime des candidatures présentables aux électeurs. On est donc, ici, en présence d'un État militaire-nationalitaire* où le haut clergé tient en mains l'essentiel du pouvoir politique, sinon de l'influence idéologique. Si cette variante devait gagner d'autres pays (cf. § 7), elle pourrait mûrir en un nouveau type d'État. À l'inverse, si elle devait périr, ce ne pourrait être qu'au prix d'une révolte politico-idéologique comparable à celles qui ont donné naissance à chacun des autres États militaires-nationalitaires* du PMO.

Restent trois États qui, avec des bonheurs divers, tentent de s'organiser selon le modèle démocratique-bourgeois*¹¹. Le plus ancien dans cette voie est le Liban, mais ses rares années d'expérimentation pratique d'un modèle auquel sa constitution se réfère fort bien, ont été annulées par de multiples catastrophes politiques dont la plus

⁹ Les réfugiés palestiniens affluant vers l'Égypte se sont installés dans la bande de Gaza que celle-ci a contrôlée jusqu'en 1967.

¹⁰ Il s'est également esquissé en Palestine, pour autant que l'on puisse juger du devenir de l'Autorité Palestinienne, au milieu des dramatiques péripéties locales.

¹¹ Dans sa forme la plus simple, puisque la République démocratique-bourgeoise II* requiert, entre autres conditions, l'existence d'un capital monopoliste* bien développé, ce qui excède les capacités actuelles du PMO.

grave fut la guerre civile de 1975-90. Parmi les facteurs que cette longue déchirure (non encore réparée) a mis en lumière, deux ont pesé et pèseront d'un poids décisif; d'une part, l'inégalité politique institutionnalisée entre les (diverses grappes de) communautés, a été ruinée par leur inégale croissance démographique, si bien que le "un homme, une voix" démocratique est hors d'atteinte ¹²; d'autre part, l'énorme poids des contraintes internationales-régionales dont le Liban ne peut se déprendre. Aussi respectable soit-elle, l'ambition démocratique de ce pays a peu de chances de mûrir de sitôt, à son échelle actuelle. Mais, elle pourrait éventuellement féconder de nouvelles configurations politiques régionales (cf § 7).

Depuis peu, le modèle démocratique-bourgeois* commence à germer en Turquie par transformation progressive de l'État militaire-nationalitaire* forgé par Kemal Ataturk et ses successeurs. L'État-Major militaire qui supervise les autorités constitutionnelles perd de ses pouvoirs, cependant que des lois multiples ¹³ améliorent le statut des Kurdes, élargissent les libertés de la presse et de l'association et assouplissent diverses autres institutions. Le paradoxe est que ces réformes sont promues par des partis mal dégagés de l'islamisme réactionnaire et qu'elles s'accompagnent de réserves vis-à-vis d'États-Unis, naguère révéérés, auxquels a été refusé, en 2003, un droit de passage militaire vers l'Irak. La transition ainsi amorcée sera sans doute longue et elle pourrait être fragilisée, voire annulée, par un regain de fondamentalisme religieux.

Dernier exemple, celui d'Israël. En Occident, on admire souvent sa République démocratique-bourgeoise* qui détiendrait la palme, à ce titre, dans tout le PMO. Pour qui considère sa liberté d'association et d'expression, son régime parlementaire, son appareil judiciaire indépendant, l'éloge est mérité. Il le reste encore pour qui regarde le fonctionnement du budget, de la banque ou de l'économie, même si les commodités de l'aide américaine facilitent une vie démocratique et si les vices du monde des affaires n'excèdent pas trop les usages américains ou européens. Il le reste même pour qui examine le fonctionnement de l'armée et de la police sur le territoire israélien proprement dit, y compris dans ses cantons peuplés de Palestiniens restés sur place à l'heure des guerres. Il le resterait moins si l'on s'appesantissait sur les défauts d'un régime électoral non générateur de majorités stables, sur les conséquences qu'en tire un rabbinat trop souvent fondamentaliste et réactionnaire et même sur le statut propre d'un État national juif qui n'a pas (encore ?) su bâtir une citoyenneté indépendante des dires cléricaux. Mais ces appréciations qui ne valent évidemment pas pour Jérusalem et les autres territoires occupés sans reconnaissance internationale, valent encore moins pour les territoires concédés à l'Autorité Palestinienne après les accords d'Oslo (1993) et truffés depuis lors de "colonies", de routes réservées, d'emprises militaires, sans compter l'enceinte au tracé arbitraire qui est en cours d'édification. En fait, l'État d'Israël est entremêlé avec un quasi-État vassal qui ne reconnaît pas sa vassalité et qui réagit spasmodiquement à cette dépendance imposée, par des actes militaires mal armés, des attentats sournois, voire kamikazes et des manifestations politiques moins violentes. Cette guerre larvée dont les objectifs oscillent, de part et d'autre, entre l'imprécis et l'inavouable (cf. § 4) interdit de considérer Israël comme une pure

¹² Et, plus encore, le "une femme, une voix"...

¹³ Réclamées par le Conseil de l'Europe et acceptées en vue d'éventuelles négociations d'adhésion à l'Union Européenne.

République démocratique*, alors que le territoire régi par cet État et son armée ultra-moderne mêle le républicain de bon aloi et le colonial brutal, dans une parfaite indifférence au droit international.

(3) Des appareils d'État et des sociétés civiles souvent contournés

[Retour à la table des matières](#)

Les pays qui calment les tensions politiques par des générosités populistes, spécialement ceux qui disposent à cette fin de ressources rentières tirées du pétrole ou d'autres matières premières, ont la réputation méritée d'enfler leurs emplois "gouvernementaux", pour satisfaire un clientélisme politique plus qu'une nécessité fonctionnelle. Démêler l'un de l'autre est chose délicate, mais le volume global de ces deux éléments fournit une indication pertinente. Selon la Banque Mondiale, les emplois "gouvernementaux" représentent 20 % de l'emploi total dans les pays du PMO, contre 12 % environ en Asie de l'est ou du sud et en Amérique latine. L'écart est suffisant pour donner une coloration particulière aux appareils d'État* et aux "services publics" de ces pays.

Que les États soient de type militaire-nationalitaire* ou de quelque autre modèle, ils consacrent tous une grande partie de leurs budgets à leurs forces armées (y compris leurs polices). Les guerres dont la région est prodigue (cf. § 4) expliquent ce fait, mais pour partie seulement, car l'Arabie séoudite, plusieurs des Cités du Golfe Persique et d'autres États régionaux - comme la Libye - accordent d'énormes crédits à des achats jamais validés par les guerres effectives. Déjà notée, la même enflure se manifeste par des travaux publics somptuaires, spécialement en Arabie et en Irak. Néanmoins les déficits sont fréquents en matière d'éducation, de santé ou d'administration générale. Le gaspillage des deniers publics mêle ainsi plusieurs raisons de poids variable selon les pays: plaire au protecteur américain (et à ses concurrents européens); nourrir l'orgueil de nations souvent à peine naissantes et, bien sûr, gratifier les clientèles tribales, communautaires ou politiques, dans des sociétés où les offres d'emploi sont rares.

Pour la plupart, ces pays dotés d'un appareil d'État* hypertrophié mais lacunaire, ne contiennent qu'une société civile* peu développée. Celle-ci est constituée par l'ensemble des pouvoirs - incoordonnés, mais vivaces - qui coexistent avec le pouvoir d'État dans la société considérée, mais ne lui sont pas hiérarchiquement soumis. Tel est le cas des entreprises privées de toute taille, des syndicats, des partis, des associations de toute sorte, etc. Le cas également des institutions religieuses, si du moins elles ne sont pas incorporées dans l'appareil d'État, ni soumises d'autre façon à ce dernier, ni même en position de se subordonner le dit pouvoir d'État, à l'iranienne

notamment: c'est dire que dans les sociétés du PMO, les principales églises relèvent plus souvent de l'État que de la société civile. Par contre, les marchands, leurs guildes et leurs autres associations pèsent d'un bon poids, ce qui donne généralement un caractère libéral à la société civile. Mais d'un libéralisme contrarié par les fréquentes entraves à la liberté d'expression - ce qui, *a contrario*, fait la singularité d'Alexandrie avec sa Grande Bibliothèque ouverte sur le monde, de Bahrein, foyer de télévisions multiples, de Beyrouth où la presse libre a survécu à la guerre civile et des rares autres lieux où la pensée libre trouve à s'exprimer, fut-ce prudemment. D'un libéralisme contrarié plus encore par les entraves multiples à la liberté d'association, même dans les États où des élections point trop fictives sont tenues à peu près régulièrement: le vote occasionnel pèse peu s'il n'est pas préparé et démultiplié par des partis bien organisés et ainsi de suite pour tous les aspects de la vie sociale, du travail, adossé ou non à des syndicats, à la propriété et à la recherche scientifique, etc. Les formes d'association et d'expression qui sont condamnées à la clandestinité ou exposées à une répression policière ou judiciaire attestent d'un étouffement de la société civile qui atteint son ampleur la plus dramatique dans les sociétés soumises à une contrainte dictatoriale*. Celle-ci forme avec le libéralisme contrarié*, les deux limites de l'espace, souvent court, offert au déploiement de la société civile au sein du PMO. Le règne de la démocratie s'affirmera vraiment dans cette région quand le libre déploiement de la société civile en toute sa diversité deviendra la norme commune.

Pour qui embrasse d'un même regard toutes les formations politiques* du PMO - lesdites formations désignant les couples État / société civile observables en chacun des pays de la région - deux caractéristiques communes sont à souligner. La première concerne la fréquence des minorités non pas allogènes, mais enkystées. En effet, c'est seulement en Israël où l'*aliya*¹⁴ a fait converger des Juifs de multiples provenances (et des non-juifs mêlés aux immigrés russes) et en Arabie séoudite ou au Koweït, pays fortement chargés de travailleurs immigrés, que les minorités sont d'extraction étrangère. Ailleurs, les minorités peuvent souvent revendiquer une autochtonie égale ou supérieure à celle des majorités (conquérantes ou assimilées) qui les enveloppent, que leur statut minoritaire résulte de différences ethniques (le plus gros exemple étant celui des Kurdes) ou de différences religieuses et autres, longuement cultivées dans les *millet* de l'empire ottoman. Un recensement détaillé de toutes ces minorités montrerait qu'en de nombreux pays, leur ensemble pèse d'un poids très lourd. Ce trait commun souligne l'immaturité nationale des jeunes États du PMO qui ont tous hérité d'une population hétéroclite, au mieux provincialisée en divers cantons où la juxtaposition des tribus, ethnies, confessions et autres grumeaux s'est stabilisée d'assez longue date. En tous ces États, le travail nationalitaire - c'est-à-dire l'amalgamation d'éléments divers et leur intégration autour de l'État - n'était guère amorcé avant l'indépendance locale et rares sont ceux où il a effectivement été entrepris à grand renfort d'administration et d'école communes, d'inter-mariages vivement encouragés, de développement économique brassant la main-d'œuvre, d'armée unique disciplinant des conscrits de toutes régions, etc.

La seconde caractéristique commune à presque tous les États jeunes et hétérogènes du PMO tient au fait que la succession des gouvernements a souvent été ponc-

¹⁴ Terme désignant l'afflux vers Israël des Juifs de la diaspora.

tuée, de leur origine à nos jours, par des coups d'État militaires, des révolutions de palais, des révoltes de la rue, des assassinats tribaux ou ciblés, des guerres civiles et d'autres violences offrant aux minorités allogènes, aux rivalités de clans familiaux, aux confréries et sectes religieuses et aux éventuelles organisations politiques légales ou clandestines l'occasion de se manifester. Pas plus que l'État-nation, la démocratie parlementaire ne s'est pas encore acclimatée au PMO, ce qui est une autre façon de dire que les États de la région tirent le plus souvent leur cohérence de leur appareil militaire, éventuellement adossé à un parti dictatorial ou à une église tout aussi musclée. On ne saurait parier sur la pérennité de tous ces États.

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

§4.

Des guerres inabouties

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les conflits ont été si fréquents au Proche et Moyen-Orient (PMO) et si souvent précédés ou suivis par des attentats, des escarmouches, des guérillas et d'autres manifestations violentes que - nonobstant les armistices et les traités de paix - la région semble vouée à une sorte de guerre, peut-être circulante, mais sans cesse rallumée. Pour s'orienter dans ce brouillard sans isoler artificiellement des conflits en apparence bien localisés, ni mêler tout aussi artificiellement des guerres qui ont peu de rapports entre elles (ce qui est rare en cette région), il convient d'avancer méthodiquement sans accorder de priorité à la chronologie qui masque les courants souterrains, mais en discernant plusieurs catégories de guerres avant d'évaluer la portée régionale de leurs entrelacs et de leurs embrouillaminis. Plusieurs catégories, donc, qui peuvent se réduire à trois, selon que l'ex-Palestine mandataire est en cause, que d'autres poussées nationalitaires se manifestent ou que l'exploitation du pétrole est en jeu.

(1) - Les guerres dans et au sujet de l'ex-Palestine mandataire.

[Retour à la table des matières](#)

Désigner ces guerres par une lourde périphrase est une précaution à prendre pour éviter de heurter les Juifs d'Israël et de la diaspora, les Arabes et musulmans du monde entier et leurs partisans respectifs en maints pays. Mais le doigté ne doit pas exclure la netteté.

Précédée par des tensions autour des premières colonies juives, puis par une guérilla terroriste contre l'autorité coloniale britannique, la première guerre majeure a éclaté entre Israël et tous ses voisins arabes (hormis le Liban), lorsqu'en 1948 l'ONU a décidé le partage de la Palestine mandataire entre deux États. En 1950, la Transjordanie est devenue Jordanie en annexant la Cisjordanie. En 1956, Israël s'est jointe aux Franco-Britanniques qui combattaient Nasser et a dû s'incliner devant les pressions américaines et russes qui ont mis fin à ce conflit. En 1967, l'Égypte - où l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) s'était officialisée - a attaqué Israël de concert avec la Syrie et la Jordanie. A la suite de sa rapide victoire, Israël a annexé le Golan syrien et la bande de Gaza que l'Égypte contrôlait. L'OLP a été chassée de Jordanie (1970) et s'est repliée au Liban. L'offensive égyptienne de 1973 s'est soldée par une défaite. Israël a envahi le Liban en 1978 et derechef en 1982; puis en se retirant sous pression internationale, il a laissé au sud de ce pays une milice locale qu'il a entretenue jusqu'en 2000. Cependant les accords de Camp David (1978) ont permis un accord de pacification israélo-égyptien. Sans aval international, Israël a incorporé Jérusalem et le Golan dans son territoire. La Jordanie a annulé l'annexion de la Cisjordanie (1987), tandis qu'Israël commençait d'y installer des colonies, puis que les Palestiniens déclenchaient une *intifada*. Deux conférences Israël-OLP (Madrid, 1991 et 6Oslo, 1993) ont conduit à la création d'une Autorité palestinienne qui a pris le contrôle administratif de la majeure partie de la Cisjordanie et de Gaza (1994). Cette même année un traité de paix jordano-israélien a été signé. Toutefois, le déroulement du "processus d'Oslo" s'est enrayé et les Palestiniens ont déclenché une deuxième *intifada*, mêlée d'attentats meurtriers en Israël même, tandis que ce pays qui multipliait les colonies, spécialement à Gaza et au sein d'un "grand Jérusalem" défini par ses seuls soins, a réprimé cette *intifada* au moyen d'hélicoptères, de chars et de meurtres ciblés. Quoique très ralentie depuis 2003, cette guerre ni civile, ni internationale, a tué plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, les Palestiniens subissant plus des deux tiers de ces pertes.

Ainsi, cinquante-six ans après la décision fondatrice de l'ONU, Israéliens et Palestiniens n'ont pas réussi à démêler leurs territoires, ni à définir clairement leurs intérêts respectifs. Les Palestiniens ont certes abandonné officiellement l'idée de "rejeter les Juifs à la mer", mais ils ne peuvent se résoudre à ce que leurs 3.500.000 réfugiés ¹⁵ doivent, pour la plupart, se reclasser définitivement hors la Palestine, après avoir été indemnisés. Ils assistent, impuissants, au grignotage de leur territoire ¹⁶ par les colonies créées ou soutenues par le gouvernement israélien. Ces griefs majeurs aggravent, pour eux, la commune humiliation des peuples du PMO qui ont échoué à moderniser leurs sociétés, qui ont subi plusieurs défaites militaires du fait d'Israël et qui doivent s'incliner devant l'intrusion d'un État étranger où s'assemblent avec les exilés de divers pays arabes et des émigrés de Russie, les descendants des victimes de massacres européens auxquels ils n'ont eu aucune part.

¹⁵ Chiffres UNRWA incluant évidemment la descendance des exilés de 1948 et 1967.

¹⁶ Provisoirement défini par la ligne de cessez-le-feu de 1967 et par les accords d'Oslo (1993).

De leur côté, les Israéliens ont explicitement consenti à ce que les Palestiniens¹⁷ aient, comme eux-mêmes, droit à un État aux frontières sûres et reconnues, dans l'ancienne Palestine mandataire. Mais ce principe est contredit par les partis et les autres groupements (souvent religieux) qui revendiquent, pour Israël, le droit à un territoire répondant aux besoins de colonies établies après 1967 pour 388.000 habitants (valeur 2000), alors que les plus ambitieux d'entre eux visent tout l'espace "de la mer au Jourdain". En fait, la population contrôlée par Israël est d'environ 9,4 millions dont 6,1 millions dans les frontières d'avant 1967 et le reste hors ces frontières. Depuis le début de la deuxième intifada, la balance nette des migrations est devenue défavorable à Israël. En tout cas, hormis les pointes de 1949 et 1990, l'apport d'immigrés n'a jamais été de taille à contrebalancer le croît de la population arabe. Il est douteux que cette situation démographique se modifie au bénéfice d'Israël.

Même si les Israéliens ne constituent que le second sous-ensemble des Juifs dispersés de par le monde - le premier étant fixé aux États-Unis - leur État se veut le foyer national de toute la diaspora. Cette prétention est à demi satisfaite, tant la solidarité inconditionnelle avec les Israéliens est communément ressentie dans la diaspora où il est rare que la politique des gouvernements israéliens soit critiquée. Mais cette solidarité envers un Israël considéré comme abri et bouclier contre des malheurs répétés - dont les Juifs cultivent la mémoire plus que tout autre peuple - a pour limite les intérêts multiples et divers qui maintiennent les Juifs des diverses nationalités non-israéliennes dans leurs pays actuels (souvent leur patrie natale). L'écart se mesure au fait que l'*aliya* est nettement minoritaire. Ainsi, le soutien diasporique à Israël est d'ordre symbolique, il ne se ravive pratiquement (et massivement) que dans les communautés juives qui se sentent menacées par un antisémitisme virulent. D'où l'erreur grave des gouvernements et des partis du PMO (et d'ailleurs) qui font de l'antisémitisme l'un des leviers de leurs combats contre les politiques annexionnistes ou discriminatoires d'Israël.

Qu'ils le veuillent ou non, les gouvernements israéliens multiplient les discriminations bien au delà des exigences sécuritaires. Sans revenir sur les expulsions forcées de 1948, il n'est que d'examiner les politiques du budget, de l'eau et des douanes vis-à-vis des territoires occupés après 1967, ou les politiques intérieures vis-à-vis des districts israéliens à forte densité arabe pour juger de ces différenciations. Les multiples entraves à la liberté de circuler - fût-ce sur de courtes distances - que subissent les populations arabes contrôlées par Israël se matérialisent de plus en plus sur un territoire tronçonné par des barrages, des routes réservées et, depuis 2003, par l'édification d'un mur étanche, au long d'une frontière arbitrairement tracée par l'État. Cette pratique jointe à la destruction méthodique de l'infrastructure matérielle de l'Autorité Palestinienne ressemble à une tentative d'expulsion de tous ceux qui, dans la population arabe, ne sont pas prêts à accepter la domination politique, militaire, policière, administrative, économique et financière de l'État hébreu.

Les réponses terroristes de diverses formations palestiniennes, soutenues moralement par beaucoup d'États et d'opinions arabes et souvent aidées en armes et finances

¹⁷ C'est-à-dire les Arabes qui, depuis des siècles, occupaient seuls une Palestine où les Juifs étaient 7.000 en 1800 et 94.000 en 1914, sur une population totale, aux mêmes dates, de 275.000, puis 689.000 Musulmans et Chrétiens (ces derniers comptant pour environ 10 % de l'ensemble).

- qui par l'Iran, qui par la Syrie ou, naguère, l'Irak, qui par d'autres États plus discrets, parmi lesquels l'Égypte et l'Arabie séoudite pourraient avoir figuré ou se trouver encore - se nourrissent évidemment des empiétements israéliens et des misères et humiliations qu'ils entretiennent, cependant que, de leur côté, les attaques palestiniennes sont perçues comme des crimes, lorsqu'elles tuent des civils des territoires occupés, que les assassinats ciblés des hélicoptères israéliens n'épargnent pourtant pas.

Ce cycle infernal dure depuis plusieurs décennies. Il ne s'arrêtera pas avant très longtemps. L'orgueilleuse anxiété des Israéliens trop souvent gouvernés par des généraux victorieux et par des rabbins férus d'une Torah parfois considérée comme le cadastre de la "terre promise" et, par ailleurs, l'anxiété humiliée des Palestiniens gouvernés par des guerriers sans victoires, des émirs douteux et des imams obtus ne peuvent conduire à des compromis pacifiants. Il faudra qu'un jour une contrainte extérieure, sourde aux plaintes et aux craintes impose aux uns et aux autres une paix préparée par une séparation forcée.

(2) - Les guerres nationalitaires ou nationales.

[Retour à la table des matières](#)

Sans revenir sur le cas turc, ni aborder déjà les cas irakien et iranien où la poussée nationaliste est indissolublement mêlée à des ambitions pétrolières, on doit s'arrêter ici sur deux exemples bien distincts: celui de l'Égypte où une résurgence étatique est tendue vers une maturation nationale et celui de la Syrie où, faute d'élan antérieur, la même visée s'exerce plus difficilement.

La poussée égyptienne fermentait depuis des décennies quand elle se concrétisa par le coup d'État militaire de 1952, puis quand Nasser émergea de la junte victorieuse (1954) et fit saisir le canal de Suez (1956). A cette époque, marquée par la conférence "tiers-mondiste" de Bandoeng (1955) dont Nasser était, avec Nehru, Soekarno et Chou-En-Lai, l'un des invitants, la guerre froide avait déjà pris tournure, ce qui permit à l'Égypte de s'équiper en armes soviétiques et de faire financer par la Russie son haut barrage d'Assouan, dédaigné par la Banque Mondiale sous influence américaine.. La France et l'Angleterre, copropriétaires du Canal, lancèrent sur celui-ci une opération militaire, appuyée par une offensive israélienne à travers le Sinaï. Vainqueurs virtuels, les assaillants furent contraints de se replier, sous les pressions distinctes des États-Unis et de l'URSS, tandis que l'Égypte perdit les revenus d'un Canal encombré de navires coulés ou sabordés. L'Égypte tenta alors de convertir la soi-disant "nation arabe" en une coopération effective. Malgré une brève union avec la Syrie (1958-61), un soutien plus durable au Yémen révolutionnaire de 1962 et une

alliance avec la Syrie et la Jordanie (défaite par la guerre de 1967), Nasser mourut isolé, en 1969. Sadate qui lui succéda et attaqua Israël en 1973 fut à son tour défait. Il s'émancipa de l'assistance militaire de l'URSS, puis provoqua Israël à négocier une paix, par une visite inopinée au Parlement israélien et par des débats que les États-Unis supervisèrent. Après ces accords de Camp David (1978), la paix rendit à l'Égypte la jouissance du Canal de Suez et des champs de pétrole du Sinaï, mais non le territoire de Gaza, le tout assorti d'une aide américaine de l'ordre de 2 milliards de \$ par an, dont une large partie est convertie en armements et produits américains. Malgré l'assassinat de Sadate (1981) et quelques années de mise au ban par la Ligue arabe, l'Égypte s'affirma ensuite, sous la direction de Moubarak, non plus comme un coaliseur d'États arabes, mais comme un État-nation des plus influents du PMO, malgré son immaturité économique et politique. Le point central à souligner tient non pas à l'échec du projet de coagulation d'une "nation arabe" dépourvue de racines politiques, mais bien à l'affirmation nationalitaire réussie par ce pays qui a su se détacher des liens "d'amitié et d'assistance" avec l'URSS, qui dispose - semble-t-il - d'une réelle possibilité d'exercer son "droit à l'ingratitude" vis-à-vis des États-Unis et qui a su commencer à réduire certaines des forces d'inertie qui l'entravent (cf § 1).

La Syrie a suivi une trajectoire nationaliste différente de celle de l'Égypte, malgré de fréquentes convergences jusqu'en 1975: participation aux guerres contre Israël; union de 1958 vite rompue, mais parallélisme des liens avec l'URSS; réformes sociales de type "républicain" et vigilance parfois brutale envers l'islam.. Toutefois l'accession au pouvoir du parti Baas, en 1963, la constitution autour d'Assad El Hafez d'une prédominance brutale des Alaouites et surtout l'intervention dans les affaires libanaises ont donné à la politique syrienne une orientation divergente qui se marque notamment dans les rapports avec l'URSS - lesquels resteront soutenus jusqu'à la fin des années 1980 - et dans les relations avec l'OLP, puis l'Autorité Palestinienne qui seront étroites, mais sélectives quant aux forces à y soutenir.

Le Liban est la cible principale d'une Syrie qui n'a jamais accepté l'extension de ce pays au delà de la zone protégée par la France au 19^e siècle et qui a parfois manifesté sa préférence pour une Grande Syrie - héritière imaginaire de l'Assyrie antique - où le Liban serait incorporé. À mesure que les péripéties de la guerre froide¹⁸, l'installation de l'OLP, les dissensions libanaises et diverses autres interventions étrangères envenimaient une "guerre civile" qui dura de 1975 à 1990, la Syrie, mandatée par la Ligue Arabe pour s'interposer dans ce conflit, y joua un jeu propre qu'elle ne pût mener jusqu'à l'annexion du Liban, mais qui se concrétisa par un semi-protectorat, formalisé par les accords de Taëf (1989).¹⁹

Malgré la parenté initiale de leurs partis politiques dominants, la Syrie ne s'est jamais rapprochée de l'Irak, hormis les manifestations formelles de solidarité à l'heure des guerres de 1991 et 2003 et les rentables complaisances anti-embargo entre ces

¹⁸ Marquées, dès 1958, par le débarquement de marines américains à Beyrouth pour soutenir un gouvernement vacillant.

¹⁹ Accords auxquels la guerre civile survécut encore un an, par l'effet d'une fraction des Maronites, quelque peu encouragée par le gouvernement français qui avait organisé l'évacuation de l'OLP dont la position devenait intenable au Liban, après les massacres effectués, en 1982, dans ses camps beyrouthins de Sabra et Chatila, par certaines milices phalangistes.

deux conflits, en quoi la Jordanie se révéla aussi zélée que la Syrie. Au reste, on retrouvera les guerres où l'Irak s'est trouvé engagé sous la rubrique suivante, nonobstant leurs dimensions nationalistes et nationalitaires manifestes. Ces dimensions semblent, enfin, n'avoir joué qu'un rôle marginal (car prématuré) dans les conflits qui ont opposé les deux Yémen entre eux, de 1962 à 1990, non sans déborder, à l'est, vers le sultanat d'Oman, le tout se déployant dans un contexte de guerre froide où l'Égypte fut finalement relayée par l'URSS, cependant que l'Arabie soutenait de ses deniers le "monde libre" local, avec les encouragements des États-Unis.

(3) - Les guerres du pétrole

[Retour à la table des matières](#)

Les compagnies pétrolières américaines ont aidé la confédération tribale assemblée par Ibn Séoud à conquérir "son" Arabie, tout en écartant les prétentions hachémites. Cette entente fut conclue par l'entrevue Roosevelt-Ibn Seoud de février 1945 qui porta sur les fonts baptismaux l'*Aramco* (ou: *Arab American Cy*) dont le monopole pétrolier ne fut ébréché qu'à partir de 1971. L'affaiblissement de l'URSS, sensible dès avant 1990, n'a pas simplifié les rapports de forces, car le modeste affermissement de plusieurs États régionaux et les intérêts des multiples États lointains, dérangés par les crises pétrolières ont peu à peu substitué une complexité à une autre.

Quand la CIA mit fin au gouvernement de Mossadegh (1951-53) et rendit le pouvoir au Shah Reza Pahlavy, elle était mûe principalement par la crainte de l'URSS, naguère occupante du nord de l'Iran et soutien d'une révolte des Azeris installés des deux côtés de la frontière soviéto-iranienne. Toutefois, l'*Anglo-Iranian Oil Company* nationalisée en 1951 fut alors remplacée par une *National Iranian Oil Company* qui confia son exploitation à un consortium anglo-américain et se contenta de recevoir, comme rémunération, la moitié des bénéfices déclarés - ce qui était alors de règle dans le monde pétrolier. La confiance accordée au Shah, comme gardien local (et régional ?) des bons usages pétroliers, ne fut pas ébranlée par la participation de l'Iran à la création de l'OPEP (1960) mais fut mise à mal par son adhésion aux sanctions anti-occidentales et aux hausses de prix pétroliers décidées par cette OPEP en 1973 et 1975. Malgré un soutien américain renouvelé, le Shah fit naufrage en 1979 sous la poussée conjointe des nostalgiques de Mossadegh et des admirateurs de Khomeiny. En peu de mois, ce dernier acquit les pleins pouvoirs dans un Iran qu'il islamisa à la mode chiite. Il trouva, dans la rente pétrolière - désormais nationalisée sans consortium international - de quoi financer ses Gardiens de la Révolution. Ainsi, l'Iran khomeinyste devint le principal ennemi des États-Unis au sein du PMO, position qu'il partagea plus tard avec l'Irak de Saddam Hussein et de son parti Baas.

De son côté, l'Irak, diversement soutenu par les États-Unis, la France et d'autres puissances, se livra de 1980 à 1988 à une guerre longue, sanglante et indécise. Le motif en était un désaccord sur le débouché maritime de l'Irak, par le Chatt-el-Arab coïncé entre le Koweït et l'Iran. Un arbitrage rendu par l'Algérie avait tranché ce conflit en 1975, mais cinq années de malentendus l'avaient maintenu vivant. Ce prétexte fut donc saisi par un Irak nationaliste et bien équipé, pour amener l'Iran à de meilleurs sentiments ou à un changement de direction politique. Huit ans plus tard, après des centaines de milliers de morts pour les deux tiers iraniens, un cessez-le-feu consacra le *statu quo ante*, ce qui aggrava bientôt le péril pétrolier. En effet, l'Iran gardait sa république islamiste anti-occidentale, tandis que l'Irak reportait bientôt ses visées sur le Koweït, riche en pétrole et jadis inclus dans la province turque de Bassorah, qu'il entendait annexer pour garantir son débouché maritime et affirmer sa puissance au sein du PMO. Une invasion mal montée - habillée en secours aux Koweïtis "opprimés", mais transformée presque aussitôt en annexion pure et simple - conduisit à une occupation précaire. En 1991, les États-Unis pilotèrent une large coalition internationale, forte de 500.000 hommes suréquipés, qui refoula l'armée irakienne, puis s'arrêta bientôt, tandis que des révoltés irakiens (Kurdes au nord et Chiïtes au sud) étaient massacrés par les fidèles de Saddam Hussein. Après quoi, pendant dix ans l'Irak fut soumis à un régime drastique prohibant les vols aériens au nord et au sud de son territoire et plaçant sous embargo tout son commerce extérieur.

Est-ce pour apaiser les craintes des compagnies pétrolières émues par la pérennité de régimes hostiles à leurs intérêts en Irak et en Iran ? pour apaiser les craintes des pays - de plus nombreux - qui sont assoiffés de pétrole ? pour calmer les angoisses des Américains traumatisés par les attentats de septembre 2001 ? pour mettre le monde entier à l'abri des "États voyous", rangés ou non sur "l'axe du mal", et fabricants ou destinataires supposés d'armes de destruction massive ? Toutes ces raisons diversement boursouflées ont été entremêlées par les gouvernants américains et britanniques pour entreprendre, en mars 2003 - avec le concours de fort peu d'États, mais sans le soutien de l'ONU et malgré l'hostilité de presque toutes les autres puissances, une attaque de grande envergure contre l'Irak. Après cela, un désordre multiforme, scandé par une kyrielle d'attentats plus meurtriers que la guerre, s'est installé dans ce pays où un gouvernement provisoire, sous tutelle américaine, tente de construire un État présentable à l'opinion mondiale et crédible pour ses administrés. On en est là, en avril 2004 et il n'aura pas fallu attendre que les historiens aient pu se mettre au travail pour constater que certains des motifs invoqués étaient controuvés, à commencer par l'existence, en Iran, d'armes de destruction massives prêtes à l'emploi.

Tout se passe comme si la mésaventure américaine qui vit mourir, en 1958, sous les coups d'une révolution baassiste, un pacte de Bagdad signé en 1955 pour servir de pendant régional à l'OTAN "européen", devait se renouveler cinquante ans plus tard, à Bagdad même. Comme si, dans la principale région pétrolière mondiale, les États-Unis qui sont, de fait, le protecteur des compagnies pétrolières - américaines ou non - risquent d'échouer une nouvelle fois dans leur tentative de "sécuriser" à leur guise l'ensemble du PMO.

(4) - Des guerres inabouties: en quoi ? et pourquoi ?

[Retour à la table des matières](#)

Les guerres du PMO sont récurrentes et souvent entremêlées. Cela suffirait pour les dire inabouties, mais n'éclairerait pas les formes particulières et les raisons précises de cet inaboutissement, d'autant que ces formes renvoient principalement à l'immaturité géopolitique d'une région fraîchement redécoupée entre des États neufs ou renaissants, cependant que les raisons débordent nettement de cette *région en creux* (cf. § 1 *supra*). En outre, il n'est pas éclairant de rapporter ces guerres à un entrechoc d'intérêts nationaux, car lesdits intérêts sont de nature très différente dans les principaux pays impliqués. La presque totalité des États du PMO ne guerroie pas en raison de visées stratégiques bien réfléchies, mais en vertu de résultantes plus ou moins fluctuantes entre, d'une part, des émotions populaires massives, activées par de puissants appareils religieux et de plus rares appareils politiques souvent dépourvus d'influence quant à la sélection des gouvernants et, d'autre part, ces gouvernants eux-mêmes, attachés au maintien de leur domination tribale ou communautaire, entachée de particularisme religieux ou partisan, mais rarement inflexible par un débat politique large et cohérent. L'antagonisme armée / mosquée caricature cette situation, mais d'une façon point trop fantaisiste. Toutefois les guerres régionales ont toutes des acteurs extra-régionaux, à commencer par les États-Unis omniprésents et divers autres pays, souvent européens, chez lesquels les intérêts nationaux sont la résultante de pressions plus détaillées (milieux d'affaires, état-majors, partis et associations, etc.) arbitrées, vaille que vaille par des gouvernants généralement soumis à quelque contrôle parlementaire et aux élections populaires qui fondent leurs institutions.

Dans ce contexte, la pérennité des guerres, ouvertes ou larvées, où Israël est partie prenante s'explique, hélas ! aisément par un front du "refus arabe" dont les gouvernants de plusieurs pays se sont formellement retirés, sans être largement soutenus par leurs opinions respectives, refus auquel les Palestiniens - gouvernants et opinion mêlés - demeurent massivement attachés, mais à des degrés et sous des formes qui évoluent peu à peu mais sans accepter les modalités pratiques auxquelles les Israéliens se résignent à contre-cœur, au prix de concessions tardives, toujours contredites par des "précautions" - telles les colonies ou le "mur" - inacceptables par leurs vis-à-vis. Ces guerres récurrentes et inabouties ne pourront être stoppées que par une modification radicale de la situation régionale et de son contexte mondial ou par une pression extérieure suffisante, celle précisément que refusent d'exercer les États-Unis - nullement inclinés dans cette voie par la diaspora.

En effet, les bases d'une paix "israélo-arabe" sont désormais bien connues. Les Israéliens devront payer cette paix par l'abandon intégral de leurs colonies à Gaza et en Cisjordanie et de leur contrôle sur la partie arabe de Jérusalem, la seule marge de jeu concernant un éventuel échange de territoire israélien (remis à la Palestine) contre la conservation, par Israël, d'une part des colonies édifiées au voisinage immédiat de Jérusalem. Les Palestiniens devront payer cette paix par l'abandon du "droit au retour" des exilés (chassés d'Israël par les guerres successives et de leur descendance née depuis lors) la seule marge de jeu concernant la quotité et le calendrier des rares "retours" acceptés par Israël et des indemnisations accordées aux exclus du "retour". Mais, des deux côtés, l'application de ces principes provoquera la résistance, voire la révolte des minorités gravement dérangées dans leurs espérances ou dans leurs installations présentes, si bien que les oppositions ouvertes et les dérapages extrémistes devront, de chaque côté, être réprimés *simultanément et de vive force*: par les autorités israéliennes contre des Israéliens et par les autorités palestiniennes contre des Palestiniens. Cette perspective dramatique - moins dramatique pourtant qu'une guerre indéfiniment poursuivie - interdit de consacrer du temps à de nouvelles négociations, ni de consentir des délais d'application qui offriraient, de part et d'autre, des occasions de manœuvre, de faux-fuyant et de provocation, inévitablement saisies par les irréductibles des deux bords. La seule issue praticable est de geler la situation sur le terrain, par l'installation d'une force d'interposition nombreuse et acceptée: donc, formée d'Américains et de leurs alliés, sur le côté israélien à surveiller-protéger et de troupes européennes ou asiatiques, agréées par l'Autorité Palestinienne, sur le côté palestinien à surveiller-protéger. Sans une symétrie de ce genre et sans une intervention pressante, c'est-à-dire sans une contrainte exercée sur les uns et les autres, la paix dérapera comme il est d'usage depuis des décennies et la "stratégie du chaos" continuera de triompher des deux côtés. Bref, un accord discret et rapide des principales puissances concernées, États-Unis compris, est indispensable pour déclencher une rapide "congélation" des antagonistes. Autant dire que la paix n'est pas encore en vue.

Il faut également prêter attention aux ressorts régionaux des autres conflits nationalistes et pétroliers. L'Irak occupe aujourd'hui une avant-scène où d'autres pays l'ont précédé ou le suivront, tant le PMO et ses abords sont fluides. En effet, la gangrène islamiste que les États-Unis ont tenté de traiter en Afghanistan (2002) et qui contamine le Pakistan - à moins qu'elle n'y ait trouvé sa source - rejaillit vers l'Irak, nouvelle cible offerte aux *djihadistes* de toutes provenances, sans que l'on puisse imputer à ceux-ci un rôle décisif dans les tumultes irakiens de 2004, car toutes les plaies sont ici à vif: celles des Turcs ²⁰, inquiétés par les progrès de l'autonomie kurde en Irak, celles de l'Arabie séoudite et de la Syrie dont l'ordre intérieur est menacé au moins verbalement par la croisade bushienne, celles de l'Iran qui craint l'apparition d'un Irak d'une sainteté chiite supérieure à la sienne, celle des Jordaniens et Libanais, fragiles témoins de remous sur lesquels ils n'ont aucune prise. À quoi s'ajoute évidemment le potentiel de conflits latents dont le plus sérieux est peut-être à venir du

²⁰ Un temps entraînés par les États-Unis vers une coopération avec Israël, mieux acceptée par l'armée turque que par l'opinion publique et les partis religieux. Ces partis ont accédé au pouvoir à Ankara en 2002 et ils semblent avoir provoqué le refus de passage sur le territoire turc des troupes américaines prêtes à attaquer l'Irak (2003)

Yémen, mal réuni et très mal administré, dont les frontières nord, encore incertaines, peuvent offrir à l'Arabie - ou à lui-même - l'occasion de quelque diversion.

Toutefois, c'est l'Irak qui demeure à court et moyen terme le foyer de maints périls, car la destruction de l'État baassiste ne débouche pas sur une reconstruction aisée, dans un pays où la majorité chiite est travaillée par un désir de *charia* à l'iranienne, où toutes les milices tribales et religieuses sont armées, tout comme les héritiers d'un gouvernement qui avait disséminé ses armes de destruction "conventionnelle", où les forces américaines sont - plus que les anglaises - incapables de comprendre clairement ce qui se passe dans le pays, où les "coalisés" apporteurs des légions étrangères souhaitées par les États-Unis sont chiches et prudents, cependant que les "donateurs" sollicités dans la communauté internationale sont plus prudents encore. La renaissance d'un État irakien normalement inscrit dans la communauté internationale sera lente et chaotique, malgré le désir pressant de retirer les troupes américaines de ce guépier. L'utilisation de cet État pour discipliner la région - et l'OPEP - ou pour bâtir un nouveau "pacte de Bagdad" ²¹ ou un nouveau "Grand Moyen-Orient" risquent d'être des objectifs d'atteinte plus difficile encore (cf § 6).

L'inaboutissement des guerres du PMO ne tient pas qu'aux entrelacs de celles-ci. Il résulte plus encore des immixtions extérieures dont un exemple complexe a été évoqué (cf n° 1 ci-avant). Dans le monde unipolaire d'aujourd'hui, les États-Unis sont, de très loin, le principal intervenant dans les affaires du PMO et, pour s'en tenir aux problèmes de la guerre et de la paix, deux exemples suffiront pour apprécier leur rôle, une fois rappelée la fréquence des entretiens de Camp David qui ont consacré la plupart des négociations et des éventuels traités de paix concernant la région. Premier exemple, donc: le "deux poids, deux mesures" dont bénéficie Israël, sans défaillance aucune, depuis 1957 au moins. Une aide financière substantielle, excédant les abondants achats d'armes effectués par Israël aux États-Unis; de tels achats étendus aux armements les plus sophistiqués; un soutien répété aux initiatives d'Israël, nonobstant quelques menues réprimandes occasionnelles; une utilisation répétée du droit de veto pour abriter Israël des résolutions du Conseil de Sécurité; un soutien politique et financier aux colonisations au delà de la ligne de cessez-le-feu de 1967; une coopération intime et pas toujours discrète entre les services spéciaux américains et israéliens, tant pour aider à la défense du pays que pour faciliter ses agressions, "préemptives" ou non, telle la destruction au sol de l'aviation égyptienne à la veille de la guerre de 1967; sans compter une politique nucléaire qui constitue le second exemple à détailler. Les États-Unis ont ignoré - ou feint d'ignorer - l'aide procurée par la France aux premiers efforts en vue de se doter Israël d'armes nucléaires. Mais il est clair qu'ils ont connu, bien avant 1964, l'existence et l'efficacité du réacteur de Dimona (qui, en 1964., produisait déjà 8 kg de plutonium par an) et les achats d'uranium à l'Union Sud-Africaine (pourtant placée sous embargo de 1967 à 1980 pour cause d'apartheid). Ils n'ont pu ignorer les discussions pour ou contre Dimona qui se sont tenues au Parlement israélien en 1986. Auparavant, quand Israël a détruit, en 1981, un réacteur irakien en construction, les États-Unis qui, par ailleurs soutenaient l'Irak alors en guerre contre l'Iran, n'ont pas bronché. Bref, ils n'ont jamais dénoncé Israël -

²¹ Pour mémoire: le pacte de ce nom, formé en 1955, à l'instigation des États-Unis, avec l'aide d'une Grande-Bretagne qui contrôlait encore l'Irak incluait, entre autres, le Pakistan, mais fut refusé par l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban. Il mourut trois ans plus tard.

qui posséderait 2 à 300 bombes nucléaires - comme détenteur d'armes de destruction massive. Pas même en 2003, au plus fort des accusations - infondées - contre l'Irak, mais aussi, en 2004, quand le Pakistan - longtemps bénéficiaire d'une cécité volontaire américaine - s'est vu accuser de répandre son savoir-faire nucléaire.

La question est, donc de comprendre les raisons de cette indulgence américaine et d'apprécier les intérêts américains qui la sous-tendent, étant bien entendu qu'ici comme devant, il faut se souvenir que cette orientation - parfois zigzagante - est la résultante de pressions diverses et contradictoires. Mais une résultante tenace. Aucune explication univoque ne peut être donnée d'une alliance qui semble s'être renforcée, d'année en année, depuis un demi-siècle. Ses partisans invoquent divers arguments qui sont tous contestés par de fortes minorités d'opposants et qui sont rarement totalisés en une vision globale unique. Le poids électoral des Juifs américains et de leurs associations; leur poids économique dans la finance, la culture, les médias et d'autres branches; les parentés culturelles qui s'étalent du populaire ("la même Bible") au raffiné (les mêmes racines européennes, des valeurs très semblables, etc.); un respect, plus élitique, pour ce qu'il y a de subtil et d'inventif chez les élites juives (par exemple, celles des services de renseignement); un respect tout militaire pour le courage et l'habileté des forces israéliennes; une dose, beaucoup moins avouable, de mépris pour les masses arabes et une bonne part de leurs élites; etc. composent un tableau qu'il faut bien traduire en termes politiques des plus réalistes, comme il sied aux gouvernants et aux États-Majors (militaires ou autres). En embrassant d'un même regard toutes ces tendances, on en vient à penser qu'Israël est un État digne de figurer parmi les États-Unis, presque au même titre que la Grande-Bretagne. Pratiquement, Israël est l'une des pinces de la tenaille à l'aide de laquelle les États-Unis contrôlent le PMO, pince d'autant plus précieuse que son pendant, requis pour faire tenaille s'est plusieurs fois défait, car les États régionaux sont peu fiables. Cette tenaille permet aux États-Unis de n'intervenir directement qu'en cas de crise grave. Ils défendent ainsi leurs intérêts vitaux et mondiaux, dans cette région des isthmes stratégiques, des grandes voies maritimes et terrestres et des principales ressources pétrolières mondiales, toutes données que ne peut oublier le pays le plus riche en compagnies pétrolières, en alliés et dépendants avides de cette matière première et le plus consommateur de pétrole par tête. Le pétrole a été et demeure pour un temps encore l'une des sources majeures de la richesse américaine, en même temps qu'il est l'une des principales causes de la misère proche et moyen-orientale.

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

§5.

La misère pétrolière

[Retour à la table des matières](#)

L'essentiel des ressources pétrolières du Proche et Moyen-Orient (PMO) a été découvert tandis que se bâtissaient les frontières de la région (cf § 4 *supra*). Mais, on ne le sait que trop, ces ressources ne deviennent richesses pour les populations locales que dans la mesure où un État solidement constitué régit les unes et les autres - et dans la limite de ses orientations politiques propres. Ainsi les États-Unis ou l'Angleterre - ces États solides - ont pu tirer parti du pétrole découvert dans leurs emprises territoriales. Mieux encore, la Norvège d'orientation socialiste a su nourrir son *Welfare State* ²² - et constituer une épargne pour l'après-pétrole - quand elle a bénéficié, après 1973, de l'exploitation pourtant onéreuse des gisements de la Mer du Nord qu'elle a partagés avec la Grande-Bretagne. Le PMO, doté d'une faible mosaïque étatique, n'a jamais connu pareille chance, ni trouvé le moyen de la construire. Il continue de souffrir des misères, plus que des avantages, de "sa" richesse pétrolière et, sur sa lancée présente, il subira des difficultés accrues à mesure qu'approchera l'ère de l'après-pétrole.

²² Le *Welfare State* - ou État-Providence - désigne l'ensemble des aides sociales (santé, chômage, famille, etc.) redistribuées dans un État donné, par décision politique ou par l'effet de contrats collectifs de portée générale.

(1) - L'espace du pétrole, échafaudage du PMO

[Retour à la table des matières](#)

Le partage des concessions pétrolières consenties du temps de l'empire ottoman détermina les frontières de l'Irak, né de l'assemblage de plusieurs provinces turques. En effet, la *Turkish Petroleum Company* qui exploitait alors - de façon très rentable - le pétrole de Mossoul et de Bassorah, figurait parmi les dépouilles à partager entre les vainqueurs de 1918. La Grande-Bretagne en reçut la majeure partie, le reste étant attribué aux États-Unis (23,75 %) et à la France (même pourcentage) ²³. En 1928, les associés de l'ex-*Turkish* - devenue *Irak Petroleum Company* - étaient, en fait, la *Royal Dutch Shell* et l'*Anglo-Persian* (future BP) pour la part anglaise, la *Standard Oil*, pour le consortium américain, la Compagnie française des Pétroles et Gulbenkian. Tous s'engagèrent à coopérer pour toutes les concessions à venir dans tout le PMO, hormis l'Iran et l'Égypte. Toutefois, la chasse aux concessions s'affranchit de cet accord, après que la Grande-Bretagne eût accordé l'indépendance aux divers émirats du Golfe Persique qu'elle tenait sous son protectorat, le premier de ces émancipés étant le Koweït (1968). Dès cette année-là, l'américain Getty obtint une vaste concession dans les confins désertiques du Koweït et de l'Irak, aux frontières indéfinies: on traça pour l'occasion une "zone internationale" à délimiter plus tard, problème mal réglé qui envenima les conflits où l'Irak fut impliqué après 1980. Ensuite, la ruée des nouveaux venus s'élargit vers tous les émirats, puis vers Oman et le Yémen, cependant que les compagnies pilotées par l'*Aramco* gardaient leur contrôle en Arabie séoudite. De son côté, l'Iran, ignoré par l'accord de 1928 - et un temps secoué par une nationalisation diversement orientée, de Mossadegh au Shah, puis à Khomeiny - finit par élargir la gamme des sociétés étrangères qui concoururent pour ses "permis de recherche" et même ses "sociétés d'exploitation", mais le tout sous la tutelle de sa société nationale. A partir de 1947, le marché mondial du pétrole eût deux références, le prix "Golfe du Mexique" et le prix "Golfe Persique" à quoi l'exploitation en mer du Nord adjoignit, après 1980, le "prix Brent", étant bien entendu que les prix moyens réels mêlent à ces références des rabais, des rachats, des réservations pré-payées et des ventes à terme qui s'en écartent diversement, d'autant que les marchands et spéculateurs sont devenus de plus en plus nombreux sur les bourses pétrolières de New-York, Singapour et Rotterdam où sont cotés quotidiennement des cours fluctuants et marginaux.

Dernière précision: les remarques ci-dessus valent pour l'ensemble des hydrocarbures, mais parmi ceux-ci, le gaz exporté par gazoduc ou par navire (après liquéfaction) a pris une place croissante sur le marché mondial du fait de son abondance et

²³ En "dédommagement" pour le refus de joindre la province de Mossoul à la Syrie soumise à son "mandat". Gulbenkian, fondateur de la *Turkish* conserva 5 % des actions de la nouvelle société.

de sa souplesse d'emploi. Or les ressources gazières du PMO se trouvent notamment à Bahrein, État minuscule qui détient la plus grande réserve gazière du monde, ce qui lui donne une position particulière, comme on pourra en juger.

(2) - Richesses et ravages.

[Retour à la table des matières](#)

Pour autant qu'on puisse se fier à des données qu'aucun organisme impartial et qualifié ne vient valider ²⁴, les réserves "prouvées" du PMO atteignaient, à la fin 2002, 65,9 % du total mondial pour le pétrole et 36 % pour le gaz. Ainsi, une région qui figure "en creux" dans le système mondial (§ 1 *supra*) est pleine de la matière première la plus recherchée. Le record est détenu par l'Arabie séoudite, suivie par l'Irak et il faut descendre de plusieurs crans pour trouver le principal pays pétrolier hors-PMO, en l'occurrence le Venezuela.

L'importance mondiale de l'Arabie séoudite doit être lourdement soulignée, non seulement à cause de son rôle décisif dans les deux doubléments des prix provoqués par l'OPEP en 1973 et 1975, mais aussi pour ses efforts soutenus, dans cette organisation, afin d'éviter que la rechute des prix soit trop profonde, après que l'alerte provoquée par la révolution iranienne de 1977 se fut calmée. L'Arabie n'a certes pas fait la pluie et le beau temps sur le marché mondial, car divers contre-chocs - à commencer par la mise en exploitation des gisements de la Mer du Nord ou l'implosion de l'URSS qui ouvrit aux compagnies mondiales l'accès au pétrole des pays voisins de la Caspienne. - ont affadi son influence, tout comme diverses divergences au sein de l'OPEP. Mais il reste qu'en se joignant aux offensives envisagées par l'OPEP, l'Arabie a toujours emporté la décision. Pour le reste, savoir si, cas par cas, l'Arabie a agi de son propre mouvement ou si elle a été sensible aux suggestions de ses associés américains de l'*Aramco*, a été et demeure une question opaque.

Le poids de ce pays et de ses voisins du PMO ne tient pas qu'à leurs ressources, mais aussi au fait que les coûts de production du pétrole sont extrêmement bas dans cette région où, par contre, la géologie et la démographie se marient mal. En effet, si l'on se reporte aux trois "cercles" dessinés par la population régionale (cf § 1 *supra*) on constate un fort décalage.

²⁴ En janvier 2004, la *Royal Dutch Shell*, compagnie tenue pour sérieuse, a annoncé que la quantité de ses propres réserves "prouvées" était surestimée de 20 %, ce qui a entraîné la démission de son président, qui fut, de 1997 à 2003, directeur de l'exploration et de l'exploitation pour l'ensemble du groupe...

Pays du PMO (données à fin 2002)	PETROLE		GAZ
	Production en % du total mondial	Réserves en % du total mondial	Production en % du total mondial
Arabie séoudite	11,8	25	2,2
Irak	2,8	10,7	
Emirats Arabes Unis	3	9,3	1,8
Koweït	2,6	9,2	0,3
Iran	4,7	8,6	2,6
Libye	1,8	2,8	0,2
Quatar	1	1,5	1,2
Oman	1,3	0,5	0,6
Egypte	1	0,4	0,9
Yemen	0,6	0,4	
Syrie	0,8	0,2	0,2
Bahreïn			0,4
TOTAL	31,4	68,6	10,4
La Jordanie, le Liban, la Palestine, la Turquie et Israël ne figurent pas dans ce tableau, faute d'apports significatifs.			

Le premier cercle - celui des gros États du pourtour régional - Égypte, Turquie et Iran - qui contient 64 % de la population, ne détient que 14 % des réserves régionales de pétrole, lorsqu'on lui adjoint l'excentrique Libye. Le cercle intermédiaire où 18 % du peuplement s'étale autour de péninsule arabe désertique - depuis l'ex-Palestine mandataire et la Jordanie, jusqu'à l'Irak et l'Iran, avant de s'infléchir vers Oman et le Yémen - ne dispose, pour sa part que de 24 % des réserves pétrolières. L'immense troisième cercle, enfin, où l'Arabie et les émirats côtiers du Golfe Persique étalent un autre 18 % de la population, possèdent quant à eux 62 % des réserves de pétrole. La conversion des réserves de gaz en équivalent-pétrole ne modifierait pratiquement pas cette énorme distorsion. Le pétrole n'est pas une richesse commune à tous les États du PMO, le désert arabe flanqué de l'Irak et de l'Iran en contient près de 84 %. Là est le théâtre des guerres pétrolières (cf § 4 *supra*).

En revanche, le gaspillage induit par la richesse pétrolière ne se limite pas à cette dernière zone, même s'il y atteint une particulière intensité. Les constructions immobilières, routières, aéroportuaires et autres qui décorent la région sont loin d'être toutes du gaspillage, mais leur somptuosité, notamment dans le décor des palais, relève bien de cette notion, au même titre que les achats de villas sur la riviéra méditerranéenne ou californienne, comme en d'autres hauts lieux du luxe. Le gaspillage est plus net encore si l'on examine les achats d'armements de la région. Alors que la recette annuelle dûe aux hydrocarbures oscille entre 60 et 90 milliards de \$, la dépense annuelle d'armements est, depuis dix ans, de l'ordre de 16 milliards de \$. Parmi les fournisseurs, l'URSS a vu sa part diminuer au cours des années 1980 et s'effondrer depuis 1990, tandis que les fluctuations ont été bien moindres pour les États-Unis, lesquels ont fourni ces dernières années plus de 50 % des importations régionales d'armement, contre 23 % pour la Grande-Bretagne et 11 % pour la France ²⁵. Un autre terme de comparaison intéressant est celui de l'aide fournie par les États-Unis, presque exclusivement à Israël, à la Jordanie et à l'Égypte, soit au total quelques 8 milliards de \$. En laissant de côté la rente pétrolière réalisée hors les circuits régionaux (cf § 7 *infra*), on peut ainsi constater que les États-Unis récupèrent une grande partie du chiffre d'affaires pétrolier de la région.

Le gaspillage a d'autres circuits. En plusieurs pays, débordant du désert arabe, les impôts et royalties tirés des hydrocarbures fournissent le gros des recettes budgétaires et nourrissent par ce canal des générosités qui excèdent l'entretien normal des services publics ²⁶. La mauvaise organisation des services administratifs, la pléthore de fonctionnaires civils ou militaires, la dilution des responsabilités, la coutume du *bakchich* sont des défauts, sous-tendus par plusieurs des forces d'inertie régionales (cf § 2 *supra*), mais auxquels la manne pétrolière donne une vigueur supplémentaire. La tradition islamique de l'aumône se nourrit, elle aussi, de générosités gonflées par les ressources pétrolières. Par certaines de ses destinations proliférantes, elle devient même un élément notoire de la politique internationale, non seulement par les méfaits de type Al Quaida, mais bien avant cela par la multiplication, en Afrique comme en certains pays d'Asie et d'Europe, de mosquées et d'imams d'inégale vertu. Enfin, le gaspillage a, au PMO comme dans tous les pays pétroliers, une dimension populiste qui aide à étouffer sa critique: le très bas prix de l'essence et l'attrait qu'il donne à des importations automobiles neuves ou d'occasion crée l'illusion d'une avancée du niveau de vie. Bref, le gaspillage existe quand la ressource pétrolière est dilapidée sans concourir à un développement durable, quand elle ne prépare aucun avenir meilleur, bien au contraire.

²⁵ Non compris les effets de l'invasion de l'Irak en 2003.

²⁶ Lesquels sont particulièrement défaillants pour ce qui est de la scolarisation des filles, de la diffusion de l'enseignement professionnel et de la qualité des établissements secondaires et universitaires.

(3) - Vers un après-pétrole dramatique ?

[Retour à la table des matières](#)

Les hydrocarbures sont des ressources naturelles épuisables, sinon irremplaçables. Leur répartition géologique et leur exploitation économique sont très inégales d'une région à l'autre, comme seront inégales les conditions locales de leur relève. Autrement dit, l'espace-temps du pétrole n'a rien d'éternel, il prendra fin dans des périodes et avec des conséquences qui seront localement très différentes. Qu'en sera-t-il dans le PMO, cette région pétrolière la plus "riche" du monde pétrolier ?

Répondre par des dates précises est une gageure, dans un domaine où le goût du secret s'étend des réserves déjà "prouvées" aux réserves supplémentaires à attendre des progrès de l'exploration des gisements et de leur exploitation. En outre, les transformations techniques et politiques qui encadrent l'utilisation finale des divers produits pétroliers peuvent modifier considérablement la consommation annuelle mondiale, laquelle est également affectée par l'émergence de nouvelles grandes puissances économiques, telles l'Inde et la Chine, etc. Les études récentes qui assignent au pétrole une espérance de vie d'une quarantaine d'années, contre cinquante cinq ans environ pour le gaz naturel et deux siècles pour le charbon se fondent sur les niveaux actuels de consommation. Cependant, elles sont parfois détaillées de façon utile, par exemple en distinguant les gisements selon leur commodité d'accès ou en adjoignant aux ressources "conventionnelles" que sont les diverses qualités de pétrole et de gaz naturel aujourd'hui exploitées, des ressources "non-conventionnelles" (sables bitumineux et tous autres dépôts "lourds") dont l'exploitation deviendra possible quand le développement des techniques *ad hoc* et l'évolution des prix marchands assureront sa rentabilité. Par ailleurs, ces études se risquent rarement à détailler l'évolution du contexte politique mondial qui influencera grandement le calendrier de l'après-pétrole: savoir ce que deviendront les "réserves stratégiques" des États-Unis²⁷ et des autres puissances n'a qu'une importance conjoncturelle, mais savoir si l'OPEP se renforcera, se scindera ou disparaîtra, si d'autres ligues pétrolières verront le jour ou si l'Agence Internationale de l'Énergie²⁸ débordera de sa fonction (inofficielle) de contre-OPEP pour jouer un rôle plus utile est un ensemble de questions majeures .

²⁷ Exemple: depuis 1985, ces réserves sont descendues, aux États-Unis, de 120 jours de consommation nationale à 50 jours seulement.

²⁸ L'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) est une ligue d'États. L'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) est une annexe spécialisée de l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Économique)

Rapportées à l'échelle du PMO, ces questions, supputations et prévisions conduisent souvent à une illusion d'optique. Puisque cette région dispose de près des deux tiers des réserves "conventionnelles" d'hydrocarbures, n'est-elle pas assurée de résister mieux que d'autres aux tensions et aux troubles de la période qui nous sépare de l'après-pétrole ? et de pouvoir ainsi piloter à loisir sa propre transition vers des changements qu'elle aura le temps de voir venir ? S'ils raisonnaient de la sorte, les gouvernants et les élites de cette région commettraient une double erreur. D'une part, en effet, ils prêteraient à leur région une capacité de "pilotage" collectif dont elle n'a jamais fait preuve, même en matière pétrolière où elle s'est dotée d'une Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole parfaitement inefficace. D'autre part, ils évalueraient fort mal les effets qu'aura la transition dans leur région qui est la plus exposée du monde entier, car sur la lancée actuelle sa "richesse" pétrolière a toutes chances d'être dévastée à mesure que la fin du pétrole "conventionnel" approchera, après quoi elle se retrouvera dans une misère extrême !

Pour rendre évidentes ces affirmations, je vais m'appuyer sur une excellente étude de Pierre Radanne ²⁹, non que l'auteur ou moi-même attachions à ce travail une valeur prédictive, mais bien parce que sa méthodologie rigoureuse permet de repérer très précisément le problème propre au PMO et d'en situer les phases probables à 5 ou 10 ans près, ce qui suffit en l'espèce. Ce faisant, j'applique au seul PMO les réflexions de Radanne qui raisonne à l'échelle mondiale.

L'horizon de l'après-pétrole peut être reculé, comme le font beaucoup d'études, en fonction des nouvelles prospections et des novations de l'exploitation que l'on escompte. Mais son recul peut être dû également aux réductions de la consommation d'hydrocarbures que l'on peut attendre des aménagements ou des modifications plus radicales des moyens de transport, des équipements industriels (consommateurs d'énergie), des constructions immobilières et des usages domestiques. À tous ces titres, le point important est de noter que les changements significatifs requièrent des délais, d'inégale durée, mais toujours considérables, dont le déclencheur est le dépassement durable de tel ou tel seuil de prix du pétrole (ou de ses substituts). À quoi s'ajoutent d'autres évolutions, commandées par la croissance de la consommation mondiale d'énergie, laquelle est fractionnée en demandes d'inégale souplesse: ainsi les pays asiatiques aujourd'hui les plus dynamiques, sont loin de disposer de réseaux étendus et bien maillés d'électricité, de gazoducs, d'oléoducs ou de chauffage urbain. L'installation de tels réseaux requiert des délais inégaux selon leur nature, mais toujours considérables, pendant lesquels la consommation est contrainte de se tourner massivement vers les formes les plus simples, telles le pétrole ou surtout le gaz. À l'inverse, les hausses de prix que les tensions du marché susciteront n'auront pas pour seul effet de provoquer des investissements additionnels pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures "conventionnels", mais entraîneront également, par effets successifs de seuil, la rentabilisation des hydrocarbures "non-conventionnels" que ceux-ci soient attendus des produits "lourds" et de la conversion des charbons, ou qu'ils s'accompagnent d'une montée en puissance des énergies non-pétrolières (nucléaire, solaire etc.). Le jeu combiné de toutes ces variables peut être partiellement

²⁹ Pierre Radanne - *Chocs et contre-chocs pétroliers (1960-2060)* - Annales des Mines - Série Responsabilité et Environnement - Paris, octobre 2003.

anticipé, parce que les chocs pétroliers de 1973-75 ont déjà déclenché des réactions de ce genre et ont permis d'apprécier les délais de réponse des économiseurs d'énergie, etc.

En termes de calendrier, tout ceci se traduira, selon Radanne, par une phase de forte hausse des prix pétroliers, suivie de contre-mesures qui la calmeront des années plus tard, après quoi interviendront de nouvelles hausses plus manifestes encore. On peut certes discuter des échéances qui peuvent être assignées à ces divers mouvements, mais on doit prêter une grande attention aux deux conséquences que Radanne dégage pour le PMO: "La concentration du pétrole conventionnel dans la zone du Golfe Persique, puis l'épuisement des ressources accessibles à bas coût interviendront avant 2050" et "Le Moyen-Orient ne dispose pas de ressources de pétrole "non-conventionnelles".

Le tableau est donc le suivant: vers 2010 ou 2020, hausse des prix et, donc, des recettes régionales, avec une probable surprime pour les pays qui, comme Bahrein, sont particulièrement riches en gaz. Une dizaine ou une quinzaine d'années plus tard, reflux des prix vers des niveaux néanmoins supérieurs à ceux d'aujourd'hui. Après quoi, derechef, hausse sensible des prix qui préludera au chant du cygne pétrolier moyen-oriental, par épuisement des réserves à quelques séquelles ou découvertes près. Nul ne peut affirmer que 2050 sera le terminus effectif de cette production régionale, mais il n'est pas douteux qu'à ce moment le déclin sera bien engagé, sinon acquis depuis quelques années déjà. Autrement dit, la majorité de la population actuelle du PMO connaîtra, de son vivant, la fin du pétrole et les prochaines générations qui lui seront adjointes vivront une part croissante puis totale de leur vie dans un PMO sans pétrole.

Sauf novation politique et économique majeure, amorcée bien avant 2050 et portée à maturité d'ici là, le PMO qui comprendra alors - au prix d'un net ralentissement démographique - 600 à 700 millions d'habitants, si ce n'est plus, sera définitivement privé de l'abondante source de capital investissable qu'aurait pu être sa "richesse" pétrolière, s'il avait su en prendre le contrôle et en fixer l'emploi. Du même coup, cette zone de guerres inabouties (cf. § 4 *supra*) sera devenue la source de périls mondiaux, la matrice de crises, de révoltes et de guerres beaucoup plus graves que tout ce qu'elle a traversé jusqu'ici. C'est pourquoi, l'examen des erreurs et insuffisances politiques du PMO actuel et, plus encore, la recherche des voies et moyens d'une orientation tout à fait différente qui vont suivre devra accorder aux affaires pétrolières une place centrale.

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

§6.

La dynamique du surplace

(1) Une quasi stagnation économique

[Retour à la table des matières](#)

Les États du Proche et Moyen-Orient (PMO) font partie de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), à l'exception de l'Arabie Séoudite, de la Syrie et du Yemen. L'Iran, hier encore abstentionniste, semble sur le point d'y être accueilli, tandis que le gouvernement provisoire de l'Irak s'est vu accorder par les 147 adhérents de l'OMC un statut d'observateur. Mais le PMO n'a pas trouvé, pour autant, la voie d'un développement durable. Ni ses "richesses" pétrolières, ni son endettement croissant envers les institutions internationales de caractère public, ni ses épargnes propres ne lui ont procuré le flux régulier de capitaux investissables qui serait nécessaire à cette fin. Les investissements directs de l'étranger transitant par les bourses et les banques commerciales n'affluent guère, malgré les appels insistants de pays comme l'Égypte ou la Turquie. L'Arabie, le Koweït et les autres émirats du Golfe promettent d'annuler une partie des dettes de l'Irak, mais leur enthousiasme est aussi tempéré que celui des créanciers européens. Bref, les inquiétudes manifestées, en janvier 2004, par le Forum de Davos quant à "l'échec économique" de la région rejoignent une opinion généralement répandue. L'exemple le plus inquiétant est celui de l'Arabie séoudite où les flux financiers en provenance de l'étranger (y compris les

recettes pétrolières) ont été négatifs en 1995-1996 ³⁰ le sont redevenus en 1999-2000 et n'ont commencé à se redresser qu'au hasard des prix pétroliers. De façon d'ailleurs différente, l'Arabie et l'Égypte sont en panne d'investisseurs, tout comme plusieurs autres pays de la région, sans compter l'Irak qui est à reconstruire.

Données: 1960-2002. Source: CEPII Graphique: Infographie Le Monde

Comparé à celui des États-Unis, le produit intérieur brut par habitant qui a faiblement monté de 1960 à 1975 (au temps des "chocs pétroliers") a ensuite décliné, si bien qu'en plus de quarante ans, un recul manifeste est intervenu. Seule l'Afrique subsaharienne a souffert plus encore. La croissance démographique très supérieure à celle des États-Unis explique cette contre-performance, mais en partie seulement. L'Inde à peine moins prolifique que le PMO a réduit son retard économique sur les

³⁰ C'est-à-dire caractérisés par des sorties (dépenses, transferts des immigrés et remboursements d'emprunts) supérieures aux rentrées (recettes et emprunts nouveaux).

États-Unis, ce que le PMO n'a pas su faire. Pour qui s'obstine à croire que le développement des échanges internationaux est la condition nécessaire et suffisante du développement économique, il devrait suffire de noter que le taux d'exportation du PMO est à peine inférieur à celui de la Chine et dépasse de peu celui du monde indien. Exportateurs de même envergure, les mondes indien, sinisé ou moyen-oriental devraient connaître un développement économique d'ampleur voisine. Mais c'est là un faux semblant, car le PMO exporte surtout du pétrole et du gaz, c'est-à-dire des ressources naturelles non renouvelables, non cultivées, non produites par un travail industriel, si ce n'est d'extraction: ce n'est qu'un "don d'Allah", une générosité accidentelle et occasionnelle. Aux temps prochains de l'après-pétrole, le PMO connaîtra, sur sa lancée actuelle, un énorme besoin d'importation (y compris d'énergie) et donc un énorme déficit.

Au PMO, les pays riches en hydrocarbures - l'Arabie et son pourtour maritime, hormis le Yémen - contiennent 13% de la population et disposent de 35% du PIB régional. Les pays dont la production industrielle n'est pas négligeable - qu'ils soient riches en pétrole (Irak et Iran) ou pauvres à cet égard (Turquie, Égypte et Israël) - équilibrent un peu mieux leur population (72% du PMO) et leur part du PIB régional (60%) ³¹. Quant aux pays non pétroliers, ni manufacturiers (Palestine, Jordanie, Liban, Syrie et Yémen), ils rassemblent 15% de la population régionale et se partagent - fort inégalement d'ailleurs - un maigre 6% du PIB régional. On le voit, c'est l'industrie qui corrige quelque peu l'inégale répartition du "don d'Allah" et, pour le moment, ce "quelque peu" est la promesse d'un avenir moins dramatique que celui des "riches" pétroliers...

Encore faut-il regarder de plus près ce que les statistiques banales - fussent-elles validées par la Banque Mondiale - rangent dans "l'industrie". En fait, les productions artisanales d'une technicité quasi médiévale et les "manufactures dispersées" corvéables à merci par le capital marchand (cf §2 *supra*) y côtoient de véritables industries capitalistes, lesquelles sont rares. Les "industries" archaïques approvisionnent les *souks* urbains avec quelques renforts venus des producteurs occidentaux, tandis que ces derniers fournissent d'abondance les produits modernes des grands *emporia*, comme ceux des Émirats Arabes Unis (EAU).

Les industries proprement dites se trouvent du côté de la construction ou du tourisme, non sans concurrentes occidentales dont elles sont parfois les sous-traitantes. Ainsi le tourisme régional rapporterait, semble-t-il, 7 à 8 milliards de \$ par an, soit 8 % du chiffre d'affaires mondial de cette branche

Mais rares sont les industries modernes. Un peu de pétrochimie, mais si peu ! Pas du tout d'aéronautique, si ce n'est pour la maintenance de flottes aériennes substantielles et parfois somptueuses, aux EAU notamment; mais les techniciens originaires des pays producteurs d'avions se mêlent à fortes doses aux prestataires de services locaux.. Quant à l'industrie-phare du 20^e siècle, celle de l'automobile qui encombre souvent les villes régionales, sa présence déborde peu des concessions marchandes et de l'entretien des véhicules. En 2000, trois pays seulement produisaient des voitures

³¹ Abstraction faite d'Israël, ces données tombent à 66 % de la population et 48 % du PIB.

et des camions - ou, plus exactement les assemblaient à partir de pièces maîtresses importées. De quoi sortir près de 300.000 véhicules par an en Turquie, 200.000 en Iran et 30.000 en Égypte, chiffres qui augmenteront dès que les projets esquissés par Renault et ses concurrents auront pris corps en Iran et ailleurs. Bref, le PMO est surclassé par l'Inde (sans parler des produits et services informatiques); il est même dépassé par le Pakistan. La seule exception régionale est celle d'Israël où l'aide de la diaspora et des États-Unis, la technicité des industries d'armement prioritaires et la relative abondance des immigrés hautement qualifiés, (en provenance d'Europe, puis de l'ex-URSS) ont permis à une économie tout-à-fait moderne de s'enraciner. L'Arabie séoudite où, à l'instar de l'Indonésie, les autochtones commencent à réclamer les emplois occupés par des étrangers n'a pas encore compris que sa région est passée à côté de la révolution industrielle, laquelle suppose investissement - et non dilapidation des ressources en capital - et qualification de la main d'œuvre - et non wahhabisme anti-écoles, anti-femmes et anti-modernité. Étant bien entendu que l'Arabie - si généreuse donatrice - est, ici, prise pour exemple et même pour foyer de la "riche" sclérose régionale.

(2) - De puissants blocages idéologiques.

[Retour à la table des matières](#)

Les forces d'inertie (recensées au § 2 *supra*) ont une grande part de responsabilité quant aux médiocres performances économiques qui viennent d'être évoquées. Mais ces forces, émanées de divers recoins des structures sociales, ne sont pas des opérateurs directs, elles doivent être converties en idéologies communément répandues et en politiques orchestrées par les gouvernements pour être efficaces. *A contrario*, le repérage des sources de modernité dont on peut trouver trace dans le quotidien de la vie sociale peut aider à comprendre ce qui réussit parfois à surmonter ces freinages structurels. Inertie et modernisation sont comme les deux faces de l'activité politico-culturelle qui travaille tous les pays du PMO.

De ce point de vue, une analyse éclairante est celle du directeur régional du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Jordanien Kalāi Honnadi, qui fut un temps vice premier ministre de son pays. Recherchant les sources de modernité qui ont pu marquer toute sa région, Honnadi note, en premier lieu, les séquelles du libéralisme dont le Liban fut le foyer, avant les dégâts de ses quinze ans d'une guerre civile infernale. Une autre poussée de modernité lui semble s'être amorcée dans quelques Cités-émirats où, non sans aller-retour, l'élection semble prendre racine, y compris par vote des femmes, en particulier au Koweït. Par discrétion sans doute, il omet de qualifier les procédures électives de la Jordanie. En revanche, il insiste sur la percée des chaînes satellitaires de télévision qui arrosent désormais toute

la région, depuis leurs bases souvent fixées à Bahrein et Abou Dhabi. À juste titre, il met l'accent sur l'espace de débats que les compétitions et contradictions entre ces chaînes commencent à ouvrir. Il pourrait ajouter que ces moyens d'information de masse élargissent une audience auparavant limitée aux rares pays à presse libre (surtout le Liban) et aux milieux cosmopolites où les éditions locales de la presse internationale sont accessibles ³². Au rang des modernisateurs, il inscrit même le Yémen réunifié où les débats sur les droits de l'homme (notamment à propos du traitement des prisonniers) lui paraissent prometteurs. Enfin, il attache du prix aux efforts de la Turquie en voie d'eupéanisation, et, d'autre manière, aux confrontations dramatiques mais significatives entre Israël et la Palestine.

Ces réflexions mettent en lumière certaines des voies d'une modernisation substantielle du PMO. La première est évidemment l'école. Depuis 1952, l'Égypte a rendu l'enseignement obligatoire et gratuit pour tous les enfants de 6 à 12 ans, mais la mise en œuvre de cette réforme tarde encore dans les régions reculées. Il en va de même en Jordanie, Syrie et Iran, tandis que de nets progrès sont de nouveau enregistrés au Liban et se font sentir au Yémen. Mais l'écart reste souvent énorme entre garçons et filles, dans les pays précités, tandis qu'ailleurs les filles sont encore plus négligées. Un autre manque concerne les savoir-faire, car un rudiment de formation primaire n'est pas une formation professionnelle. Ainsi, en Égypte, pays modestement précurseur depuis sa révolution de 1952, 600.000 jeunes sans formation arrivent chaque année sur le marché du travail. À considérer les populations de la région, toutes générations confondues, les illettrés sont encore très nombreux chez les hommes (45% en Irak, 33 % en Égypte, etc., jusqu'à 8 % au Liban et 5% en Jordanie), tous ces pourcentages étant très supérieurs, pour ce qui est des femmes (par exemple 77% d'illettrées en Irak et 56 % en Égypte). Le PMO est une région très médiocre de scolarisation féminine, aussi basse que les Indes ou l'Afrique subsaharienne. Le décalage entre les sexes va croissant, à mesure que l'on monte dans les niveaux d'études ou que l'on prend en compte les formations techniques. ³³

L'accès au savoir n'est pas souhaité, mais combattu par la plupart des religions régionales. On ne peut douter du fait que les islamistes intégristes - quelles que soient les nuances entre les frères musulmans, les wahhabites, les salafistes et vingt autres tendances rivales (ou apparentées), actives au sein du PMO - exercent une influence délétère en matière d'enseignement. Les tristement célèbres "étudiants en religion" - ou *taliban*- c'est-à-dire les jeunes ruraux afghans endoctrinés dans quelques *medressas* pakistanaïses, avant de combattre dans un Afghanistan délaissé par les Soviétiques et d'y établir, huit à dix ans après le retrait de ces derniers, un pur régime islamique de leur confection, ont porté jusqu'à la caricature une certaine tradition musulmane: celle de l'école où le Coran est le principal - voire le seul - livre de classe, où la répétition de ses sourates est la seule leçon à apprendre et où l'obéissance aveugle à ses normes médiévales, interprétées pour le 21^e siècle par des mollahs de même culture sont le seul guide de l'action politique. Comme toute caricature, celle-ci alourdit les traits de la vérité, mais elle dit ce qu'est substantiellement le wahhabisme

³² Ainsi de l'*International Herald Tribune*, variante parisienne du *New York Times*, aujourd'hui publiée à Beyrouth, Tel Aviv, Koweït et Doha.

³³ Ceci n'exclut ni un flux d'étudiants arabes vers les États-Unis (ralentis depuis les attentats de 2001), ni une fréquence croissante du bilinguisme ou du trilinguisme parmi les élites du PMO.

qui régit les mœurs en Arabie, le chiisme des ayatollahs au pouvoir en Iran, l'islamisme qui se cherche ailleurs un débouché politique. Bref, l'islam qui, malgré maintes tentatives, n'a pas encore trouvé le moyen de s'acclimater au monde actuel, a inventé, par contre, des recettes imaginaires dont l'application ravage le PMO et quelques autres régions. Dans sa perspective, une scolarisation étendue aux deux sexes, prolongée aux divers niveaux d'études et ouverte sur la professionnalisation des savoirs autant que sur l'enrichissement de l'esprit critique est trop souvent un Satan à tuer dans l'œuf.

Ou, réciproquement, cet islam rétrograde est une cage dont il faut libérer les esprits, dans tout le PMO, pour ouvrir l'avenir des populations. Telle est la deuxième voie qu'il faut dégager en débordant d'ailleurs du seul islam, car il est vrai qu'à son contact ou en réaction contre ses rigidités, plusieurs des autres religions actives dans la région se sont guindées en certitudes indiscutables, en usages venus d'autres temps et en soumissions à des appareils religieux gardiens de ces certitudes dont ils tirent de déplorables orientations politiques. L'avenir du PMO ne passera pas par les chatières (coraniques ou autres) ouvertes au bas des portes, mais par une complète ouverture des portes, pour laisser passer tous les courants d'air du débat politique. La recherche - sans vérités "révélées" ni révélateurs de vérités - des voies et moyens d'un avenir meilleur que le présent doit s'ouvrir pour que de nouveaux canaux politiques - aussi pacifiques et efficaces que possible - viennent irriguer la décision politique. La troisième voie à ouvrir concerne précisément ce débat: c'est celle de la liberté d'expression. A cet égard, la situation présente est bien décrite par le directeur du *Daily Star*³⁴: il y a eu, de 1986 à 1993, une relative libéralisation politique, avec naissance de douzaines de nouveaux journaux et de partis politiques, y compris au Yémen, en Jordanie, au Koweït et en Égypte, mais un reflux partiel s'est opéré depuis le début de la guerre en Irak (2003). A l'inverse, la répression des journalistes et la fermeture (ou la non-autorisation) des journaux sont régulièrement dénoncées par *Reporter sans frontières* pour l'Arabie et plusieurs des émirats voisins, comme pour l'Irak, l'Iran et la Syrie. L'édition des livres n'est pas mieux lotie, d'autant que les rares tirages atteignant 5000 exemplaires passent pour des *best sellers*, dans une région de 600 millions d'habitants très souvent arabophones. L'accès à Internet ouvre un peu plus les esprits, mais son coût et sa (modeste) technicité sont encore dissuasifs, dans une région où les wahhabites ne sont pas les seuls policiers des âmes. L'essor récent des télévisions satellitaires arabophones est de meilleure venue, au point que l'envahisseur américain de l'Irak a jugé bon d'ajouter sa propre chaîne (*Alhurra*) aux trois émetteurs créés à l'instar d'*Al Jezira*; ou que, d'autre manière, un *sheik* séoudien³⁵ a émis une *fatwa* condamnant *Alhurra*, qualifiée de "source de corruption".

Les trois voies qui viennent d'être évoquées ne produiront leur plein bénéfice que si elles engagent la très longue croisade requise pour l'émancipation des femmes. Qu'un musée séoudien se soit récemment décoré du portrait de la première femme de ce pays ayant acquis, à 25 ans, son brevet de pilote d'avion, ne peut faire oublier qu'ici l'obscurantisme est tel que la conduite automobile est interdite à toutes les femmes. A

³⁴ Quotidien anglophone de Beyrouth, de bonne qualité.

³⁵ Le Sheikh Ibrahim bin Nasser al-Kudheiri est un magistrat du Grand Tribunal Islamique de Ryad.

l'échelle de la région, il s'agit certes de réduire une natalité qui est encore de 7 ou 8 enfants par femme au Yémen et de 6 ou 7 en Arabie séoudite, pour la rapprocher vite des 2 ou 3 enfants par femme observables à Bahrein, à Koweït et au Liban, tous les échelons intermédiaires étant occupés, en ordre décroissant par l'Irak, la Palestine et Oman (5 ou 6 enfants), par la Jordanie et la Syrie (4 ou 5) et par l'Égypte, le Qatar et les EAU (3 ou 4). Mais il s'agit également de lever les tabous qui pèsent sur l'emploi des femmes, sur leur vêtement, sur leurs mouvements hors le domicile, sur leur contrôle familial ou marital, sur leur statut familial (garde des enfants, répudiation, droit au divorce, droit à l'héritage, etc.). L'émancipation des femmes est, en effet, la clé d'un développement massif et durable, non seulement parce qu'elle libère les capacités stérilisées d'une moitié de la population, mais tout autant parce qu'elle garantit l'émancipation générale des esprits, par progrès de chaque génération, à son tour initiée à la vie sociale par des mères de mieux en mieux libérées.

Soit dit au passage, les indices du développement humain (IDH) utilisés dans plusieurs autres recherches régionales ne peuvent être ici d'aucun secours, car ils ne prêtent pas une attention suffisante au statut des femmes et accordent une excessive confiance aux indices du PIB, ce qui revient ici, à prendre pour argent comptant la "richesse" pétrolière de la région. J'accepte l'idée qu'Israël soit à classer, en 2001, au 22^e rang mondial, avant le Qatar et le Koweït (44^e et 46^e), mais quand l'Arabie séoudite vient se loger au 73^e rang, bien avant le Liban (83^e) etc., je suis forcé de conclure que la méthodologie de cet indice souffre d'une grave lacune.

3) - Dynamique et surplace.

[Retour à la table des matières](#)

Le PMO est d'un grand dynamisme, si l'on en juge par la violence de ses guerres récurrentes, la brutalité de ses crises politiques, la vigueur des répressions policières ou militaires dont beaucoup de ses États sont coutumiers ou la vertueuse sauvagerie de l'ordre moral que plusieurs de ses courants religieux font régner. Mais toutes ces explosions, comme les contraintes qui les répriment ou les contiennent, ne produisent aucun résultat durable, ni aucune avancée sociale. Les guerres demeurent inabouties, les révolutions politiques ou religieuses s'ensablent, les élans économiques se perdent après les nationalisations ou les blocus qui les avaient provoqués. La région piétine depuis que des décolonisations échelonnées l'ont parsemée d'États trop nombreux et très inégaux. On peut imputer ce triste résultat aux forces d'inertie dont toute la région a hérité, à la surcroissance démographique que ces forces ont favorisée ou à la chape de plomb que les grandes puissances russe (pour un temps) et occidentales (sans discontinuer) ont posée sur presque toute la région, à l'exemple des États-Unis et sous leur prédominance toujours plus affirmée. Mais, sans sous-estimer aucunement ce complexe qui se manifeste notamment par une prise en tenaille politico-militaire entre la surpuissance américaine et Israël, son principal allié, il est bien établi que d'ici trois

ou quatre décennies tout au plus, ce même complexe aura perdu sa composante principale - la grande soif de pétrole - et sera donc livré à ses seules forces locales. D'où cette question tout à fait décisive pour l'avenir du PMO, à long terme comme à très court terme: pourquoi cette région n'a-t-elle pas (encore ?) trouvé, en elle-même la force de se transformer ? la force de vaincre ses principales sources d'inertie ?

Pour qui aura suivi les analyses économiques, politiques et idéologiques entrelacées dans les chapitres précédents, la réponse devrait être claire: la région, en son entier, est formée de sociétés, inégales certes, mais toutes soumises à une forme (hyperactive ou à peine tempérée) de l'hégémonie religieuse³⁶. Pour une société donnée, l'hégémonie désigne le principe d'ordre qui règne dans les esprits, parallèlement à la domination politique qui impose et garantit l'ordre public. La domination politique exerce une contrainte, à grand renfort de tribunaux et de lois, de polices et d'armées et de multiples autres appareils d'État. Les pressions hégémoniques sont plus subtiles, elles tendent à façonner les esprits, à entretenir leur consentement à l'ordre établi, à l'aide de divers appareils idéologiques. Une particularité essentielle du PMO tient au fait que les appareils religieux, quels qu'ils soient, veillent à s'assurer un contrôle aussi complet que possible sur tous les autres appareils idéologiques, à commencer par l'école ou les médias. Pour ce faire, lesdits appareils religieux tendent à s'emparer de la domination politique (Iran), à tenir celle-ci en lisière (Arabie) ou, à tout le moins à la soumettre à une pression constante et puissante, afin que l'État se subordonne à la "loi" religieuse, qu'elle soit coranique, biblique ou d'autre venue. Quand toutes les sociétés d'une même région sont prises, à des degrés pas très divers, sous une même hégémonie religieuse, celle-ci est redoublée, même si des différences théologiques et des rivalités d'appareils se font sentir d'un pays à l'autre, ou d'une zone à l'autre dans un même État. L'ordre normal des choses est religieux, les États qui tentent de s'émanciper de la prééminence morale du religieux sont obligés de composer avec lui, le couple contrainte/consentement - c'est-à-dire domination / hégémonie - qui caractérise le rapport des pouvoirs en toute société est, dans tout le PMO - même en Israël ou en Turquie - plus ou moins déséquilibré au bénéfice du religieux. Que les cinq branches de l'islam sunnite et les quatre branches chiïtes qui sont vivantes ici³⁷ aient à coexister vaille que vaille et à s'accommoder d'autres religions, elles-mêmes riches en sectes et autres variantes, ne change rien à l'affaire, d'autant qu'à l'arrière-plan maints éléments communs se retrouvent dans les cultures des divers peuples et peuplades concernés. Qui en douterait observera que la principale hétérogénéité de la société israélienne se manifeste entre les ashkénazes (russes compris) et les sépharades, ces derniers ayant souvent été teintés profondément par les cultures arabes au sein desquelles ils ont vécu, avant de se réfugier en Israël. Dans la civilisation du PMO actuel, la toile de fond est partout dominée par le religieux et presque partout imprégnée d'arabisme.

Sur ce terrain ingrat, les novations caractérisables par la Réforme, les Lumières, la révolution démocratique bourgeoise, la révolution industrielle capitaliste, la révolution socialiste-étatique n'ont pas pu pousser de nouvelles racines, malgré d'insistantes

³⁶ Les tomes 3 et 6 de *La Société* dont une version résumée figure sur le présent site permettent d'étudier le concept d'hégémonie en sa forme religieuse.

³⁷ Ce sont les branches chafite, kharadjite, hanbalite, hanafite et zaydite, alors que la branche malékite prévaut en Afrique.

tentatives turques, libanaises, égyptiennes et même irakiennes. Les défaillances n'ont pas été comblées par d'autres importations politico-idéologiques, nonobstant quelques modes passagères comme le gandhisme de certains Druzes libanais, ni par des créations originales, quelles qu'aient pu être, à cet égard, les illusions d'Ataturk, de Nasser ou surtout de Khomeiny. Les jeunes États du PMO doivent encore apprendre à domestiquer leurs vieilles religions pour sortir du Moyen Age qui engluie le dynamisme des sociétés qu'ils contiennent, mais qu'ils n'entraînent pas. En attendant leur réveil, leur probable réorganisation, leurs interactions nouvelles, ces États gardent jalousement leurs sociétés respectives, lesquelles sont des mosaïques ethnico-religieuses et presque jamais des nations naissantes.

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

§7.

Deux avenir imaginaires

Appliquées à la situation présente du Proche et Moyen-Orient (PMO), les analyses précédentes montrent que les avenir dont les États-Unis et même Israël sont les promoteurs sont irréalistes. Mais peu d'avenir réalistes sont préparés par des acteurs régionaux, si bien que le présent du PMO est des plus sombres et le demeurera, sauf novations majeures. Peut-on toutefois entrevoir un avenir moins dramatique, sans tomber dans le *wishful thinking* ? La question vaut assurément d'être posée pour un monde dont les retards s'aggravent et dont les crises débordent de son périmètre propre.

(1) - Le rêve américain

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis ont attaqué l'Irak en avril 2003 pour éliminer des armes de destruction massive dont ils n'ont pas trouvé trace; pour rompre une complicité avec Al Quaïda qui n'existait pas avant leur intervention; pour offrir au peuple américain un simulacre de revanche après les attentats de 2001; pour libérer un peuple irakien qui n'est guère reconnaissant à ses libérateurs; et pour construire une démocratie véritable dont la gestation est dramatique. Chemin faisant, les États-Unis ont élargi à

un "grand Moyen-Orient" étalé par leurs soins du Maroc au Pakistan, leur volonté d'étendre à toute cette région du monde, les bienfaits d'une démocratisation à leur façon. Mais, de leur ex-fidèle allié turc à leur nouveau fidèle allié pakistanais, toute la région rechigne devant leurs vagues projets que les gouvernements craignent et auxquels les opinions publiques ne prêtent aucune attention..

En Europe, le rêve américain, dédaigné par des opinions partout hostiles à la guerre, a d'abord divisé les gouvernements, frappant d'immobilisme l'OTAN et l'Union Européenne. Un an plus tard, il ne reste que Blair pour faire mine de croire encore à l'opportunité d'une guerre détestée chez lui comme ailleurs. Le gouvernement espagnol, d'abord zélé suiveur des États-Unis, a viré de bord, sous une vive pression électorale; le gouvernement polonais, dernier des suiveurs importants, tergiverse avant de se déjuger. Les maigres renforts reçus d'Australie ou, de façon plus réticente, du Japon ³⁸ n'annulent pas, loin s'en faut, les refus de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du sud, de la Chine et de la Russie de se laisser entraîner dans la croisade de Bush, du moins tant que l'ONU n'aura pas pu remplacer le leadership américain par une direction collégiale où chacune des puissances assoiffées de pétrole aurait son mot à dire.

Sur le terrain, la guerre d'Irak se prolonge par des attentats très meurtriers, dont les cibles sont les troupes étrangères présentes dans le pays, la nouvelle armée irakienne en formation, les représentants des institutions internationales (de l'ONU à la Croix Rouge, etc.) et les agents des firmes étrangères actives dans le pays. Affolé par le désordre qu'il a provoqué par son agression et aggravé par l'impréparation de l'après-guerre, le gouvernement américain tente de mobiliser de nouveaux concours militaires et financiers, de former un gouvernement local assis sur des élections présentables et de donner à ce pouvoir les apparences de l'autonomie administrative et budgétaire, dans le cadre d'une constitution ratifiée par voie électorale. Mais il refuse de rendre cette issue praticable en transférant la tutelle locale à un collège international validé par l'ONU, si du moins les élections présidentielles de novembre 2004 maintiennent au pouvoir l'équipe Bush. Sur cette lancée, il risque d'avoir à gérer une crise politico-militaire qui perdurerait; d'avoir à empêcher la formation à Bagdad d'un gouvernement à majorité chiite, enclin à un rapprochement avec l'Iran khomeinyste; d'avoir à endiguer, toujours par force, le scissionisme kurde qui inquiéterait la Turquie et Bagdad; et, plus généralement, d'avoir à étouffer toutes les menaces de guerre civile ethnico-religieuse dont l'Irak est aujourd'hui porteur. Dans cette triste - mais probable - perspective, on doit même craindre que les États-Unis élargissent leur agression militaire en direction de l'Iran à "dénucléariser", de la Syrie "refuge du terrorisme" et d'autres États de moindre envergure, comme le Yémen "qui laissa agresser un croiseur américain" dans ses eaux territoriales. Au risque d'avoir à replier les *boys* vers les États-Unis, en ajoutant l'Irak au long chapelet de retraites qui depuis Saïgon (1975) et Mogadiscio (1993) s'est poursuivi, plus discrètement, par une intervention à éclipses en Afghanistan, depuis 2002. Tel semble être l'impasse où les États-Unis se sont engagés par leur action "préemptive" unilatérale.

³⁸ Qui profite de l'occasion pour allonger la laisse que les États-Unis lui imposent depuis 1945.

(2) - Le rêve israélien

[Retour à la table des matières](#)

Ceux des Israéliens qui s'imaginent abrités à tout jamais par un parapluie américain oublient que celui-ci ne s'est ouvert qu'après 1956 et qu'il se refermera au plus tard aux temps de l'après-pétrole (cf. § 5 *supra*). Ceux qui imaginent que leur pays rejoindra Chypre, puis la Turquie, au sein de l'Union Européenne, évaluent mal leurs chances géopolitiques. Et plus mal encore, s'ils espèrent rejoindre Porto-Rico, au rang des provinces *off shore* des États-Unis. Ceux qui pensent que des liens serrés pourront s'établir entre Israël et des partenaires bien choisis au sein du PMO - tels une Turquie rabibochée avec les États-Unis ou un Iran ayant fait sa paix avec ces derniers - oublient que leur voisinage immédiat est arabe et que quelques franchises commerciales accordées à la Jordanie ou à l'Égypte ou quelques complicités réveillées avec les plus extrémistes des Maronites seront d'un poids faible, tant que leur présence ne sera pas acceptée par les masses arabes. Ceux qui estiment qu'à force de pilonner l'OLP d'Arafat, de pousser au remplacement de celui-ci, de bâtir une ligne Maginot entre Israël et le reste de la Palestine, d'inviter les Égyptiens à maintenir l'ordre à Gaza, ils finiront par soumettre durablement les Arabes de Palestine dont un demi-siècle de guerres a converti les tribus en une nation naissante, ceux-là se trompent. Enfin, ceux qui travaillent à porter les limites d'Israël jusqu'au Jourdain, voire au delà du Golan ou du fleuve Littani, se trompent plus dramatiquement encore, car ils négligent une démographie qui les maintiendra en position ultra-minoritaire au sein du PMO et en position nettement minoritaire sur le territoire de l'ex-Palestine mandataire, quelle qu'en soit la découpe ³⁹

À travers mille péripéties plus cruelles les unes que les autres, les occupants de ce territoire cheminent vers une paix qui ne sera atteinte qu'après qu'Israël ait réussi à se faire accepter dans un PMO qui a subi une greffe que, pour des raisons étrangères à cette région, les puissances - Europe en tête - lui ont imposée. Cette acceptation ne sera acquise, au sein de frontières sûres et reconnues, qu'après que les protecteurs actuels d'Israël, États-Unis en tête, lui aient imposé, de vive force et pour une durée suffisamment longue, un cordon sanitaire sous bonne garde internationale, mettant les deux antagonistes actuels à l'abri les uns des autres, tout en joignant à cette barrière d'abord étanche, ce qu'il faudra d'aide pour panser les plaies, restaurer un territoire palestinien qui a été méthodiquement ravagé et établir, par étapes lentes et surveillées, des échanges normaux entre pays voisins dûment normalisés.. Autrement dit, la pacification de l'ex-Palestine mandataire, ne pourra mûrir que sous une forte

³⁹ Voir *La démographie dans le conflit israélo-palestinien*, par Sergio Dellapergola et Michel Louis Lévy, *Commentaire*, n° 104, Hiver 2003-2004.

contrainte externe, cette paix imposée étant, elle-même, la condition *sine qua non*, de réformes politico-culturelles qui seraient imposées à tout ou partie du PMO par des puissances extérieures, et non par les seuls États-Unis.

Autrement dit, encore, le soutien unilatéral que les États-Unis accordent à Israël pérennise le conflit, même si, bien évidemment, les contraintes réellement pacificatrices qui seront requises pour sortir de cette guerre récurrente, devront aussi peser sur les troupes, milices et États qui entretiennent la guerre contre Israël.

(3) - Point d'orgue

[Retour à la table des matières](#)

La macrosociologie n'a pas de valeur prédictive, mais en brassant les résultats de multiples sciences sociales, elle dresse un riche tableau des tendances décelables dans les structures sociales actuelles, tendances qui façonneront l'avenir tant que leurs configurations globales ne seront pas déviées ou enrichies par l'émergence de tendances nouvelles aujourd'hui imperceptibles. Ainsi, la machinerie du système mondial en son entier peut être mise en lumière ⁴⁰. Elle continuera de tourner - sans doute avec des hoquets croissants - tant qu'aucune novation majeure n'aura transformé la structure générale dudit système ⁴¹.

Aucun système mondial n'est homogène, mais l'étude de sa machinerie permet de repérer les facteurs de toute sorte qui le segmentent en quartiers distincts - c'est-à-dire en "sous-systèmes" dont la diversité est déterminée par le système mondial lui-même. L'étude de deux de ces "sous-systèmes" - [Le monde sinisé](#) et [Les Indes](#) - a montré que tout en étant pleinement dépendant de l'organisation mondiale, chacun de ces deux quartiers fait preuve d'un dynamisme qui lui est propre. Autrement dit, chacune de ces deux structures régionales - d'ailleurs très différentes l'une de l'autre - se combine avec la machinerie mondiale qui la surdétermine, pour produire des effets régionaux originaux.

Ici, l'examen d'un troisième "sous-système" du monde actuel valide l'analyse précédente, mais il montre également la puissance ravageuse de la machinerie mondiale dans une *région en creux*, c'est-à-dire dans *un ensemble flou* dont les limites approximatives et fluctuantes lui sont imposées par le monde environnant. Cet

⁴⁰ Voir [Civiliser les États-Unis](#) (n°17)

⁴¹ Pour mémoire, les systèmes mondiaux capitalistes qui se sont succédés depuis le début du 20^e siècle ont été scandés par les révolutions et la guerre mondiale-européenne des années 1910, puis par la guerre mondiale et les décolonisations des années 1940, enfin par l'implosion de l'URSS au tournant des années 1990. L'élan actuellement pris par l'Asie (de l'est au sud) semble promettre une nouvelle novation qui, toutefois, est loin d'avoir atteint sa maturité et que d'autres traits enrichiront sans doute. Voir en outre *Hérodote*, n° 108 - " *Le système mondial, vu d es débuts du 21^e siècle* " par R. Fossaert

ensemble riche de *guerres inabouties*, tourne en rond dans sa cage de fabrication mondiale, car sa *dynamique du surplace* n'oppose aucune résistance significative à un monde qui épuise sa richesse naturelle, avant de l'abandonner aux déserts qui y ensablèrent maintes civilisations.

Pour conclure cette troisième analyse, il était donc normal de commencer par prêter attention aux deux dynamismes principaux qui travaillent la région, à savoir, la quête du pétrole pilotée par les États-Unis, laquelle prend aujourd'hui la forme d'une agression guerrière ravageuse dont le débouché ne ressemblera sûrement pas à ce que voudrait le *rêve américain*⁴²; et la construction d'un État national, dynamique obstinément poursuivie par les communautés juives agglomérées au cours du dernier demi-siècle dans une partie encore mal définie de l'ex-Palestine mandataire. Mais comme ces deux dynamiques sont d'origine extra-régionale et comme la région prise dans son ensemble n'a pas révélé d'autre élan essentiel et durable qui lui serait propre, la méthode qui a guidé l'étude du monde sinisé et des Indes ne convient pas ici. En effet, faute de s'appuyer sur le repérage de tendances lourdes et pérennes, il faut maintenant scruter la dynamique du surplace pour évaluer les chances d'éventuels mouvements sociaux opposés à tout ou partie des *forces d'inertie* qui engluent la région et pour supputer la portée éventuelle des événements inéluctables qui scanderont l'histoire régionale, qu'elle soit démographique, pétrolière ou d'autre nature encore.

C'est ce qui va être fait en commençant par une révision des n° 1 et 2 ci-avant, pour déborder des rêves américain ou israélien, vers ce qui pourrait résulter des espérances (les moins rêveuses) des peuples du PMO.

(4) - Encore les rêves américain et israélien.

[Retour à la table des matières](#)

Les discours des gouvernants américains relèvent souvent d'une idéologie grandiloquente et brumeuse qui accentue leur irréalisme. Mais leurs actes manifestent tout aussi souvent un brutal réalisme, même lorsqu'ils procèdent d'une erreur stratégique majeure, comme celle où les États-Unis s'enfoncent depuis les attentats de 2001. Il est donc probable que le contrôle américain sur l'Irak - c'est-à-dire sur l'armée et la police de ce pays, comme sur les orientations pétrolières et diplomatiques de son prochain gouvernement "souverain" - fera l'objet de soins persistants, nonobstant les péripéties du désordre public, les tâtonnements constitutionnels et politiques et les aléas conjoncturels - et ceci, quelle que soit l'issue des élections présidentielles

⁴² Voir [Civiliser les États-Unis](#) (n°17)

américaines de 2004. Probable également que des concessions chichement mesurées, mais élargies autant que de besoin, seront accordées aux puissances européennes les plus rétives, pour que l'OTAN puisse décider "à l'unanimité" de participer au maintien de l'ordre dans le nouvel Irak et pour que les pays du G7 favorisent une renégociation de la dette irakienne. Le prix à payer à cette fin sera de garantir aux pays européens réticents un petit droit de regard sur l'avenir pétrolier de l'Irak et une certaine liberté d'accès commercial à la reconstruction de ce pays et au développement ultérieur de ses échanges commerciaux. Si cela s'avérait indispensable, quelques satisfactions mineures pourraient également être offertes à la Russie, au Japon et peut-être à l'Inde, afin qu'une unanimité de façade puisse être reconstruite à l'ONU.

Mais ce réalisme a peu de chances de s'étendre au projet du "Grand Moyen-Orient" que l'Europe et le PMO ne peuvent prendre au sérieux, faute de propositions américaines concrètes et surtout faute d'un déblocage du conflit israélo-palestinien. Si bien qu'au total, le sort du "rêve américain" se jouera, en peu d'années, sur la portée régionale de la stratégie erronée où les États-Unis s'enferment depuis 2001. La croisade contre le terrorisme qu'ils ont engagée a eu pour effet principal d'envenimer les divers conflits où les *djihadistes* de toute sorte ont trouvé place, de la Tchétchénie aux Balkans, comme de l'Afghanistan au Pakistan; elle a dispersé les attentats majeurs de l'Indonésie au Maroc et à l'Espagne; elle nourrit une rébellion irakienne où le nationalisme local et les tensions ethnico-religieuses sont suractivées par des renforts islamistes divers. Bref, il ne suffira pas que les États-Unis soient prêts à composer pour garantir leur tutelle durable sur le nouvel Irak.

On doit évidemment s'attendre à ce qu'Israël fasse preuve en toute hypothèse d'une capacité défensive et offensive beaucoup plus grande que celle des États-Unis, car ce pays croit jouer son existence même. Une paix qui lui serait imposée de force (en même temps qu'à ses voisins) est assurément la clé d'un dégel politique conjoncturel pour tout le PMO, mais ce n'est pas une condition requise pour la survie de l'État israélien. Même si une alliance plus vaste que le "front du refus" des années 1948-56 devait se cristalliser contre Israël - ce qui est hautement improbable - les États-Unis, la diaspora juive et l'émotion ravivée de l'Europe en limiteraient les capacités, sans compter les vertus dissuasives de l'armement nucléaire dont Israël détient le monopole au PMO. Même si l'un des pays de la région réussissait à se doter d'un armement nucléaire - comme l'Iran et peut-être la Libye semblent l'avoir tenté - la marche vers une paix imposée ne deviendrait sans doute pas une nécessité vitale pour Israël, tant il est vrai que, jusqu'à présent les bi-pôles nucléaires ont eu une influence pacifiante sur les régions où ils existent: le dégel indo-pakistanaïse qui se dessine depuis 2002 en apporte une nouvelle preuve. Si bien qu'en pourchassant les tentatives nucléaires du PMO, pour laisser Israël jouir de son monopole, les États-Unis rendent à ce pays un mauvais service.

En effet, pour autant qu'on puisse en juger, la doctrine israélienne d'emploi semble être de traiter son armement nucléaire comme le dernier recours contre l'invasion de son territoire exigu. Ceci pourrait conduire à un double scandale. Où que ce soit dans le monde, le pays qui recourrait à l'arme nucléaire s'exposerait au mépris universel; mais si ce pays est composé pour partie de descendants des victimes du génocide des Juifs dans l'Europe nazifiée de 1933-45, le mépris se mêlerait à de

nauséabonds relents des antisémitismes des siècles précédents, sans compter une imaginaire absolution rétrospective des Nazis et de leurs émules. La sagesse, pour Israël, serait de se faire l'avocat loyal d'une paix imposant, en Palestine, la coexistence de deux pays et de leurs deux peuples. Quant aux communautés de la diaspora juive, leur devoir politique et moral devrait être de pousser Israël dans cette direction et de dénoncer par avance toute utilisation préemptive, préventive ou unilatérale de l'arme nucléaire. Ainsi travailleraient-elles à la pérennité d'Israël.

Rarement teintés de libéralisme bon teint et plus souvent adornés de socialismes aux nuances variées, les projets politiques qui ont provisoirement dynamisé le PMO au cours du 20^e siècle se sont concrétisés par quelques nationalisations pétrolières et par quelques avancées nationalistes et nationalitaires (cf. § 3 *supra*). Les plus puissantes de ces dynamiques symbolisables par les noms de Nasser, de Saddam Hussein ou de Khomeiny ont été des fleuves puissants, bientôt convertis en oueds ou canalisés entre les digues de dictatures militaires-nationalitaires. Seule une éventuelle résurgence du khomeinysme se dessinerait si la fraction iranophile du chiisme s'emparait du nouvel Irak et réussissait à bâtir une alliance oubliée de l'atroce guerre irako-iranienne de 1980-88. Pour le reste, quel que soient le zèle et l'obstination des *djihadistes* de toute sorte, rien ne peut être escompté de leurs actions bien financées, mais mal finalisées.⁴³

Encore fallait-il noter ces deux variantes islamistes vivaces, parce qu'elles pourraient colorer ou infléchir les mouvements plus essentiels concrétisant éventuellement les hypothèses qui vont suivre. En effet, une réflexion difficile, mais fructueuse, peut être engagée non pas à partir de mouvements sociaux, aujourd'hui défailants, mais bien à partir de *contraintes objectives majeures qui ne pourront pas ne pas produire, au PMO, des conséquences politico-culturelles majeures*. Ces contraintes, déjà aperçues au fil des §§ précédents, concernent l'inévitable occurrence de l'après-pétrole d'ici peu de décennies; la probable résurgence de plusieurs des guerres inabouties et leur envenimement par de nouveaux conflits entre des États qui ont rarement trouvé leurs marques et, plus rarement encore, leur cohérence interne⁴⁴; et enfin l'irrépressible croissance démographique qui se prolongera pendant quelques décennies encore, dans un PMO lourd de paysans sans terre et de classes juvéniles sans emploi. De 2001 à 2050, cette croissance portera la population régionale totale de 324 à 670 millions, si son taux qui est aujourd'hui 2 % l'an était déjà progressivement réduit de moitié durant ce demi-siècle.

La façon utile d'aborder ces contraintes est de partir des problèmes politiques qu'elles produiront nécessairement, pour entrevoir celles des réponses politiques qui permettraient de sortir de la dynamique du surplace (cf. § 6 *supra*) et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux peuples du PMO. Toutes questions qui peuvent se résumer comme une recherche de cibles.

⁴³ Gilles Kepel - *Jihad* - Ed. Gallimard, 2003

⁴⁴ Laquelle est gravement mise en question par toutes les agressions extérieures qui décapitent un État en formation, comme on peut en juger en Afghanistan, en Irak et même en Palestine.

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

§8.

Un avenir conditionnel

(1) - La cible pétrolière

[Retour à la table des matières](#)

La "richesse" pétrolière que le PMO gaspille sous pression internationale et par commodité budgétaire ou laxisme des classes dirigeantes n'aura qu'un temps. D'ici quelques décennies, la rente pétrolière qui irrigue les oasis illusoires du PMO aura disparu sans laisser d'autres traces que la légende d'un âge d'or et la rancœur d'une occasion manquée, nouvelle humiliation pour une région qui n'en pas manqué depuis un siècle (cf. § 5 *supra*). A l'inverse, toute rénovation fondamentale du PMO requiert une réforme radicale de l'économie pétrolière, pendant qu'il en est temps encore. Réforme dont l'objectif central devrait être de majorer autant qu'il se pourra la partie de la rente pétrolière fixée, dans la région même, en investissements générateurs de produits, d'emplois et d'impôts qui puissent servir les peuples de la région avant comme après l'épuisement des ressources d'hydrocarbures. En effet, la rente pétrolière peut être une source de capital investissable plus féconde que les modestes profits régionaux et libérée des "conditionnalités" qui obèrent les financements publics ou privés en provenance du reste du monde.

Le renouvellement des chocs pétroliers de 1973 et 1975 est loin d'être la meilleure façon d'accroître la rente utile, car le PMO n'aurait aucun intérêt à s'exposer à un

redoublement de pressions politico-militaires et à un désordre économique mondial renchérissant les importations qui concrétiseraient beaucoup de ses nouveaux investissements. Au contraire, son intérêt serait de contribuer à un lissage pluri-annuel de la hausse (inéluable) des prix pétroliers, aussi bien programmé que possible, de façon telle que le rythme d'utilisation des ressources conventionnelles de pétrole et de gaz, l'échéancier d'exploitation des réserves "non conventionnelles" et l'exécution des programmes industriels, domestiques et urbains, économiseurs d'énergie s'enchaînent sans trop de hiatus générateurs d'à-coups marchands (cf. § 5 *supra*).

L'expropriation totale des compagnies étrangères, avec recours exclusif à des sociétés nationales d'exploitation et de commercialisation ne serait pas la meilleure des méthodes pour maximiser la rente utilement investissable, même si cette "arme de dissuasion massive" devrait figurer dans la panoplie potentielle des autorités concernées. En effet, il leur faudrait disposer d'une information fiable et sans cesse affinée sur tous les aspects de l'économie pétrolière; d'une connaissance exacte des quantités d'hydrocarbures enlevées de chaque terminal portuaire ou d'oleo-(et gazo-)duc et des prix effectifs de ces cessions; d'une connaissance bien actualisée des réserves connues ou estimées, des coûts d'investissements requis pour leur mise en perche et des coûts d'exploitation pour les puits et conduits en service. Toutes revendications que l'ONG britannique *Global Witness* résume en réclamant la transparence des comptes pétroliers, mais dont toutes les universités du PMO devraient faire le chantier principal de leurs départements d'économie et de finances.

Les missions légales ou contractuelles fixées aux compagnies opératrices et les contrôles d'exécution devraient porter centralement sur le réglage des rythmes d'exploitation et d'investissement et sur la régularité des prélèvements rentiers. Pour le reste, la gamme des moyens d'action pourrait être assez diversifiée, de la nationalisation au rachat, de la concession rénovée à la régie contrôlée, comme du choix des opérateurs par engagements de longue durée ou par appels d'offres aux calendriers bien scandés, étant bien entendu qu'en toute hypothèse l'objectif devrait être d'assurer en peu d'années la relève complète des personnels amenés par les compagnies mondiales, par des personnels relevant des seuls États régionaux. Dans les limites ainsi établies, la maximisation de la rente captée régionalement devrait être obstinément poursuivie, en veillant à déjouer les ruses et les fraudes, à débusquer les escroqueries et à extirper de l'économie pétrolière régionale les traditions du *bakchich*.

L'utilisation prioritaire de la rente ainsi maximisée devrait s'étaler depuis les enseignements professionnels requis par l'économie pétrolière régionale jusqu'à la mise en œuvre des investissements fondés sur la rente, et même jusqu'à l'accomplissement des réformes agraires destinées aux paysans sans terre et à l'abolition des statuts semi-serviles (cf. § 2 *supra*). Il serait pertinent de transposer à ce propos, les politiques que les États-Unis ont efficacement conduites au Japon en 1945-50, politiques reprises en Corée du sud après 1954. Les investissements à privilégier devraient être choisis non point par imitation de pays enviables ou par abandon à "la pente naturelle du marché", mais selon des critères d'utilité régionale et en visant toujours à multiplier les emplois ayant chance de durer. Quelques orientations évidentes à cet égard concerneraient la production et la distribution d'eau, l'extension

des cultures irriguées ou "sans sol", les industries de la climatisation, les moteurs à hydrogène, la production d'énergie solaire, les industries pétrochimiques et, en aval, les industries dont les hydrocarbures sont la matière première, etc. Orientations à compléter par d'audacieuses innovations, tel le développement du canal de Suez comme zone portuaire-industrielle, à l'instar de Singapour. Tout ceci sans oublier les potentialités mondiales que pourraient développer certaines activités déjà amorcées dans la région, par exemple celles du cinéma égyptien.

Encore conviendrait-il de rogner méthodiquement la rente gaspillée (cf. § 5 *supra*), ce qui est une autre façon de maximiser la rente porteuse d'avenir. À ce titre, les objectifs devraient être de substituer méthodiquement l'impôt non pétrolier aux recettes budgétaires tirées du pétrole et d'écheniller sauvagement les dépenses budgétaires de privilège ou de confort rentier (cassettes princières, équipements somptuaires, subventions aux cultes, etc.). De même, le gaspillage local du pétrole et de ses dérivés, dû à des prix de détail trop bas et à des véhicules vétustes et gourmands, devrait être canalisé vers un supplément de recettes fiscales. Sous un tout autre angle des précautions pluri-annuelles pourraient être prises, tant pour contribuer au lissage des prix mondiaux et de la rente régionale par l'utilisation d'une capacité de stockage "contra-conjoncturel" que par le placement de fractions de la rente provoquées par des surprises mondiaux temporaires. La Norvège serait, à cet égard, meilleure conseillère que la banque internationale.

Pour mémoire, enfin, il est bien évident que de rudes négociations devraient être menées au sein de l'OMC pour adapter les normes du commerce international avec les exigences d'une gestion parcimonieuse du pétrole régional - et nullement pour procéder à l'ajustement inverse, car une ressource naturelle finie ne peut être exposée, sans frein, aux appétits de "clients" riches et puissants qui tendent à l'épuiser au gré de leurs besoins. Dans cette même perspective, il semble probable qu'une rénovation de l'économie pétrolière conduirait, de proche en proche, à une remise en cause des prélèvements fiscaux énormes que certains pays - comme la France et bien d'autres - opèrent sur les produits pétroliers. En effet, l'économie pétrolière ne s'arrête pas aux portes des raffineries, mais elle inclut les usages industriels, commerciaux et fiscaux auxquels le pétrole sert d'assiette. La masse financière de ceux-ci est un facteur important dans la circulation mondiale des capitaux ⁴⁵. Ainsi, le PMO, leader mondial des réserves pétrolières devrait devenir le haut lieu mondial des savoirs pétroliers, qu'ils soient techniques, économiques, juridiques, financiers ou fiscaux, ce qui promettrait un bel avenir aux universités, aux instituts de recherche et aux sociétés de services de la région.

En somme, le PMO devrait mettre à profit les prochaines hausses saccadées des prix pétroliers et le fait que ses propres coûts d'exploitation sont très bas pour s'approprier une part accrue d'une rente pétrolière elle-même croissante, afin de se bâtir un avenir économique de qualité. Mais il a peu de temps pour y arriver: vers 2050 la cible pétrolière aura fini de s'évanouir.

⁴⁵ Voir Hérodote, n° 109 - " *Le monde des banques et des bourses* " - par le Groupe Bancaire 2002.

(2) - Les cibles étatiques.

[Retour à la table des matières](#)

Atteindre la cible pétrolière - sans doute par essais successifs mais cumulatifs - requerrait nécessairement le concours d'États dûment motivés. Ceux d'aujourd'hui le sont peu, d'autant que le pétrole gît rarement dans des États riches d'une population nombreuse et combative (cf. § 5 *supra*), si bien que diverses cibles étatiques devraient être visées pour mobiliser les États-à-pétrole et pour dériver la rente vers une irrigation pleinement régionale. Bref, il faudrait sans doute rectifier, à ces fins, la géographie politique du PMO.

En simplifiant le tableau (présenté au § 5), on peut observer que le pétrole régional est concentré dans quatre zones étatiques seulement (pour lesquelles les % indiqués sont calculés par rapport au total des réserves pétrolières de la région):

- (1) l'Arabie séoudite (36 %);
- (2) l'Irak (16 % ou 29 % si l'annexion du Koweït tentée en 1980 avait réussi);
- (3) l'Iran (13 %)

La quatrième zone est celle du Golfe qui pèse 29 % si elle inclut l'ensemble des émirats riverains, du Koweït à Oman ou 16 % seulement, si le Koweït fait cavalier seul. Hormis ces quatre zones, on ne trouve plus que 6 % des réserves "prouvées" du PMO.

Faire masse des émirats est une cible nullement déraisonnable. Ces petits États épars ont commencé, depuis deux ou trois décennies, à moderniser leur héritage tribal. Leurs classes dirigeantes (propriétaires et marchands, mêlés à un peu d'officiers) sont confortablement installées. Mais plusieurs signes attestent d'une réelle capacité d'évolution, qu'il s'agisse de la cohérence déjà acquise par les Émirats Arabes Unis (EAU), d'Oman bondissant d'un Moyen-Age bien conservé vers une modernité semblable à celle de ces EAU, des évolutions politiques esquissées notamment à Koweït et à Bahrein, des satellites médiatiques installés du Qatar aux EAU et même des signes d'évolution des mœurs, à mesurer par comparaison avec l'Arabie voisine. Ici une modernisation politique accélérée pourrait intervenir sans rompre avec l'autonomie de mini-États isolés, mais en visant les capacités accrues de coopérations plus ou moins fédératives⁴⁶. Par exemple sous la forme d'une généralisation de la formule des EAU, ou de celle de la Malaisie. Les cas de Singapour ou

⁴⁶ Une annexe au présent chapitre renvoie à quelques exemples tirés de l'histoire des cités marchandes européennes qui pourraient utilement inspirer les réflexions politiques locales.

de Hong Kong montrent, en outre, tout ce qu'une Cité dynamique gagne grâce à ses connexions internationales (en l'occurrence avec la diaspora chinoise) pour tirer parti, sans crainte, d'un très puissant voisin.

Ici, le voisin est à craindre, car l'Arabie est un puissant foyer d'anti-modernité. Fort heureusement les liens américano-séoudiens se sont dégradés depuis l'époque où Roosevelt et Ibn Seoud ont joué les bonnes fées autour du berceau de la confédération plus tribale que pétrolière qu'ils se sont employés à consolider. Le pétrole a coulé, mais non la modernisation utile. Le cancer wahhabite qui ronge ce pays a produit de telles métastases que les États-Unis, naguère utilisateurs sans scrupules des ressources séoudiennes pour renflouer le FMI (1976), pour chasser les Russes d'Afghanistan (1980 sq) ou les Serbes de Bosnie (1992 sq) ont dû subir des affronts⁴⁷ tels que la réinstallation de leurs bases militaires principales en divers émirats est devenue nécessaire, cependant que l'évacuation de leurs troupes encore installées en Arabie est à l'ordre du jour, hormis la protection des zones pétrolières de l'*Aramco*. Les pressions américaines visant à diverses réformes du régime séoudite devraient être renforcées de toutes les façons possibles, par tous les amis et ennemis de ce pays, afin qu'il soit vidé de sa police des rues et des mœurs, de ses "lois" et tribunaux archaïques, de ses excédents d'imams et d'aumônes, de ses clientèles tribales et princières, bref de ses pompes-à-gaspillage-de-la-rente. Que ces pressions aboutissent à une disjonction de l'Arabie-pèlerinage, du Hedjaz et autres provinces de l'ouest, d'avec l'Arabie-pétrole des provinces orientales et que la Jordanie, le Yémen et les EAU élargis bénéficient d'extensions sablonneuses ou de marches frontières à leur convenance, serait pur bénéfice pour tout le PMO, surtout si l'enclave *Aramco* demeurerait sous un protectorat rassurant les États-Unis, mais rééquilibré de façon à rendre la cible pétrolière pleinement atteignable: ici des chefs d'œuvre d'habileté diplomatique seraient requis, sauf rapport de forces permettant de trancher nettement.

Auparavant, sans trop insister sur chacun des États, il faut néanmoins les évoquer car l'ébranlement des Arabies retentirait dans tout le PMO. Déjà, l'Irak a été secoué par l'invasion américaine et il importerait d'aider sa nouvelle république à raviver l'héritage positif du Baas primitif, à éviter l'établissement d'un pouvoir chiite à l'iranienne et à abriter son pétrole d'un monopole américain. Pour l'Iran, le souhaitable serait évidemment de raviver les poussées réformistes récentes et surtout de ranimer le meilleur de la "révolution blanche" (cf § 2 *supra*) afin de déraciner les mainmortes foncières du chiisme. En Égypte, il serait bon de retrouver l'élan du nassérisme en matière d'aménagement foncier et de développement industriel, à l'aide d'un capitalisme d'État réagencé non point pour le pantoufflage des officiers supérieurs, mais bien pour diligenter l'emploi des ressources nouvelles que procurerait l'atteinte de la cible pétrolière, ressources qu'une annexion ou une satellisation de la Libye renforcerait utilement pour l'Égypte. En revanche, la Turquie, ancienne matrice impériale de la région et puissance se voulant européenne, devrait être ignorée par le nouveau *deal* pétrolier, tandis que le fédéralisme kurde transfrontalier devrait avancer très prudemment, de l'autonomie des provinces kurdes d'Irak à l'autonomisation coopérative de leurs répondants iraniens, plutôt que de s'aventurer comme il semble le faire sur les

⁴⁷ Troupes engagées contre l'Irak cantonnées dans des enclaves désertiques (1980); utilisation du centre militaire de contrôle aérien de Ryad rendue "clandestine" en 2002; attentats meurtriers divers; lignes commerciales bannies du ciel de Médine jusqu'en 2004; etc.

confins syriens. Reste le voisinage d'Israël, gravement desservi par la "guerre éternelle" de l'ancienne Palestine mandataire, où le besoin d'un confinement des deux antagonistes est aigu et où la recherche de coopérations régionales ne pourrait progresser qu'après une durable satisfaction de ce besoin.

Des traités de Westphalie (1644-48) aux traités de Vienne (1816), Versailles (1920) et Helsinki (1975) l'Europe a peu à peu consolidé les frontières d'États indépendants qui sont désormais engagés dans un processus de coopération négociée à l'enseigne de l'Union Européenne. Le PMO qui n'est sorti de l'ère des empires que pour entrer dans celle des colonisations n'a jamais eu l'occasion de voir ses guerres, entre États indépendants, aboutir de la sorte. Rien ne garantit qu'elle y arrive de sitôt, après un petit siècle de guerres inabouties (cf. § 4 *supra*). Rien ne garantit non plus que la recherche d'une issue "rentière" à sa misère actuelle puisse s'opérer - de la façon jusqu'ici suggérée ou par quelque autre cheminement - sans rebondissements guerriers ou révolutionnaires. Mais il est hautement probable que le refus d'une telle recherche ou son abandon prématuré engendrerait encore plus de tensions et de conflits, avant de déboucher assurément sur une paupérisation plus grave que l'actuelle misère pétrolière et, de ce fait, sur une conflictualité multiforme plus aiguë encore - et probablement plus contagieuse au delà des limites régionales.

(3) - Les compagnies pétrolières comme cibles.

[Retour à la table des matières](#)

Il se pourrait que les États-Unis, émus des malheurs dont souffriraient les compagnies pétrolières du fait des réformes ici suggérées, mobilisent leurs tribunaux et leurs *marines* pour y mettre bon ordre, mais je doute qu'ils s'aventurent dans cette voie si de telles réformes concernaient plusieurs pays à la fois et recevaient un suffisant soutien populaire dans tout le PMO. En tout cas, le choix d'une stratégie d'affrontement serait très risqué, vis-à-vis d'une région qui a appris à se servir de son arme de dissuasion, le blocus du pétrole.

Au reste, cette montée aux extrêmes pourrait être évitée, car il existe une marge de manœuvre entre la capture pure et simple de toute la rente pétrolière qui résulterait d'une expropriation sans indemnités des compagnies pétrolières actives dans le PMO et la déviation souhaitable d'une plus large fraction de cette rente vers des investissements générateurs d'activités durables au sein du PMO. En effet, il faut considérer attentivement la dynamique pluri-annuelle de la réforme. La hausse tendancielle des prix qui caractérisera de toute façon les prochaines décennies majorera la rente produite par le PMO: il s'agirait donc de partager un gâteau grandissant. En outre, la réforme impliquerait une coopération régionale renforcée des États

producteurs de pétrole, ce qui permettrait d'entraîner l'OPEP vers des engagements pluri-annuels, d'autant plus longs et solides que l'AIE se joindrait à leur recherche ⁴⁸. Ainsi le lissage de hausses de prix se substituerait aux saccades dont le marché est friand. Ceci éviterait les "chocs" imprévus qui dérèglent les échanges internationaux et donnerait aux compagnies concernées la possibilité de programmer les investissements et les innovations techniques requis pour adjoindre aux produits pétroliers "conventionnels" des produits "non-conventionnels" (cf § 5, supra). Cet effet bénéfique pourrait s'étendre aux investissements économiseurs d'énergie dans les transports, l'habitat et les installations industrielles et urbaines, dès lors que les États des pays consommateurs sauraient adapter prévisionnellement leurs réglementations et leurs contraintes calendaires.

S'agissant donc d'un potentiel de rente durablement accru et virtuellement régularisé, le champ des conflits avec les compagnies pétrolières se réduirait nettement. Elles s'estimeraient lésées du fait des investissements ("non encore amortis" diraient-elles) engagés pour la découverte de "leurs" réserves ("prouvées" ou non) et pour l'extraction en cours (puits, tuyaux et pompes). Elles déclareraient, en outre, que la mise en service des gisements assurant la continuité de la production effective et la poursuite des prospections nécessiteraient de nouveaux investissements à gager sur leurs recettes. Mais les États du PMO auraient beau jeu de discuter point par point ces allégations, en partant du fait que ces compagnies ont été et demeurent hautement rentables et que le seul débat à trancher serait le rapport, année par année, entre leurs recettes futures et leurs dépenses effectives pour les tâches qu'il leur resterait à accomplir, le reste étant pure spéculation sur leurs espérances, leurs stratégies et leurs ruses du passé. L'affaire se réduirait donc à une redéfinition de la division du travail entre les compagnies pétrolières internationales, d'une part, et, d'autre part, les États du PMO ou leurs agences spécialisées, sauf à bien considérer la portée contractuelle exacte des engagements naguère pris pour l'avenir par les uns et les autres.

S'agissant des agences des États régionaux, il conviendrait évidemment que le processus réclamé par l'Arabie séoudite pour ce qui est de l'*Aramco*, soit rapidement mené à son terme et soit partout imité par les sociétés analogues qui existent en Iran, en Irak ⁴⁹ et en d'autres États, sauf à généraliser leur exemple. En effet, cet *Aramco*, nationalisé en 1976, est depuis lors en voie de "séoudisation", alors qu'en fait, son personnel qui était déjà séoudien à 60 % à cette date, ne l'est, aujourd'hui encore, qu'à 85%, sans que l'état-major et la direction aient été "séoudisés" dans la même proportion. En fait, à l'*Aramco* comme ailleurs, il conviendrait de confier tous les postes sans exception aucune à des nationaux du PMO - mais non à des nationaux du seul État local, car la coopération régionale gagnerait à un bon mixage - quitte à utiliser, pour un temps encore, des "consultants" extérieurs, à remplacer dès que possible.

La réforme gagnerait à spécialiser une ou plusieurs agences régionales, pour vendre au comptant et à terme tout le pétrole extrait du PMO, y compris à destination

⁴⁸ L'OPEP est l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Des adhérents additionnels - ou des alliés potentiels - seraient à prospecter, de la Norvège au Mexique et de la Russie aux États de la Caspienne. L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) est le contre-OPEP imaginé par Kissinger.

⁴⁹ Sous cet angle, la privatisation de la compagnie irakienne et de ses filiales et satellites serait une contre-performance très dommageable.

de la consommation locale; pour contrôler les quantités produites et enlevées; pour encaisser toutes les recettes pétrolières, afin de les ventiler selon des normes préfixées; pour négocier les contrats de recherche, de développement, de maintenance ou d'exploitation confiés à des sociétés régionales ou, exceptionnellement, à des prestataires de services internationaux; etc. Sauf séquelles de contrats anciens dûment validés, les compagnies pétrolières internationales n'auraient donc plus que deux types de missions: soit enlever du pétrole (ou du gaz) à des prix fixés par l'agence régionale compétente; soit accomplir des tâches précises, à durée et prix dûment négociés, étant entendu que, dans les deux cas, des appels d'offres internationaux seraient adjugés par l'agence régionale compétente.

Les fonctions exactes de ces agences et leur contrôle financier et juridictionnel seraient à définir par des traités passés entre les États concernés. De même, les normes d'emploi des recettes nettes⁵⁰ seraient à fixer, soit selon des quotas prédéterminés, soit (dans les premières années) par décision d'une autorité régionale créée à cette fin. Ces normes détermineraient les quotités annuelles - dégressives, l'un des buts étant de limiter de plus en plus la rente pétrolière consommée en dépenses budgétaires - à verser au budget de chacun des États partenaires de la réforme pétrolière et les souscriptions à consentir à la Banque Régionale d'Investissement créée pour convertir la meilleure partie de la rente pétrolière en investissements d'avenir. La direction de cette Banque et les contrôles, toujours suspicieux, dont elle ferait l'objet, devraient résulter de choix ultra sélectifs et de responsabilisations individuelles bien agencées, afin que les traditions régionales de clanisme, de clientélisme, de *bakchich* et d'autres laisser-aller (cf. § 2 *supra*) soient exemplairement pourchassées. Les États sur le territoire desquels le pétrole est produit, déjà rémunérés par les quotas précités, seraient crédités, en outre, d'une fraction des bénéfices de la Banque, proportionnelle à leur "apport pétrolier", mais non d'une participation au contrôle effectif de cette Banque de même proportion, car il s'agirait également de faire place aux États (du PMO) non ou peu pétroliers dont les populations auraient à bénéficier des investissements de la Banque, selon les opportunités offertes et les capacités disponibles. Autrement dit cette Banque d'Investissement deviendrait le pivot de la coopération régionale pour bâtir "un avenir d'après-pétrole" Elle pourrait aussi devenir, éventuellement, le pivot d'une monnaie unique du PMO.

La publicité des programmes prévus, sélectionnés, financés par la Banque Régionale d'Investissement dans tous les domaines d'avenir (industries, services, réforme agraire, etc.) devrait offrir à tous les peuples du PMO - sauf le cas des États refusant de participer à la coopération pour l'avenir régional - l'occasion citoyenne de comprendre, de discuter et d'infléchir ces activités pétrolières et financières où se jouerait le sort des générations du présent et, plus encore, de l'après-pétrole.

⁵⁰ Défalcation faite des missions gérées directement par les agences et de leurs propres frais de fonctionnement, chichement mesurés et sévèrement contrôlés, pour l'exemple.

(4) - Des sociétés civiles en mutation.

[Retour à la table des matières](#)

Il faut quitter, ici, le terrain de l'utopie - que l'on vient de parcourir en esquissant un avenir possible et souhaitable, pour revenir au réel, qui est le terreau de tous les avènements possibles, y compris les moins souhaitables. L'avenir imaginaire que se sont forgé les Américains de l'administration Bush fait l'objet de travaux pratiques qui pourraient produire un "nouvel Irak" tombant sous la coupe de chefs tribaux et de militaires (kurdes et autres), arrosés par une rente garantissant leur fidélité aux intérêts des "nouvelles" compagnies pétrolières sélectionnées par les États-Unis, sous l'ombrelle d'un gouvernement central, issu d'élections prolongeant les traditions acquises par l'Irak depuis son indépendance et conforté par un discret semis de bases américaines, éventuellement décorées d'un peu de multilatéralisme onusien: en somme, une sorte d'Afghanistan "moderne", sans trop de replis montagneux rebelles. À moins d'un dérapage vers une complicité irako-iranienne, fondée sur une alliance Khomeiny - Sistani à laquelle la nébuleuse Al Quaida joindrait son envie de capter la rente pétrolière d'Arabie, pour nourrir un *djihad* de belle envergure sous la conduite d'un *mahdi* d'occasion. Le balancier de l'histoire à venir se fixera n'importe où dans l'espace réaliste, ainsi délimité par l'avortement du rêve américain et par son inversion en cauchemar, si aucune réorientation radicale n'est provoquée par de nouvelles interventions internationales - dont le vain désir tarde à se concrétiser - ou par une poussée propre au PMO, dont l'utopie ci-avant a dessiné un schéma délibérément optimiste, mais dont les forces motrices ne se laissent pas encore apercevoir sur le terrain.

Les embryons de telles forces existent pourtant, ci et là, mais ils ne se développeront que si tout est fait pour muscler les sociétés civiles de toute la région, c'est-à-dire pour doter les peuples du PMO d'une multitude d'institutions (légales, tolérées ou illégales) exprimant avec vigueur leurs intérêts propres et, s'il le faut, contre les clans, groupes et élites qui y accaparent le pouvoir dans les États. D'institutions telles que des sociétés commerciales, des chambres de commerce; des syndicats de patrons, de salariés de toute sorte, de paysans de tous statuts, d'intellectuels de toutes professions; des associations de voisinage, de spécialités, d'activités variées; des ligues sportives, artistiques et autres; des associations de femmes, de jeunes filles, de vieilles personnes, etc.; des groupements de responsables locaux, professionnels ou autres; des amicales d'écoles, de métiers, etc.; et ainsi de suite, autant qu'il peut naître d'associations de toutes les espèces, dès lors que la liberté d'association est établie en droit (c'est l'objectif) ou imposée de fait (c'est le seul moyen d'atteindre cet objectif).

Cette liberté a pour corollaire ⁵¹ une liberté d'expression à laquelle les moyens de communication aujourd'hui disponibles donnent un puissant élan, difficilement canalisable par des autorités hostiles, même si elles densifient leurs polices *ad hoc*. Le foisonnement des sociétés civiles tendra donc, de plus en plus, à se couronner de partis politiques. Les pourchasser sera l'ambition des gouvernements impopulaires, si nombreux dans la région; les favoriser et les rejoindre devrait être l'ambition de toutes les populations s'éveillant à l'espoir d'avenirs meilleurs; les amalgamer devrait être l'axe stratégique des leaders politiques à qui les expériences des jeunes démocraties devraient apprendre que le foisonnement des partis n'est que le masque de communautés préexistantes (tribales, religieuses, ethniques, etc.) Toujours est-il que, dans la situation présente, la liberté d'expression gagne du terrain, par voie d'édition, de presse, de télévision et de communications en réseau portées par internet. Étendre et enrichir ce mouvement fondamental est un objectif tout-à-fait central, mais il importe plus encore de bien cibler les échanges de vue, les débats, les campagnes d'opinion, non seulement au bénéfice des projets propres à élargir les libertés d'expression et d'association et leur débouchés politiques, mais plus encore en vue de mettre un terme à l'hégémonie religieuse qui inhibe l'auto-développement régional (cf. § 2, *supra*).

Cette visée n'a pas du tout pour but d'étouffer quelque religion que ce soit, de brimer la propagation d'aucune d'entre elles ou de désacraliser tout ce que les peuples tiennent pour sacré, y compris les "lieux saints" si abondants dans la région - et si disputés parfois - dont il convient de protéger l'usage pour tous ceux qui le souhaitent, en ne combattant que les exclusivismes belligènes. Mais elle tend à remplir une condition *sine qua non* de la modernisation régionale. Sans décliner cette proposition à l'échelle de chacune des communautés religieuses à distinguer dans une région qui en est truffée, mais en m'en tenant au faisceau majoritaire des cultes musulmans, je dois souligner, en effet, que ni le Coran ni ses gloses traditionnelles ne peuvent être considérés comme une constitution étatique, un code civil, un code commercial, un code pénal, etc. adaptés aux sociétés du 21^e siècle; que ce corps de "vérités révélées" ne peut équivaloir au recueil législatif des vérités (provisoires) élaborées par un pouvoir légitimement extrait de la population. S'il est vrai que, dans l'ordre des principes philosophiques et éthiques pouvant inspirer les législateurs comme les électeurs, ce livre sacré est aussi respectable que ceux d'autres confessions ou que les réflexions désacralisées des bons esprits chez lesquels tels groupes trouvent aussi une part de leurs inspirations, cette vérité expérimentée dans l'histoire des sociétés s'accompagne d'un corollaire bien établi dans toutes les sociétés modernes: qu'il faut discuter cas par cas de ces principes et des pratiques où ils doivent s'insérer, pour aboutir à une loi, à un jugement et sans doute aussi à un dogme de bonne validité (toujours provisoires, car les pratiques et même les principes sont choses historiques, donc variables).

Autrement dit, le PMO gagnera beaucoup à ce que les Luther de Nadjaf ou de Qom, les Calvin de toutes les Cités-émirats et les Jean Hus d'autres lieux fassent entendre leurs propositions réformatrices, cependant que tous les Voltaire du PMO seront encouragés à écraser l'infamie wahhabite et à dénoncer toutes les affaires Calas de ce temps, que les victimes en soient chevaliers ou paysans, femmes ou

⁵¹ Évidemment nourrie par une scolarisation généralisée (y compris à toutes les filles), doublée pour un temps par de solides efforts d'alphabétisation des générations illettrées et libérée des méthodologies infantilisantes des medressas, yeshivas et autres serres de l'hégémonie religieuse.

reporters. Parallèlement, il faut souhaiter que les Erasme, porteurs de cette folie qu'est la pensée libre, soient nombreux à se faire entendre, non seulement sur l'axe du progrès qui devrait s'élargir, d'Alexandrie-la-grande Bibliothèque vers Beyrouth-la-presse libre et vers Bahrein - Qatar et autres bases satellitaires, mais aussi sur toutes les voies adventices qui devraient rayonner depuis cet axe. D'autres plus férus que moi d'histoire arabe ou indienne complèteront cette liste des nouveaux Ibn Khaldoun, promoteurs de Réforme et de Renaissance par lesquels une grande religion traditionnelle doit nécessairement passer pour s'épurer de ses scories d'autres siècles et retrouver une jeunesse bien adaptable au siècle en cours.

La dislocation de l'hégémonie religieuse qui étouffe le PMO n'est rien d'autre qu'une telle démarche rendue contagieuse pour tous les appareils ecclésiastiques - et bordée de précautions politiques pour que les clercs de toutes ces religions ne drapent pas dans un manteau sacré la préservation - contre un nouveau droit commun - des propriétés et privilèges dont l'histoire les a entourés.

Sans canalisation des fonctions séculières des religions régionales, les sociétés civiles de tous pays ne pourront pas se muscler; sans leur renforcement aucune réforme politique majeure ne pourra donner aux États l'élan requis par des politiques novatrices; sans de telles novations, le PMO cheminera d'ornière en crise jusqu'à l'épuisement de ses "richesses" pétrolières, après quoi il rejoindra la longue liste des civilisations défuntes ou accidentées qui remplissent les bas côtés de l'histoire.

Bref, l'avenir appartient aux peuples qui se réveillent quand il en est temps encore.

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

Annexe

À propos des Émirats du Golfe

[Retour à la table des matières](#)

Pour qui voudrait explorer les hypothèses avancées aux §§ 3 et 8, quelques indications bibliographiques seront utiles.

L'avenir politique des émirats peut être éclairé par plusieurs précédents, lointains dans la chronologie, mais de structure assez proche. Les Cités I* de l'antiquité phénicienne, grecque ou romaine étaient assises sur un esclavage à peu près disparu du PMO, mais "*L'État grec*" étudié par Victor Ehrenberg est néanmoins riche d'enseignements, notamment en matière de sympolitiques. Plus riche encore est l'exemple des Cités II*, c'est-à-dire des villes marchandes du Moyen-Age européen, lesquelles ont sans doute eu des répondants dans l'aire d'action des marins arabes, goujératis, malais et autres. Les ligues de marchands, entraînant plus ou moins des ligues de villes, dans toute la Baltique comme en Allemagne rhénane et dans les Pays-Bas habsbourgeois ou bourguignons sont remarquablement analysées dans "*La Hanse - XII^e-XVII^e siècle*" de Philippe Dollinger. Le cheminement de la Cité à l'État aristocratique-bourgeois* (ou du fond de l'Adriatique à la maîtrise de la Méditerranée) est superbement exploré dans "*Venise, une république maritime*" de Frédéric C. Lane. Le passage, enfin, de quelques cités (parfois hanséatiques) à l'union de provinces assemblée par une Hollande qui deviendra, pour un temps, la première puissance maritime du monde est scruté, avec une attention particulière aux formes politiques de cette transmutation, dans "*The Dutch Republic - Its Rise, Greatness and Fall - 1477-1806*" de Jonathan I. Israël.

L'histoire de Hong Kong et de Singapour après 1945 devrait compléter cette chaîne historique de réflexions, afin de comprendre comment ces Cités-États ont réussi à passer d'une nette primauté du capital marchand* vers un plein développement du capitalisme industriel et financier*.

Les études suggérées ici pourraient avantageusement remplacer l'examen des discours courants sur la démocratie et la dictature, pour tous les étudiants en économie, histoire, droit, sciences politiques et autres sciences sociales, dès lors qu'ils seraient soucieux de l'avenir des Arabies et de tout le PMO.

NB - Les concepts marqués d'un astérisque sont étudiés dans [La Société](#).

Le Proche et le Moyen-Orient (2004)

Conclusion

Un ensemble floué ?

[Retour à la table des matières](#)

Le Proche et Moyen-Orient (PMO) contient 5 % de la population mondiale et deux tiers environ des réserves mondiales d'hydrocarbures. Il est l'héritier lointain de multiples empires, mais il ne contient aujourd'hui qu'une petite foule d'États souvent jeunes et presque toujours faibles. Du point de vue du système mondial aujourd'hui en vigueur, c'est un vieux réservoir de civilisations et de religions, mais il n'a formé jusqu'à présent aucune firme multinationale apte à jouer un rôle mondial. Aussi guerriers soient-ils, ses États n'ont aucun poids extra-régional - sauf aux jours d'exception des "chocs" pétroliers. Qui plus est aucun de ces États ne dispose vraiment du "monopole de la violence légitime", tant ce critère wéberien est aisément démenti dans une région où la surabondance des jeunes désœuvrés, l'obscur circulation des aumônes coranico-pétrolières et le jeu tout aussi obscur des puissances extérieures se combinent aisément pour former des milices à toutes fins "utiles". Sur sa lancée présente, le PMO semble condamné à cahoter convulsivement vers un après-pétrole qui sévira localement vers le milieu du 21^e siècle et dont l'approche, puis la maturation étendront ses actuels champs de misère jusqu'au cœur des zones que le gaspillage de la rente pétrolière a décorées de richesses, voire de luxes. Rares seront alors les îlots de développement durables, centrés sur de maigres industries, des zones marchandes attractives pour le chaland indien et des aires de loisir *sun, sea and sex* où les clubs Méditerranée de toutes origines s'enclaveront comme à Djerba. Seuls les États plus substantiels de la périphérie, Égypte, Turquie et Iran échapperont

à ce déclin, en compagnie, peut-être d'un Irak remis de ses malheurs et, si Israël y consent ou y est contraint, les États de son voisinage. Ainsi le désert central reconquerra l'Arabie, les émirats qui n'auront pas su se fabriquer un avenir, tout comme les terres arides de Jordanie et de Syrie ou les montagnes surpeuplées du Yémen, cette ancienne "Arabie heureuse".

Pour déranger cette prochaine fatalité, la Libye et l'Iran ont tenté de renforcer leurs armements, mais ils semblent tous deux avoir renoncé, en 2004, aux équipements nucléaires, encore que la soumission de l'Iran aux normes les plus exigeantes des protocoles de non-prolifération puisse n'être qu'une ruse, pour laisser passer les orages américains qui ravagent l'Irak.

Pas de multinationales, pas d'armées craintes hors leur voisinage, pas de du pôle nucléaire, pas non plus de *djihad* apte à déborder hors la région: le PMO chemine ainsi vers un avenir dépendant des commodités de l'Occident américain et européen (où il pourra peut être exporter une partie de sa surpopulation juvénile) et de l'Orient indien et chinois à qui il offrira de l'espace et des loisirs exotiques débordant du pèlerinage islamique. Pour échapper à ce sombre avenir - qui éloignerait le PMO du niveau latino-américain et le rapprocherait du niveau africain - il est peu de cheminements prometteurs. Certes, le bouillonnement de la misère et la surabondance d'une population très jeune peuvent conduire à des événements convulsifs dont le *containment* militaire pourrait être blindé par des initiatives économico-sociales éventuellement fécondes: nul n'en peut préjuger, sauf miracle au G7... Reste la ligne d'espoir ici esquissée, à savoir: que d'habiles politiques sachent marier l'énorme potentiel de force de travail de la région, avec sa transitoire richesse naturelle, de façon telle que la rente pétrolière irrigue de capitaux investissables cet exubérant dynamisme inemployé. Alors, mais alors seulement, le PMO en voie de réelle modernisation pourrait inscrire quelques firmes multinationales et plusieurs branches industrielles de son cru aux premiers rangs de l'économie mondiale, tout en exploitant plus méthodiquement ses ressources intellectuelles aujourd'hui navrées de sourates et en rejoignant la grande et vraie croisade du 21^è siècle: celle de la libération des femmes. Je ne conclurai pas par un *Inch' Allah* ! comme il est localement d'usage, car c'est aux hommes et aux femmes de vouloir et de fabriquer leur avenir, ici et maintenant.

Fin du texte.